



LE GENRE AU SOMMET

Comprendre les enjeux du Forum

Génération Égalité



INSTITUT DU GENRE EN GÉOPOLITIQUE

Ce rapport a été écrit sous la direction d’Alice Apostoly et Déborah Rouach par Sarah Aissaoui, Sofia Azaiez, Eugénie Boivin Jasinski, Silvia Costante et Juliette Stefano, bénévoles au sein de l’Institut du Genre en Géopolitique.

© 2021, Sarah Aissaoui, Sofia Azaiez, Eugénie Boivin Jasinski, Silvia Costante et Juliette Stefano sous la direction d’Alice Apostoly et Déborah Rouach, Institut du genre en géopolitique.

Remerciements

Nous remercions chaleureusement Virginie Poupeney, experte freelance sénior sur le Genre et le développement, Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international chez Equipop et membre du Haut Conseil pour l'Égalité français, Fabrice Ferrier, directeur général de Focus 2030 et Caroline de Crémoux, chargée de programmes pour Focus 2030, qui ont accepté d'échanger avec nous afin d'éclairer ce rapport de leur expertise et expérience en matière d'égalité des genres et de développement.

Ce rapport a été réalisé avec le soutien des Napoléons.



N A P O L E O N S

GREAT PEOPLE
GREAT MOMENTS
GREAT PLACES

Table des matières

Liste des sigles	8
Glossaire	10
Note de synthèse	16
Préface	18
Introduction	20
Partie I. Le Forum Génération Égalité : un sommet ambitieux et essentiel	24
A. La genèse du Forum Génération Égalité	24
La prise de conscience mondiale	24
Pékin 25+ : l'avènement de la diplomatie féministe en réponse à la mobilisation de la société civile	25
B. Un sommet international féministe s'inscrivant dans un contexte complexe	32
À l'aune de la montée du conservatisme et face aux freins au sein des Nations unies : un forum nécessaire et original	32
Un rendez-vous de l'intersectionnalité, de l'intergénérationnalité et de l'inclusion ?	37
C. Le contexte sanitaire : un virus « anti-féministe »	38
Partie II. Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?	42
A. En réponse au systémisme, 40 milliards de dollars pour soutenir les droits des femmes : un engagement marqué aux effets incertains	44
Protéger la vie des femmes : lutter contre les violences basées sur le genre (VBG)	44

Renforcer les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR)	49
Consolider la place des femmes dans la vie socio-économique	55
Protéger les femmes face aux crises environnementales et renforcer leur rôle dans la lutte climatique	60
Soutenir la place des femmes dans la technologie et l'innovation	68
Pérenniser le leadership des femmes et des organisations féministes	74
B. Présences retentissantes et absences remarquées : les limites d'un forum multi-acteurs	81
Les États et la société civile : une implication divergente au FGE	81
La société civile en tant que moteur du Forum : la jeunesse à l'honneur	84
Le rétrécissement du champ d'action et des libertés des mouvements de défense des droits humains de la société civile	86
Le secteur privé : bailleur de fonds incontournable à l'influence inquiétante	88

Partie III. Entre effets d'annonce et réalité : que peut-on attendre de l'après Forum Génération Égalité ?	96
A. Transformer les volontés politiques en actes : l'indispensable suivi des engagements	97
B. L'absence de redevabilité : l'obstacle majeur à l'effectivité des promesses du FGE	102
Les mécanismes de redevabilité onusiens : comment fonctionnent-ils ?	103
L'évaluation des engagements : une étape indispensable pour une redevabilité concrète	104
Les recommandations de la société civile pour la redevabilité	106
Les limites du format du FGE : le renforcement du schisme géopolitique et le risque d'instrumentalisation de l'égalité des genres	109
Conclusion	114
Bibliographie	116

Liste des sigles

AFD : Agence française de développement

CEDEF : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Coalition AFJC : coalition d'Action des Femmes pour la Justice climatique

DSSR : Droits et santé sexuels et reproductifs

FGE : Forum Génération Égalité

IVG : Interruption volontaire de grossesse

LGBTI+ : Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, intersexuels, etc.

MENA : Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord

OCDE-CAD : Organisation de coopération et de développement économiques - Comité d'aide au développement

ODD : Objectifs de développement durable

OI(s) : Organisation(s) internationale(s)

ODJ : Organisation dirigées par des jeunes

ONU : Organisation des Nations unies

ONG : Organisation(s) non-gouvernementale(s)

OSC : Organisations de la société civile

PIB : Produit intérieur brut

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

■ Liste des sigles

SC : Société civile

SSR : Santé sexuelle et reproductive

STEM : Science, technologie, ingénierie et mathématiques (de l'anglais « Science, Technology, Engineering, and Mathematics »)

TIC : Technologies de l'information et de la communication

VBG : Violences basées sur le genre

Glossaire

Care

« Selon Joan Tronto, le *care* se définit comme "une activité caractéristique de l'espèce humaine qui inclut tout ce que nous faisons en vue de maintenir, de continuer ou de réparer 'notre monde' de telle sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible" Le *care* inclut donc toute activité qui vise à prendre soin des autres, que ce soit dans un contexte familial (tâches domestiques, travail émotionnel comme l'écoute, la gestion des émotions et des conflits) ou professionnel (les métiers du *care* étant, par exemple, les soins infirmiers, l'assistance aux personnes vulnérables, les services sociaux...).¹ »

Diplomatie féministe

Concept récent en matière de relations internationales, elle peut se définir comme la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble de la politique étrangère d'un État². Sa conception et son contenu varient selon l'État qui l'adopte.

Discrimination systémique

« La discrimination systémique implique les procédures, les habitudes et une forme d'organisation au sein d'une structure qui, souvent sans intention, contribuent à des résultats moins favorables pour les groupes minoritaires que pour la majorité de la population, en ce qui concerne les politiques, les programmes, l'emploi et les services de l'organisation.³»

1 Joan Tronto, *Care démocratique et démocratie du care*, in *Qu'est-ce que le care ?*, sous la direction de Pascal Molinier, Sandra Laugier, Patricia Paperman, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 2009.

2 Piotr Smolar, « La Diplomatie féministe, un concept en devenir », *Le Monde*, 17 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/17/la-diplomatie-feministe-un-concept-en-devenir_6060106_3210.html

3 Conseil de l'Europe, « Discrimination systémique », <https://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/systemic-discrimination>

Égalité salariale

« Le principe "à travail égal, salaire égal" appliqué aux femmes et aux hommes est repris de longue date dans la législation [...] européenne [...] et constitue une pierre angulaire de l'égalité de traitement des femmes et des hommes. Un employeur doit rémunérer de la même façon deux travailleur.se.s exerçant le même emploi et ayant les mêmes caractéristiques.⁴ »

Égalité des genres

« L'égalité des genres fait référence à l'égalité des droits, des responsabilités et des opportunités entre les genres en prenant en considération les différents intérêts, besoins et priorités et en reconnaissant la diversité des différents groupes de femmes et d'hommes⁵ ».

Féminisme d'État

Domaine d'investigation récent dans la recherche en études de genre, le féminisme d'État peut se référer à plusieurs stratégies d'action. Selon Martine Levy, le féminisme d'État est un champ d'intervention de l'État en faveur des femmes, qui débouche sur l'adoption de mesures légales, la création d'administrations étatiques spécialisées en matière de droits des femmes, etc.⁶ Anne Revillard considère que le féminisme d'État désigne aussi toutes les féministes travaillant au sein de l'appareil étatique, y compris dans les instances gouvernementales chargées de l'égalité de genre⁷.

4 Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, « Écart salarial », https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/emploi/ecart_salarial

5 Rapport « L'égalité des genres et les droits humains à l'eau et à l'assainissement », Rapporteur spécial, Léo Heller, page 7, https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Water/10anniversary/Gender_FR.pdf

6 Martine Lévy, « Le féminisme d'État en France – 1965-1985 : 20 ans de prise en charge institutionnelle de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes », Institut des Sciences Politiques de Paris, Thèse soutenue en 1988, <http://www.theses.fr/1988IEPP0009>

7 Anne Revillard, « Féminisme d'État : constructions de l'objet », 2006, <https://annerevillard.files.wordpress.com/2012/01/revillard-2006-fc3a9minisme-detat-doc-de-travail.pdf>

Genre

Le genre ne doit pas être confondu avec le sexe. Ce dernier renvoie en effet à une notion biologique qui fait référence aux caractéristiques biologiques, physiologiques et anatomiques définis de naissance⁸. Le sexe se réfère par conséquent aux organes reproducteurs. Il est une caractéristique immuable et fixe en l'absence d'intervention médicale. Les termes « mâle », « femelle » et « inter-sexe » renvoient au sexe d'un individu. Le genre quant à lui est le résultat d'un apprentissage.

Le genre est l'ensemble des significations sociales que l'on associe aux caractéristiques biologiques des corps humains. Il est donc constitué d'un ensemble de représentations, de postulats et d'attentes assignés à des personnes, des objets, des entités, des concepts ou des idées, sur la base de leur association avec la féminité ou la masculinité. Ces caractéristiques reposent sur des constructions sociales, culturelles, politiques et historiques, ainsi que sur une relation d'opposition, de pouvoir et de hiérarchisation entre les valeurs dites féminines, souvent déconsidérées par rapport aux caractéristiques dites masculines⁹. Généralisée dans la recherche en sciences humaines, la notion de genre a subi un changement de paradigme : l'ensemble des théories féministes mobilise la notion de genre.

Minorité(s) de genre

L'expression « minorités de genre » désigne l'ensemble des individus dont l'identité de genre (femme, homme, autre), ou dont l'expression de genre (masculine, féminine, autre) diffère de leur sexe (masculin, féminin) assigné à la naissance.¹⁰ Les années 1990 inaugurent la généralisation de

8 Ganzfried Miriam, Mémoire d'étude « Le Genre comme ressource politique en Suisse : la perception de l'élite politique », Unité Interdisciplinaire d'Études genre, Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève, 2009, https://www.unige.ch/etudes-genre/files/7214/0316/9719/Miriam_Ganzfried_Memoire_Master.pdf

9 Bereni Laure et al. *Introduction aux études sur le genre*, Bruxelles De Boeck, 2020

10 Centers for diseases control and prevention, « Terminology », <https://www.cdc.gov/healthyyouth/terminology/sexual-and-gender-identity-terms.htm>

l'acronyme LGBTI+ pour se référer aux minorités de genre, qui renvoie aux termes : lesbiennes, gays, transgenres, intersexes. Le « + » nous indique que le spectre du genre n'est pas nécessairement limité à ces orientations ou identités de genre.

Organisation internationale (OI)

Toute organisation, composée ou non d'États, instituée par un traité ou un autre instrument régi par le droit international. Elle est notamment créée dans le but de coordonner au niveau mondial, continental ou régional des actions sur un sujet particulier¹¹.

Philanthropie

« La philanthropie moderne est l'ensemble des transferts de ressources (financières, dons en nature, bénévolat) librement consentis par des acteurs privés, en vue de servir [ce qu'ils considèrent relever du] bien commun et de l'intérêt général : santé, éducation, solidarité, culture, environnement...¹²»

Secteur privé

« Il est communément admis que cette appellation reflète l'ensemble des personnes morales qui ne sont pas dirigées par l'État, bien que celui-ci puisse le réglementer en partie. Il s'agit donc de l'immense majorité des entreprises qu'elles soient constituées sous la forme de sociétés, d'associations, d'ONG ou de fondations et ce, indépendamment de leur objet social ou de leurs activités.¹³»

11 Nations unies, « Le régime de la responsabilité des organisations internationales exige une définition préalable de la notion d'"organisation internationale" » AG/J/402, communiqué de presse, 27 octobre 2003, <https://www.un.org/press/fr/2003/AGJ402.doc.htm>

12 Charhon Francis, *Vive la philanthropie !*, Paris, Le Cherche-Midi, 2016

13 Centre de recherche et d'information socio-politiques, « secteur privé », <https://www.vocabulairepolitique.be/secteur-prive/>

Société civile

La « notion de société civile désigne l'auto-organisation des citoyens en dehors de l'État, du monde politique et du monde économique.¹⁴»

14 *Ibid.* 13

Note de synthèse

Dans un contexte où la crise du Covid-19 continue de menacer la santé des individus et de bouleverser les environnements économiques et sociaux de tous les États, les droits des femmes reculent dans de nombreuses régions du monde, les violences sexistes et sexuelles augmentent drastiquement dans de nombreux pays. L'actualité internationale demeure marquée par des événements violents, tels que des conflits et crises politiques, économiques et sociales aux conséquences dévastatrices. Au niveau institutionnel, les débats sont marqués par de vives oppositions sur les questions des droits humains, au cœur desquels, les droits des femmes et des autres minorités de genre.

Les politiques publiques pour atteindre une égalité réelle entre les femmes et les hommes demeurent timides, là où elles sont mises en œuvre. Une alliance hostile aux droits des femmes et des minorités de genre (LGBTI+) ayant vu le jour ces dernières années, continue de se renforcer. Face à ce constat, la société civile tire la sonnette d'alarme. Pour répondre à ces enjeux, initier une nouvelle mobilisation de la société internationale apparaissait essentiel : naissait alors l'idée du Forum Génération Égalité. Il s'est tenu en deux temps, à Mexico du 29 au 31 mars 2021 et à Paris du 30 juin au 2 juillet 2021. Son but : relancer l'agenda féministe à l'échelle multilatérale. À cette fin, le FGE propose un format de partenariat original visant à inclure des acteur.ice.s issu.e.s de la société civile, du secteur privé, de la philanthropie à l'action des institutions. Ce cadre devait permettre des financements et des actions concrètes, multi-acteurs et multi-thématiques.

Ce sommet avait pour but d'apporter des réponses concrètes aux enjeux de l'égalité des genres. La société civile a largement participé à son organisation et fait entendre ses revendications. Au demeurant, l'avenir du Forum Génération Égalité demeure incertain, tandis que la cristallisation des tensions au sujet des droits des femmes et des personnes LGBTI+ s'affirme toujours plus sur la scène internationale.

Bien que cette rencontre internationale soit singulière et les thématiques abordées dans les coalitions d'action pertinentes pour l'avancée des droits des femmes, l'identification d'un certain nombre d'obstacles présagent un échec relatif de la mise en œuvre du Plan d'accélération présenté lors du Forum. Une partie significative des engagements pris témoigne d'un défaut de clarté et de vision d'avenir. L'absence criante d'acteur.ice.s indispensables à l'avènement de changements en matière d'égalité des genres, ainsi que des disparités entre les investissements selon les coalitions, font craindre un manque de prise en compte globale des défis à relever. Enfin, l'absence d'un cadre de redevabilité compromet l'effectivité des promesses faites.

Préface

Notre *think tank* est motivé par la nécessité d'adopter le genre comme instrument d'exploration et de compréhension des relations internationales. L'Institut du Genre en géopolitique prône une plus grande visibilité des problématiques de genre en faveur d'un avenir qui y serait plus sensible et de l'adoption d'actions tangibles pour l'égalité femmes-hommes, le respect des droits des femmes et des personnes LGBTI+.

Le Forum Génération Égalité (FGE) a témoigné d'un engouement certain à l'échelle internationale pour l'égalité femmes-hommes et les droits des femmes et des filles. Mais nous ne pouvons nous contenter d'un moment d'espoir alors que la plupart des femmes et des filles dans le monde vivent dans des conditions moindres que les hommes et les garçons ; alors que leurs droits sont bafoués ; alors que leurs perspectives de réalisations personnelles, leurs ambitions, comptent moins que celles des hommes et des garçons. Les femmes et les filles désirent plus. Plus de droits, plus de respect, plus d'opportunités. Elles veulent être écoutées, prendre la parole, prendre des décisions pour elles-mêmes et les générations futures, et être confiantes dans leur avenir. Le Forum Génération Égalité ne peut se contenter de faire miroiter ces possibilités à travers de pieuses promesses. Les acteurs qui ont le pouvoir de faire évoluer leur condition de vie ne peuvent prêter l'oreille le temps d'une cérémonie pour ensuite se détourner de leurs responsabilités envers la moitié de la population mondiale...

Notre objectif ici est multiple : en appeler à la responsabilité des gouvernements, des entreprises et des autres acteurs qui ont pris part à cet événement pour respecter leurs engagements, s'assurer de la concrétisation de ces derniers et enfin, participer au rayonnement de cet événement international si peu médiatisé. En d'autres termes, nous voulons interroger l'après-FGE, penser à sa pérennité et s'assurer de son effectivité concrète pour la vie des femmes et des filles dans un futur proche.

Pour cela, ce rapport a vocation à dépeindre le contexte de ce Forum, à exposer les engagements forts qui ont été pris, et surtout à adopter une vision à long terme sur ce que l'on peut réellement attendre pour l'égalité femmes-hommes. Alors que la crise sanitaire a davantage vulnérabilisé les femmes et les filles de par le monde, les retombées de cet évènement sont d'une importance majeure. Pourtant, le système de redevabilité des engagements annoncés lors du Forum Génération Égalité n'a toujours pas été révélé et les problématiques spécifiques aux groupes de femmes déjà marginalisées avant la pandémie n'ont su être prises en compte pendant les conversations diplomatiques du Forum. À travers ce rapport, nous saluons toutefois l'implication importance de la jeunesse féministe, militante, activiste aux discussions, ainsi que celle de la société civile, qui sont plus que jamais conscientes que les décisions d'aujourd'hui auront des conséquences décisives sur les vies de demain.

Introduction

« L'égalité des genres est essentiellement une question de pouvoir, et de pouvoir dans un monde qui est encore largement dominé par les hommes, avec une culture qui reste encore largement patriarcale [...] le pouvoir est très rarement donné. Il faut le prendre.¹⁵ » C'est en ces termes qu'Antonio Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), a ouvert son discours au Forum Génération Égalité.

Co-organisé par le Mexique, à Mexico entre le 29 et le 31 mars dernier, et la France, à Paris du 30 juin au 2 juillet, sous l'égide d'ONU Femmes, ce forum original, réunissant plusieurs États, la société civile, le secteur privé, diverses fondations et organisations internationales, s'inscrit dans un contexte international tendu. Depuis une dizaine d'années, on assiste au maintien du *statu quo* pour les droits des femmes et des filles, particulièrement au sein de l'ONU, à cause d'un bras de fer entre les États souhaitant se mettre au service de la cause de femmes et ceux qui, au contraire, entravent toute forme de progrès. Dans certaines circonstances, nous assistons à un recul des droits des femmes (en matière d'avortement, par exemple, ou d'accès à la sphère politique). La pandémie du Covid-19 a aussi montré la fragilité des avancées féministes, vite remises en question en période de crise. En ce sens, l'organisation d'un événement international comme le FGE s'est avérée nécessaire.

Lors de la cérémonie d'ouverture du Forum, les hôtes ont successivement donné le ton : il y a urgence à défendre les droits des femmes et des minorités de genre. Cette cérémonie a connu plusieurs temps forts, permettant à ses participant.e.s de faire entendre la voix des concerné.e.s et leur vision d'un avenir égalitaire. Ces dernier.e.s ont appelé chacun.e à participer à l'effort commun que doit représenter la

¹⁵ Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lors de la cérémonie d'ouverture du Forum, communiqué de presse, ONU « Fier de la parité à l'ONU, M. Guterres voit la différence dans la qualité des décisions et la capacité de mettre l'égalité des genres au centre des politiques », 30 juin 2021, <https://www.un.org/press/fr/2021/sgsm20805.doc.htm>

promotion des droits fondamentaux des femmes à travers le monde.

À la veille du Forum Génération Égalité, le sondage international d'Horizon 2030¹⁶ met en lumière les attentes citoyennes en faveur de l'égalité des genres. L'étude révèle une attente internationale univoque en matière d'égalité des genres de la population : 80 % des personnes interrogées considèrent que l'égalité des genres est un sujet important¹⁷. Elles plébiscitent plus d'action en la matière : réformes des lois discriminatoires, campagnes de sensibilisation, collecte de données sur les filles et les femmes, évaluation des progrès en matière d'égalité des sexes. Les personnes interrogées souhaitent que ces actions soient menées « en urgence¹⁸ » et demandent des garanties. Ces efforts, notent-elles, doivent être concentrés sur les groupes les plus marginalisés : les femmes et les filles en situation de handicap, les réfugiées, les femmes issues de minorités ethniques ou de l'immigration, ainsi que les personnes appartenant à la communauté LGBTI+. Il semble que le Forum Génération Égalité se soit donné pour mission de répondre à ces attentes citoyennes.

Qu'est-ce que le Forum Génération Égalité, quel est son but, dans quel contexte s'inscrit-il ? Quelles en sont les parties prenantes ? Quels effets sont déjà mesurables, quelles retombées immédiates et futures peut-on envisager ? Enfin, la question primordiale, celle de la redevabilité et de l'avenir de ce forum, doit être posée. Lors du Forum, les acteurs présent.e.s étaient amené.e.s à formuler des engagements. Au total, ce sont 1 076 engagements qui ont été exposés lors de ces trois jours de mobilisation clôturant l'événement. Ils se distinguent en plusieurs catégories, et présentent une variété importante, tant en matière de structure, de parties prenantes, d'enjeux adressés que de montant du financement.

16 Focus 2030 et Women Deliver, 2021, Rapport « Les aspirations citoyennes en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le monde : une volonté de changement », <https://focus2030.org/sondage-international-genre>

17 Ibid.

18 Ibid.

« Chausser les lunettes du genre¹⁹ », c'est ainsi que peut être qualifiée la démarche qui consiste à adopter une approche genrée des questions publiques. Il s'agit, lors de l'étude de chaque thématique, qu'elle soit sociale, économique, environnementale, sanitaire, etc., d'employer le prisme du genre : comment la notion de genre interagit-elle avec l'objet d'étude ? Par exemple, quelle est la conséquence de son genre sur la manière dont une femme subira une catastrophe climatique ? Quelles catégories de genre sont les plus affectées par une crise économique ou sociale ?

Le Forum de Paris a réuni près de 50 000 participant.e.s, venu.e.s écouter 500 intervenant.e.s de tous les horizons : spécialistes du genre, membres de la société civile, chef.fe.s d'entreprises, chef.fe.s d'État ou de gouvernement. Au cours de 93²⁰ discussions et deux cérémonies, célébrant l'ouverture et la fermeture du Forum, des questions vitales pour l'avenir de l'égalité des genres ont été abordées. Ce forum a généré enthousiasme et espoirs, mais des réserves sont rapidement formulées par certaines parties prenantes, ainsi que par les participant.e.s et spectateur.ice.s du Forum. Les attentes étaient immenses, et les féministes du monde entier avaient les yeux rivés vers Paris.

Ce rapport explicite le contexte historique et politique du Forum, tenant compte de l'actualité internationale politique, sanitaire, économique, sociale et environnementale. Nous analysons également les engagements pris lors du sommet, suivant une méthode comparative. Nous adoptons aussi une vision à long terme pour aborder l'avenir du FGE, sa pérennité et l'effectivité de la mise en place des engagements adoptés, en proposant de nouvelles pistes de réflexion pour de futures recherches.

19 Sénat français, Rapport d'information « L'égalité femmes-hommes, un enjeu fondamental de solidarité internationale », 4 mai 2021, <http://www.senat.fr/notice-rapport/2020/r20-550-notice.html>

20 Programme du Forum Génération Égalité, https://forumgenerationegalite.fr/sites/default/files/2021-06/FGE_Programme_FR.pdf

Partie I. Le Forum Génération Égalité : un sommet ambitieux et essentiel

A. La genèse du Forum Génération Égalité

- La prise de conscience mondiale

Au cours de l'histoire, en Occident, le féminisme connaît plusieurs phases, tantôt d'expansion, tantôt de repli, se reconfigurant au gré des évolutions du contexte social et politique. Les différents « moments » du féminisme sont généralement identifiés en trois vagues. La première vague, considérée comme instituant le « féminisme égalitaire²¹ » se situe entre la fin du XIX^e et le XX^e siècle, avec le mouvement des suffragettes qui réclame le droit de vote partout en Europe.

La reconnaissance institutionnelle arrive en juin 1945, dans le Préambule de la Charte des Nations unies. Les signataires proclament leur foi en l'égalité des droits des femmes et des hommes. La Seconde Guerre mondiale et ses conséquences catastrophiques en Europe avaient montré la nécessité de définir des droits humains universels. Pour autant, le concept de citoyenneté universelle n'efface pas les discriminations fondées sur le genre, tout comme celles fondées sur la race, la classe, etc. En ce sens, l'Assemblée générale de l'ONU adopte la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) de 1979 qui reconnaît la situation spécifique des femmes, sur le fondement de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

Cette reconnaissance institutionnelle précède de nouvelles vagues de mouvements féministes. La deuxième vague féministe émerge durant les Trente Glorieuses, entre 1945 et 1975. Leurs principales revendications : le droit des femmes à disposer librement de leur corps, comprenant la légalisation de l'avortement et l'accès à la contraception.

21 Cottais Camille, « Le féminisme libéral », Institut du Genre en Géopolitique, 21 octobre 2020, <https://igg-geo.org/wp-content/uploads/2021/03/FT-le-fe%CC%81minisme-libe%C-C%81ral-Camille-Cottais-IGG.pdf>

La troisième vague, quant à elle, désigne les mobilisations qui s'inscrivent dans le cadre de la Conférence de Pékin de 1995. Elles sont traversées par les questions de la parité, de l'autonomisation (« *empowerment* ») et de l'intersectionnalité. Les organisations internationales ont joué un rôle d'impulsion dans la mise en œuvre de nouvelles stratégies pour lutter contre les inégalités de genre : l'ONU a organisé quatre conférences sur les droits des femmes depuis 1975. La conférence de Pékin, qui avait réuni 17 000 participants, s'est conclue avec l'adoption par 189 États de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin. Ambitieuse, celle-ci reconnaît pour la première fois le caractère systémique de l'inégalité femmes-hommes. Elle prévoit l'introduction du principe de l'égalité des sexes dans toute loi nationale, et reconnaît le droit des femmes à disposer de leur corps, y compris le droit à l'avortement. Ses signataires ont condamné les violences fondées²² sur le genre et souligné la nécessité d'appliquer des mesures pour réduire les inégalités en matière d'éducation, d'emploi, de santé, etc. Son programme d'action prévoyait enfin de nouvelles réunions, afin de réévaluer les besoins et d'analyser les avancées permises par l'identification des problématiques liées aux inégalités de genre.

- **Pékin 25+ : l'avènement de la diplomatie féministe en réponse à la mobilisation de la société civile**

Le Forum Génération Égalité fête le 26^e anniversaire de la Conférence de Pékin. Un nouveau rendez-vous multilatéral était impératif pour réévaluer les objectifs de l'égalité des genres et mesurer la réussite de son programme d'action. Il incombe au Forum de parvenir à réadapter les stratégies mises en place en 1995 afin de poursuivre son œuvre et de dépasser les obstacles identifiés. Depuis Pékin, l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes (« *gender mainstreaming* ») s'est diffusée. Celle-ci incorpore une perspective de genre dans tous les domaines et les politiques publiques. Vingt-cinq ans plus tard, le monde

²² L'expression « violences fondées sur le genre » est une traduction de « *gender-based violence* », on retrouve également parfois l'expression « violences basées sur le genre ».

a bien changé. Les années 2010 ont été caractérisées par un nouveau tournant de l'engagement féministe partout dans le monde, qui trouve son apogée dans le mouvement international #MeToo, né aux États-Unis sur les réseaux sociaux. Ce mouvement est largement considéré comme l'expression d'une quatrième vague féministe portant sur les questions de la culture du viol, du consentement et des agressions sexuelles. Le systémisme des violences envers les femmes qu'il a révélé est désormais impossible à ignorer pour les politiques publiques. L'année 2021 marque aussi l'anniversaire d'un autre rendez-vous multilatéral, celui de la ratification de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU en 2000, texte fondateur qui reconnaît l'impact des conflits armés sur les femmes et les filles, garantit leur protection et encourage une participation plus significative de celles-ci aux négociations et aux processus de paix²³.

Depuis trente ans, les mouvements féministes ont ainsi pris un essor exponentiel et des mouvements spontanés issus de la société civile engendrent une reconnaissance institutionnelle. Ce débat renouvelé traduit une prise de conscience mondiale sur le systémisme des violences sexistes et des inégalités de genre. À titre d'exemple, l'ONU utilise désormais « l'indice d'inégalité des genres », intégré aux indices de développement humain, afin d'évaluer les différences entre les sexes dans la distribution des progrès et d'estimer la perte de développement humain due aux écarts de traitement entre femmes et hommes. Ainsi, les inégalités de genre, coûtaient « 95 milliards de dollars par an » à l'Afrique subsaharienne en 2016, selon le PNUD²⁴. Les mouvements défenseurs de l'égalité des genres et des droits des personnes LGBTI+ sont désormais transnationaux et incluent de nouvelles réalités sociales : les questions environnementales, économiques, les inégalités fondées sur la race, la religion, le handicap, etc. Ces combats sont largement portés

23 Mayanja Rachel, « Les conflits armés et les femmes – la résolution 1325 du Conseil de sécurité : 10 ans d'existence », <https://www.un.org/fr/chronicle/article/les-conflits-armes-et-le-femmes-la-resolution-1325-du-conseil-de-securite-dix-ans-dexistence>

24 Té-Léssia Assoko Joël, « Rapport sur le développement humain en Afrique », Jeune Afrique, 29 août 2016, <https://www.jeuneafrique.com/352684/societe/pnud-disparites-de-genre-coutent-95-milliards-de-dollars-an-a-lafrique-subsaharienne/>

par la jeunesse, qui incarne un véritable moteur, mettant en œuvre des répertoires d'action plus audacieux. La jeunesse s'implique dans la prise de décision et revendique l'application des politiques de genre.

Exhortés par l'engagement de la société civile (associations, ONGs, *think tanks*), certains gouvernements ont opéré un virage dans leur manière d'adresser la question de l'égalité femmes-hommes, adoptant en ce sens des mesures politiques et des moyens spécifiques. Cinq États dans le monde ont adopté une diplomatie féministe, une initiative lancée par la Suède en 2014, suivie par le Canada, la France, le Luxembourg et le Mexique, entre 2017 et 2020²⁵. D'autres, tels que les Pays-Bas, la Finlande, le Danemark, la Suisse, la Belgique ou la Nouvelle-Zélande, « poursuivent le même agenda sans pour autant déclarer mener des affaires étrangères féministes²⁶ ». Cette nouvelle diplomatie génère l'adhésion et l'enthousiasme²⁷ mais aussi des interrogations²⁸.

Le concept de diplomatie féministe est récent et revêt un caractère flou du fait des divergences de visions de ce qu'elle recouvre, du contenu de ses agendas, tant sur le plan national qu'international. Parfois jugée déclaratoire, elle serait privée d'effectivité. De plus, elle manque de cohérence : des manquements des États qui contredisent leur engagement

25 Vos Coralie, « Des politiques étrangères "féministes" qui manquent parfois de cohérence », Centre national de coopération au développement, 1^{er} mars 2021, <https://www.cncd.be/des-politiques-etrangees-etrangees-feministes-manquent-coherence>

26 *Ibid.*

27 Par exemple, cette question a été inscrite à l'agenda du G7 sous l'impulsion du Canada en 2018. La société civile pousse leur gouvernement à adopter une politique étrangère féministe, c'est le cas de l'International Center for Research on Women en collaboration avec des organisations comme Care, Oxfam, Action Aid, Plan International aux États-Unis. Source : Coralie Vos, « Des politiques étrangères "féministes" qui manquent parfois de cohérence », Centre national de coopération au développement, 1^{er} mars 2021, <https://www.cncd.be/des-politiques-etrangees-etrangees-feministes-manquent-coherence>

28 Analyse comparative, « Policy brief : Comparative Analysis of Feminist Foreign Policies », International Women's Development Agency (IWDA), 2020, <https://iwda.org.au/resource/policy-brief-comparative-analysis-of-feminist-foreign-policies/>

féministe sont à souligner²⁹. Les États ayant pris cette initiative sont critiqués pour leur manque de cohérence sur le plan politique. La Suède et la France vendent notamment des armes dans des zones de conflits ayant un impact dramatique sur la vie des femmes concernées³⁰. Il existe un risque d'instrumentalisation de cette diplomatie, qui servirait plutôt à promouvoir des intérêts étatiques³¹. Par ailleurs, le Mexique est le seul pays de l'hémisphère Sud à avoir entamé une telle démarche.

Sur le plan national, les progrès observés sont souvent cantonnés à des domaines d'action traditionnellement associés aux femmes, à la famille, parfois à la lutte contre les violences conjugales ou visant à l'égalité salariale. De belles avancées sont néanmoins à souligner : au Chili, la nouvelle Constitution est paritaire³², en Argentine, l'avortement a été légalisé³³, au Liban, la loi qui exonérait le violeur s'il épousait sa victime a été abrogée³⁴ et de nombreux pays d'Afrique ont intégré de nouvelles législations interdisant l'excision, comme le Soudan³⁵.

Ces avancées restent cependant insuffisantes et les progrès réalisés sont disparates selon les États. Aucun pays ne peut se vanter d'avoir

29 Coralie Vos, « Des politiques étrangères "féministes" qui manquent parfois de cohérence », Centre national de coopération au développement, 1^{er} mars 2021, <https://www.cncd.be/des-politiques-etrangees-etrangees-feministes-manquent-coherence>

30 *Ibid.*

31 *Ibid.*

32 France 24 avec AFP, « Chili : une Indienne mapuche élue présidente de l'Assemblée constituante », 4 juillet 2021, <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20210704-chili-une-assemble%C3%A9e-h%C3%A9t%C3%A9rog%C3%A8ne-se-met-au-travail-pour-%C3%A9laborer-une-nouvelle-constitution>

33 France 24 avec AFP, « L'Argentine autorise officiellement l'IVG, le Chili ouvre à son tour le débat », 15 janvier 2021, <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20210115-l-argentine-autorise-officiellement-l-ivg-le-chili-ouvre-%C3%A0-son-tour-le-d%C3%A9bat>

34 ONU Femmes, « L'abrogation de la loi sur le viol par le parlement libanais marque un jour historique pour les femmes du pays », 18 août 2017, <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2017/8/news-lebanon-parliament-repeals-rape-law>

35 Le Piver Léah, « Mutilations génitales féminines : victoire au Soudan et état des lieux d'une protection complexe », GSI Consulting, 7 mai 2020, <http://www.gsi-consulting.fr/2020/05/07/mutilations-genitales-feminines-victoire-au-soudan-et-etat-des-lieux-d-une-protection-complexe/>

éradiqué les violences sexistes et sexuelles, ni d'avoir atteint l'égalité des genres. Au niveau collectif et institutionnel, la déconstruction des stéréotypes de genre avance lentement. Enfin, les États optent trop souvent pour des mesures correctionnelles qui ne s'attaquent pas aux racines systémiques de l'inégalité. En ce sens, la société civile exige d'être entendue dans sa pluralité de voix, demande plus de moyens de la part des pouvoirs publics et exige une vision globale, assortie de garanties pour la réalisation de programmes politiques féministes.

Le format du FGE a été révélé à Mexico, et les engagements ont été présentés à Paris. Le Forum s'est déroulé en deux temps. Le premier était organisé par le gouvernement du Mexique (en référence à la première conférence de 1975³⁶). Ce premier moment, réunissant 10 000 personnes, a permis de présenter les plans d'action du plan mondial d'accélération pour l'égalité femmes-hommes. Ce dernier est structuré autour de six coalitions d'action, composées de différents acteurs engagés à créer des partenariats entre États, organisations internationales, OSC, organismes de jeunesse, entreprises et fondations philanthropiques issues du secteur privé. Plus de 95 « champions » ont été sélectionnés pour assurer un rôle décisionnaire sur des engagements quinquennaux (2021-2026). Le résultat des travaux au sein des coalitions d'action ont mis en avant 24 actions visant à un changement d'échelle, composant le « Plan d'Accélération Global pour l'égalité des sexes³⁷ ». Chaque coalition d'action est consacrée à une thématique prioritaire pour faire progresser les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde :

- La violence fondée sur le genre ;
- La justice et les droits économiques ;
- La liberté à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs ;

36 Nicolas Yveline, « Forum Génération Égalité », Adéquations, juillet 2021, <http://www.adequations.org/spip.php?rubrique433>

37 Focus 2030, « Première étape du Forum Génération Égalité au Mexique : Conclusions et premiers engagements », Actualités, 30 avril 2021, <https://focus2030.org/Premiere-etape-du-Forum-Generation-Egalite-au-Mexique-conclusions-et-premiers>

- L'action des femmes en faveur de la justice climatique ;
- Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Les mouvements et le leadership féministes.

Enfin, un mécanisme de suivi de l'agenda « Femmes, paix et sécurité », nommé « Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire » (FPS-AH) a été présenté au FGE. À la fois victimes de violences et combattantes de forces armées, les femmes sont aussi actrices de la paix³⁸, bien que souvent tenues à l'écart des négociations³⁹. Des partenariats ont été créés entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les universités. En 2000, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 1325⁴⁰ sur les femmes, la paix et la sécurité qui reconnaît l'impact disproportionné et spécifique des conflits armés sur les femmes⁴¹ et vise à accroître la participation des femmes à la prévention, au règlement des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix⁴². Depuis, neuf autres résolutions ont été adoptées en la matière. Ce corpus prévoit la protection des femmes, la prévention des violences sur les femmes dans les conflits armés (en particulier, les violences sexuelles) et la participation des femmes aux mécanismes de résolution des crises, de stabilisation et de reconstruction⁴³. Le Pacte FPS-AH exploite le cadre

38 Ministère français des affaires étrangères et du développement international, « 2^e plan national d'action de la France – Mise en œuvre des résolutions "Femmes, paix et sécurité" du Conseil de sécurité des Nations unies », 2015-2018, https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/femmes_paix_et_securite_final_cle81d4f1.pdf

39 ONU Femmes, « Les femmes, la paix et la sécurité », <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/peace-and-security>

40 Résolution 1325 (2000) adoptée le 31 octobre 2000 par le Conseil de sécurité de l'ONU, [https://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325\(2000\)-F.pdf](https://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf)

41 Commission Nationale Consultative des droits de l'Homme (CNCDH) « Femmes Paix et Sécurité », <https://www.cncdh.fr/fr/dossiers-thematiques/femmes-paix-et-securite>

42 Ministère français de l'europe et des affaires étrangères, « L'agenda Femmes, paix et sécurité », <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/actualites-et-evenements/article/l-agenda-femmes-paix-et-securite>

43 *Ibid.*

normatif onusien et insiste sur la nécessité de « catalyser des progrès accélérés [...], déclencher des conversations au niveau mondial et local entre les générations, stimuler l'investissement public et privé [et] fournir des résultats concrets pour les filles et les femmes dans les contextes de conflit et de crise.⁴⁴ » À l'issue du FGE, il a été signé par 154 acteurs⁴⁵.

En vue de la deuxième étape du FGE, qui s'est tenue à Paris du 30 juin au 2 juillet 2021 via une plateforme en ligne, tous les acteurs ont été appelés à devenir porteurs d'engagements et à les annoncer officiellement pendant l'événement. Lors du sommet, chacun a mis en avant un ou plusieurs engagements de nature différente (financiers, programmatiques, politiques, plaidoyer) et sera impliqué tant dans la mise en œuvre du plan d'accélération pour l'égalité des genres que dans son suivi pour la période de 2021-2026. C'est un Groupe consultatif de la société civile⁴⁶ composé de 21 membres, qui a mené un processus de sélection qualifié de participatif et inclusif. Il a pour but de soutenir la prise de décision par le Groupe central, veillant à ce que les priorités de la société civile soient reflétées dans les résultats du Forum.

44 Forum Génération Égalité, « Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire (FPS-AH) », afin de promouvoir « le financement, la participation, la sécurité, le leadership et l'action des femmes dans les secteurs de la paix, de la sécurité et de l'aide humanitaire, la protection des femmes dans les contextes de conflit et de crise, y compris les femmes défenseuses des droits de l'homme », <https://forum.generationequality.org/fr/pacte-sur-les-femmes-la-paix-la-securite-et-laction-humanitaire-fps-ah>

45 WPS HA Compact, Liste des signataires du Pacte, <https://wpshacompact.org/current-compact-signatories/>

46 Plateforme du FGE, « Le groupe consultatif de la société civile auprès du groupe central », <https://forum.generationequality.org/fr/le-groupe-consultatif-de-la-societe-civile-aupres-du-groupe-central>

B. Un sommet international féministe s'inscrivant dans un contexte complexe

- À l'aune de la montée du conservatisme et face aux freins au sein des Nations unies : un forum nécessaire et original

En 2014, Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre française des droits des femmes, dénonçait la « coalition objective des conservateurs de toutes obédiences et ces pays [qui] s'opposent à tout progrès en matière de droits des femmes⁴⁷ ». L'internationale du conservatisme⁴⁸ à l'œuvre depuis plusieurs années, remet en cause des décennies d'acquis pour les droits des femmes. Les libertés reculent, les droits fondamentaux restent optionnels, à l'instar du droit à l'avortement. Au sein des institutions internationales, et tout particulièrement au sein du cadre onusien, les avancées en matière d'égalité femmes-hommes sont à l'arrêt.

Si cette hostilité à discuter des droits des femmes était auparavant perçue par certain.e.s observateur.ice.s comme la critique d'une orientation onusienne jugée trop « libérale⁴⁹ », cette tendance n'a fait que se renforcer. Tandis que l'on craignait une stagnation des droits, l'on constate aujourd'hui une véritable régression sur ces questions. Dans les enceintes internationales, notamment au sein de la Commission de

47 Barroux Rémi, « Offensive des pays conservateurs sur les droits des femmes en Europe et dans le monde », Le Monde, 8 mars 2014, https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/03/08/offensive-des-pays-conservateurs-sur-les-droits-des-femmes-en-europe-et-dans-le-monde_4379864_3244.html

48 Discours du Président Emmanuel Macron lors de la Cérémonie d'ouverture du Forum, Youtube https://www.youtube.com/watch?v=IVIPtqJkc_U

49 Barroux Rémi, « Offensive des pays conservateurs sur les droits des femmes en Europe et dans le monde », Le Monde, 8 mars 2014, https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/03/08/offensive-des-pays-conservateurs-sur-les-droits-des-femmes-en-europe-et-dans-le-monde_4379864_3244.html

la condition de la femme des Nations unies⁵⁰, des groupes d'États traditionalistes, le Vatican, la Russie, l'Arabie saoudite, le Brésil, les États-Unis, enrayent toute avancée des droits des femmes et des minorités de genre. Ces mouvements réfractaires ont souvent une empreinte religieuse, qu'elle soit catholique, évangélique, mormone, orthodoxe ou musulmane⁵¹.

Cette mobilisation conservatrice est également visible au sein des institutions de l'Union européenne et est notamment incarnée par la Hongrie, la Pologne et Malte. Ces États invoquent la nécessaire protection de la famille dite traditionnelle contre les dérives de l'individualisme de la société actuelle et privent les traités internationaux d'effectivité, en y opposant des clauses de souveraineté⁵² et en invoquant des spécificités nationales. Selon Nicolas Rainaud, co-responsable du plaidoyer international pour Equipop, « dans les enceintes onusiennes, le thème qui génère le plus de tensions diplomatiques est toujours celui lié aux droits sexuels et à la santé reproductive. Certains pays ne veulent pas entendre parler de "droits".⁵³ » Il en va de même pour un certain nombre d'acteurs de la société civile particulièrement influents, tel le Center for Family and Human Rights (C-Fam) américain opposé au droit à l'avortement⁵⁴.

50 La Commission de la condition de la femme des Nations unies est « le principal organe intergouvernemental mondial dédié exclusivement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ». Source : Commission de la condition de la femme ONU Femmes, <https://www.unwomen.org/fr/csw>

51 Vos Coralie, « Droits des femmes : Le retour de bâton et la résistance qui s'organise », Centre national de coopération au développement, 27 février 2021, <https://www.google.com/url?q=https://www.cncd.be/droits-des-femmes-retour-de-baton-resistance&sa=D&source=editors&ust=1631813360064000&usg=AOvVaw09OLT1hWdhtYj2fXGpC2AI>

52 Clause d'un traité par laquelle un État limite l'effet ou s'exonère d'appliquer une obligation internationale.

53 Barroux Rémi, « Offensive des pays conservateurs sur les droits des femmes en Europe et dans le monde », Le Monde, 8 mars 2014, https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/03/08/offensive-des-pays-conservateurs-sur-les-droits-des-femmes-en-europe-et-dans-le-monde_4379864_3244.html

54 Borger Julian, Ford Liz, « Revealed: the fringe rightwing group changing the UN agenda on abortion rights », The Guardian, 16 mai 2019, <https://www.theguardian.com/global-development/2019/may/16/cfam-rightwing-white-house-anti-abortion-un>

Véritable pierre d'achoppement, ce droit essentiel à l'autonomisation et à la liberté des femmes a été attaqué de toute part depuis la crise sanitaire. Les exemples se multiplient. Ce « retour de bâton » contre les avancées féministes se vérifie également dans des pays dits démocratiques, comme les États-Unis, où l'Alabama, l'Arkansas, l'Iowa, l'Ohio, l'Oklahoma, le Mississippi et le Texas ont jugé l'avortement comme un soin « non essentiel »⁵⁵. En Pologne, « le parti Droit et Justice au pouvoir mène une guerre des sexes⁵⁶ » en interdisant l'avortement en cas de malformation du fœtus depuis janvier 2021⁵⁷. En outre, malgré la hausse des violences basées sur le genre dans ce contexte, la Turquie a annoncé en mars 2021 son retrait de la Convention d'Istanbul, un traité international qui fixe des normes contraignantes pour prévenir les actes de violence contre les femmes.

C'est pour tenter de dépasser ces blocages que le Forum propose un format original, fondé sur le volontariat et le partenariat, impliquant largement la société civile, le secteur privé et les organisations philanthropiques, qui semblent ainsi placés presque au même rang que les États. En effet, seule une coopération plus étroite entre les parties prenantes pourra faire progresser l'égalité. Tout en restant dans le cadre onusien, cette typologie permet aux acteurs du Forum de s'extraire des contraintes de fonctionnement de l'ONU et des forces réactionnaires réticentes à faire avancer l'agenda féministe.

Il faut noter le peu de visibilité et de retentissement du Forum sur le

55 Clavaud Amandine, Rouach Déborah, « Le droit à l'avortement : un combat sans fin pour garantir la liberté de disposer de son corps », Fondation Jean Jaurès, septembre 2021, <https://www.jean-jaures.org/publication/le-droit-a-l'avortement-un-combat-sans-fin-pour-garantir-la-liberte-de-disposer-de-son-corps/>

56 Nowicka Wanda, « Forum Génération Égalité : sur le terrain, les contextes varient et les luttes féministes aussi », RFI, 1^{er} juillet 2021, <https://www.rfi.fr/fr/france/20210630-forum-g%C3%A9n%C3%A9ration-%C3%A9galit%C3%A9-sur-le-terrain-les-contextes-varient-et-les-luttes-f%C3%A9ministes-aussi>

57 Iwaniuk Jakub, « En Pologne, la quasi-interdiction de l'avortement entre en vigueur sur fond de manifestations », Le Monde, 31 janvier 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/01/31/en-pologne-la-quasi-interdiction-de-l'avortement-est-entree-en-vigueur-sur-fond-de-manifestations_6068302_3210.html

plan médiatique. Alors que le Forum, moment historique pour les avancées féministes, devait (re)mobiliser la communauté internationale en matière d'égalité des genres, seulement 3 % de la population en France, pays hôte du Forum, avait connaissance du FGE. « Passer sous silence le rendez-vous international en faveur des droits des femmes n'est pas acceptable, à l'heure où celles-ci paient le plus lourd tribut de la crise⁵⁸ » Il demeure regrettable qu'un sujet si crucial et d'une telle ampleur – 50 000 personnes ont participé en ligne et environ 500 intervenant.e.s étaient présent.e.s – n'ait pas fait l'objet d'une plus grande couverture médiatique. Malgré un travail de mobilisation et de communication autour du Forum avant la tenue de celui-ci (ONU Femmes France avait organisé à Paris en 2020 un festival d'engagement citoyen, intitulé « Generation Equality Voices » à destination de la société civile), le FGE a manqué l'opportunité de créer un retentissement d'une ampleur comparable à celui de Pékin. La situation sanitaire, ayant conduit à reporter le Forum d'une année et monopolisant les médias, peut expliquer en partie ce manque d'intérêt.

La France et le Mexique ont accueilli ce Forum à tour de rôle. Leur légitimité en tant que « champions de l'égalité des genres » doit cependant être nuancée. En France et au Mexique, les phénomènes de violences sexistes et sexuelles dénoncés ailleurs persistent : le nombre de féminicides demeure élevé dans les deux pays, environ 3 800 en 2020 au Mexique⁵⁹, 102 en France⁶⁰, et les associations féministes y dénoncent le manque de soutien financier octroyé par l'aide publique. Amnesty

58 Oxfam, « À Paris, un sommet des Nations unies pour les droits des femmes quasiment passé sous silence », 6 juillet 2021, <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/tribune-a-paris-un-sommet-des-nations-unies-pour-les-droits-des-femmes-quasiment-passe-sous-silence/>

59 BBC News, « Feminicidios en México Arussi Unda, de Las Brujas del Mar: "El machismo y la impunidad hacen la mezcla perfecta en donde se odia a las mujeres y no pasa nada" », 3 février 2021, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-55885880>

60 Le Monde avec AFP, « Féminicides : 102 femmes tuées en 2020 selon un nouveau rapport, des mesures annoncées », 1^{er} août 2021, https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/08/01/feminicides-102-femmes-tuees-en-2020-selon-un-nouveau-rapport-des-mesures-annoncees_6090247_3224.html

International a révélé que les autorités gouvernementales mexicaines ont, en 2020, violemment réprimé plusieurs manifestations pacifiques organisées par les féministes rassemblées contre les violences basées sur le genre⁶¹. À une semaine du sommet, le président Emmanuel Macron n'avait toujours pas reçu les associations féministes à l'Élysée⁶², et en marge du Forum, la presse a largement relayé ses déclarations contre l'extension du délai légal d'avortement à 16 semaines⁶³. La position du Président français sur l'intersectionnalité⁶⁴ semble également contredire les ambitions du FGE, qui en fait l'une de ses caractéristiques principales. Notons aussi que la France ne s'est pas dotée d'un plan de relance féministe malgré « la récession au féminin⁶⁵ » causée par la crise sanitaire, alors que le président Emmanuel Macron déclarait avoir fait de l'égalité des genres une priorité de son quinquennat⁶⁶.

61 Amnesty International, Communiqué de presse « Mexique. Les autorités ont eu recours à une force illégale et des violences sexuelles pour faire taire des femmes qui manifestaient contre les violences liées au genre », 3 mars 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/03/mexico-autoridades-usaron-violencia-sexual-para-silenciar-mujeres/>

62 Slate, « Emmanuel Macron, les féministes du monde entier vous regardent », 23 juin 2021, <http://www.slate.fr/story/211169/tribune-emmanuel-macron-les-feministes-du-monde-entier-vous-regardent-egalites-lgbt>

63 Djamshidi Ava, Philipponnat Véronique, Werner Dorothee, « Exclusif Féminicides, égalité, première dame, crop top : Macron répond », Elle, 1^{er} juillet 2021, <https://www.elle.fr/Societe/News/Emmanuel-Macron-son-entretien-exclusif-avec-ELLE-3934484> – Sur l'allongement du délai d'IVG à 16 semaines : « Je n'y suis pas favorable (...) Vous avez raison, je ne le vivrai jamais. Cela ne n'empêche pas de le mesurer avec beaucoup plus de respect que des gens qui pensent que ce n'est rien d'avorter à 16 semaines. Tous les gynécologues le disent, c'est plus traumatisant dans ces délais-là. »

64 Djamshidi Ava, Philipponnat Véronique, Werner Dorothee, Elle, « Exclusif Féminicides, égalité, première dame, crop top : Macron répond », 1^{er} juillet 2021, <https://www.elle.fr/Societe/News/Emmanuel-Macron-son-entretien-exclusif-avec-ELLE-3934484> – « Je ne me reconnais pas dans ce combat qui renvoie à son identité ou son particularisme (...). Je vois la société se racialisier progressivement (...). Or, la logique intersectionnelle fracture tout. »

65 Jouan Hélène, Le Monde, « Covid-19 : le Canada prône un plan de relance "féministe" », 6 juin 2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/06/covid-9-le-canada-prone-un-plan-de-relance-feministe_6083096_3244.html

66 Oxfam « Au Forum Génération Égalité, la France rate son rendez-vous avec l'égalité femmes-hommes », 7 juillet 2021, <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/au-forum-generation-egalite-la-france-rate-son-rendez-vous-pour-legalite-femmes-hommes/>

- Un rendez-vous de l'intersectionnalité, de l'intergénérationnalité et de l'inclusion ?

Le FGE s'est présenté tel un rendez-vous intersectionnel et inclusif, attentif aux discriminations croisées, soit le cumul des discriminations subies par une personne fondées sur le genre, la classe, la race, l'orientation sexuelle, etc., et qui donne directement la parole aux personnes qui les subissent. La participation active des jeunes dans l'organisation et pendant le déroulement du FGE était souhaitée. Intersectionnel, inclusif et intergénérationnel : le FGE vise à prouver une approche démocratique, assurant la continuité et la cohérence des politiques de genre.

Malgré cette volonté affichée, les femmes handicapées, LGBTI+ et autochtones ont été faiblement représenté.e.s lors du sommet. De fait, le temps de parole de ces intervenant.e.s était souvent moindre. Le FGE s'étant principalement concentré sur les droits des femmes et leur inclusion, certaines thématiques ont été peu abordées lors des discussions. L'on ne peut que regretter cet oubli partiel, car ces sujets sont souvent complémentaires. À cela s'ajoutent nombre de problèmes techniques, administratifs et financiers, dénoncés pendant le FGE mais aussi postérieurement, lors de réunions de la société civile féministe⁶⁷. Ces obstacles à la participation au Forum se sont manifestés tant en ligne qu'en présentiel (difficultés à obtenir des visas pour se rendre en France ou à contacter les ambassades, plateforme en ligne souvent défaillante⁶⁸). Ces problématiques ont été identifiées comme symptomatiques de la fracture numérique qui a empêché les personnes provenant de zones géographiques au faible taux de digitalisation de suivre le Sommet et d'exprimer leurs opinions et ressentis.

67 Débriefe féministe informel sur le FGE, organisé par Outright, AWID, CREA, 26 juillet 2021

68 À plusieurs reprises les participant.e.s ont souligné le dysfonctionnement du chat et des identifiants attribués, de la plateforme des engagements, certain.e.s n'ont jamais pu accéder aux événements en ligne ni reçu d'assistance technique, etc.

C. Le contexte sanitaire : un virus « anti-féministe »

D'après le rapport annuel 2021 du Forum économique mondial, la pandémie du Covid-19 a fait perdre « une génération entière à l'atteinte de l'égalité⁶⁹ », remettant en cause « 30 ans de progrès sur l'égalité entre les femmes et les hommes⁷⁰ », selon Delphine O, secrétaire générale du Forum Génération Égalité. 135,6 ans seraient désormais nécessaires pour combler les inégalités femmes-hommes dans le monde, contre 99,5 ans en 2020⁷¹.

La pandémie du Covid-19 n'a fait qu'aggraver la situation des femmes à travers le monde, que ce soit du point de vue de la précarité économique, du chômage, du manque d'accès aux soins, et surtout des violences domestiques. En effet, concernant les violences basées sur le genre, les mesures édictées par les gouvernements pour endiguer le nombre de contaminations, telles que le confinement notamment, ont entraîné une hausse des violences conjugales et des féminicides. L'Organisation mondiale de la Santé a fait part d'une hausse alarmante de plus de 60 % des appels concernant la violence conjugale dans les pays de l'Union européenne en 2020 par rapport à l'année 2019⁷². Ce phénomène s'explique par l'obligation de rester plus longtemps à son domicile et la difficulté, voire l'impossibilité, de se rendre dans des refuges pour se mettre à l'abri de leur agresseur, ou encore de dénoncer les actes de violence

69 Forum économique mondial, « L'égalité femmes-hommes recule d'une génération à cause de la pandémie, selon une nouvelle étude », 31 mars 2021, <https://fr.weforum.org/press/2021/03/l-egalite-femmes-hommes-recule-dune-generation-a-cause-de-la-pandemie-selon-une-nouvelle-etude/>

70 Delphine O, Secrétaire générale du Forum Génération Égalité, au micro de Frédéric Rivière pour RFI le 30 juin 2021

71 Focus 2030, « Recensement des bases de données sur les inégalités de genre dans le monde », Faits et Chiffres, 31 mai 2021, <https://focus2030.org/Recensement-des-bases-de-donnees-sur-les-inegalites-de-genre-dans-le-monde>

72 World Health Organization Europe, « Statement – During COVID-19 pandemic, violence remains preventable, not inevitable », mai 2020, <https://www.euro.who.int/en/about-us/regional-director/statements-and-speeches/2020/statement-during-covid-19-pandemic,-violence-remains-preventable,-not-inevitable>

subis auprès des postes de police⁷³.

Qui plus est, les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) élaborés lors de la crise sanitaire mettent en lumière de manière criante les inégalités socio-économiques de genre. Lors de la pandémie, les professions en première ligne sont constituées à 70 % de personnel féminin (85 % dans les soins infirmiers et obstétriques) dans au moins 104 pays⁷⁴. La présence majoritaire des femmes dans les métiers des soins est à mettre en rapport avec leur absence dans les postes de leadership dans les autres catégories professionnelles, et les filières STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques)⁷⁵. À cela vient s'ajouter le travail « invisible » opéré par les femmes dans la sphère privée, avec notamment la réalisation des tâches ménagères au sein du foyer et des soins aux enfants (en moyenne deux heures de plus par jour que les hommes, selon l'OCDE⁷⁶). La sphère privée des femmes a également été impactée par les mesures de confinement qui ont provoqué une amplification des responsabilités parentales et domestiques, des rôles encore bien souvent genrés au sein des familles⁷⁷.

Enfin, les pertes économiques découlant de la crise sanitaire ont également eu des effets genrés : certaines catégories de travailleuses se sont vues contraintes d'arrêter de travailler (en particulier les travailleuses en CDD, contrats intérim, jobs étudiants, activités non-déclarées), alors que nombre d'entre elles ne bénéficient pas d'une protection sociale⁷⁸.

Selon OXFAM, les pertes de revenus des femmes représentent au

73 Ibid.

74 OCDE Rapport « Women at the core of the fight against Covid-19 crisis », 2020, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=127_127000-awfnqj80me&title=Women-at-the-core-of-the-fight-against-COVID-19-crisis

75 Ibid.

76 Ibid.

77 Ibid.

78 Fondation des femmes, « L'impact du Covid-19 sur l'emploi des femmes », mars 2021, https://fondationdesfemmes.org/fdf-content/uploads/2021/06/rapport-fdf-2021_impact-du-covid-sur-lemploi-des-femmes.pdf

moins 800 milliards de dollars en 2020, soit plus que les PIB additionnés de 98 pays⁷⁹. 47 millions de femmes ont basculé sous le seuil de l'extrême pauvreté la même année et elles représenteront la majorité des pauvres jusqu'en 2023, selon les prévisions de l'ONU. La pandémie a aussi provoqué un retard sur l'agenda féministe du côté des jeunes filles, contraintes d'abandonner leurs études, ou qui ne pourront plus retourner à l'école. Les prévisions de l'UNESCO estiment que plus de 11 millions de filles pourraient ne pas retourner à l'école après la crise du Covid-19⁸⁰. Seules des mesures massives et ambitieuses peuvent permettre de faire reculer la pauvreté des femmes et leur perte d'autonomie présente ou à venir. Or, seul 1 État sur 8⁸¹ a pris des dispositions visant à atténuer l'impact économique et social de la crise sur les femmes et les filles. C'est le cas du Canada qui intègre les droits des femmes et des filles en tant que priorité de son plan de relance économique de juin 2021⁸².

Le constat est sans appel : les femmes sont particulièrement vulnérables face aux crises. Pour surmonter les inégalités de genre, les organisations des droits des femmes à travers monde exhortent les pouvoirs étatiques à assurer une relance féministe internationale assortie d'une volonté sans faille des acteurs politiques et de financements conséquents.

79 Oxfam « Covid-19 : La perte de revenus des femmes en 2020 équivaut à la richesse combinée de 98 pays », 29 avril 2021, <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/covid-19-la-perte-de-revenus-des-femmes-en-2020-equivaut-a-la-richesse-combinée-de-98-pays/>

80 UNESCO, « Plus de 11 millions de filles pourraient ne pas retourner à l'école après la crise de la Covid-19 », <https://fr.unesco.org/covid19/education-response/girlseducation#:~:text=11%20millions.,caus%C3%A9e%20par%20la%20COVID%2D19.&text=Pour%20de%20nombreuses%20filles%2C%20est%20une%20bou%C3%A9%20de%20sauvetage.>

81 ONU Femmes, Nouvelles, « Covid-19 : Seul un pays sur huit à travers le monde a mis en place des mesures visant à atténuer l'incidence économique et sociale de la crise sur les femmes et les filles, selon de nouvelles données », 28 septembre 2021, <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2020/9/press-release-launch-of-covid-19-global-gender-response-tracker>

82 Jouan Hélène, « Covid-19 : le Canada prône un plan de relance "féministe" », Le Monde, 6 juin 2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/06/covid-9-le-canada-prone-un-plan-de-relance-feministe_6083096_3244.html#:~:text=Depuis%20le%20d%C3%A9but%20de%20la,faire%20des%20femmes%20une%20priorité%C3%A9.

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

S'agissant des conséquences du contexte sanitaire sur le FGE, sa programmation et son orientation ont été adaptés. L'événement a été reporté d'un an et lors de celui-ci, le Covid-19 était au cœur des débats. Ce contexte sanitaire a agi comme un catalyseur, mettant en évidence des constats formulés de longue date par les associations. La pandémie, sans précédent dans l'histoire récente, doit être l'occasion pour les institutions d'imposer un agenda féministe. Reste une difficulté de taille, qui consiste à faire évoluer les mentalités, à faire reculer la pensée sexiste, qualifiée de « barrière invisible »⁸³. Il s'agit de « déraciner » d'idées préconçues et faire reculer les injonctions au niveau individuel, lever les barrières, bousculer les schémas de discrimination.

83 Programme des Nations unies pour le Développement, « Près de 90 % des hommes/femmes dans le monde ont des préjugés envers les femmes », 5 mars 2020, https://www.l.undp.org/content/undp/fr/home/news-centre/news/2020/Gender_Social_Norms_Index_2020.html

Partie II. Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

« Stop talking, start funding⁸⁴ ! », le slogan de la campagne mondiale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles a été asséné durant le Forum par la jeunesse et la société civile qui exigent un engagement financier majeur et inédit de la part des acteurs gouvernementaux et du secteur privé. Pour cause : vingt-six ans après le sommet de Pékin, le sous-financement des ambitions exposées en 1995 est souvent évoqué comme l'une des raisons de l'échec, au moins partiel, de la mise en œuvre du programme. Cette « pénurie chronique d'investissements [...] a entravé l'avancement des droits des femmes et de l'égalité des sexes⁸⁵ ». Un rapport de l'OCDE⁸⁶ montre que, dans les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, les organisations de défense des droits des femmes ne reçoivent que 0,1 % du total de l'aide publique au développement et seulement 0,4 % de l'ensemble de l'aide liée au genre. Par ailleurs, les groupes travaillant sur des formes croisées de discriminations (LGBTI+, femmes autochtones, jeunes féministes et travailleur.se.s du sexe) sont encore moins financés⁸⁷. Les plans de financement et d'aide au développement sont de ce fait en première ligne de cette démarche en faveur de l'égalité femmes-hommes, comme l'exposait déjà l'ONU en 2015⁸⁸.

Le but du FGE est de réunir « ceux qui peuvent mettre l'argent sur

84 En français « Assez parlé, financez ! ». Site officiel de la campagne : <https://www.stoptalkingstartfunding.org/>

85 ONU Femmes, « L'importance du financement pour les femmes et les filles », <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/financing-for-gender-equality>

86 OECD Dac Network On Gender Equality (Gendernet), « Aid Focussed on Gender Equality and Women's Empowerment: A snapshot of current funding and trends over time in support of the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action », 2020, <https://www.oecd.org/development/gender-development/Aid-Focussed-on-Gender-Equality-and-Women-s-Empowerment-2020.pdf>

87 Ibid.

88 ONU Femmes, « L'importance du financement pour les femmes et les filles », <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/financing-for-gender-equality>

la table⁸⁹ » selon les termes de Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU Femmes⁹⁰, afin d'augmenter le financement du développement en matière d'égalité des genres. De manière générale, les engagements traitent des sujets suivants : la formation, l'éducation et la facilitation de la transmission du savoir (à travers des réseaux et plateformes), l'emploi, la santé, la culture, le sport et la recherche. Certains engagements sont purement financiers, à travers le soutien apporté par un acteur à une organisation partenaire pour réaliser les objectifs figurant à son agenda. Il s'agit parfois de la promotion d'un outil, d'une plateforme, d'une pétition ou d'une convention internationale. Le secteur privé, quant à lui, a exposé son pouvoir d'investissement important car en « matière d'égalité des sexes, les femmes veulent des résultats plutôt que des discours⁹¹ ».

À qui profiteront ces financements ? « Aux femmes et filles du monde, pour adresser les enjeux identifiés comme les plus cruciaux dans leur impact sur les femmes, présentés aux gouvernements et aux autres partenaires⁹² » précise Phumzile Mlambo-Ngcuka. Les organisateurs du Forum espèrent que les quelque 1 000 personnes ayant confirmé leur engagement à ce jour seront rejointes par de nombreuses autres au cours des cinq prochaines années.

89 AP, « UN Women hopes to promote gender equality, see more female leaders in 5 years with \$40bn », The Economic Times, 20 août 2021, https://economictimes.indiatimes.com/magazines/panache/un-women-hopes-to-promote-gender-equality-see-more-female-leaders-in-5-years-with-40-bn/articleshow/85483373.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst

90 Discours d'ouverture du Forum Génération Égalité, Intervention de Phumzile Mlambo-Ngcuka, Paris, juillet 2021, <https://generationequalityforum-paris2021.fr/en>

91 Melinda Gates lors de la cérémonie d'ouverture du Forum, « On gender equality, women need results over rhetoric », https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/06/30/melinda-french-gates-en-matiere-d-egalite-des-sexes-les-femmes-veulent-des-resultats-plutot-que-des-discours_6086391_3232.html

92 AP, « UN Women hopes to promote gender equality, see more female leaders in 5 years with \$40bn », The Economic Times, 20 août 2021, https://economictimes.indiatimes.com/magazines/panache/un-women-hopes-to-promote-gender-equality-see-more-female-leaders-in-5-years-with-40-bn/articleshow/85483373.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst

A. En réponse au systémisme, 40 milliards de dollars pour soutenir les droits des femmes : un engagement marqué aux effets incertains

Quel continent, État, acteur a proposé les investissements les plus ambitieux et dans quel domaine ? Les gouvernements ayant les produits intérieurs bruts (PIB) les plus importants sont-ils les plus gros contributeurs au FGE ? Un changement majeur dans le financement des droits des femmes et des filles a-t-il été opéré lors du Forum ? À travers une approche comparative et une étude non exhaustive des engagements présentés, nous avons pu observer leur grande diversité en termes de formulation, de montant et d'objectifs à atteindre. Ces engagements correspondent à l'une ou plusieurs des catégories suivantes : programmatique, plaidoyer, politique ou financier. Par ailleurs, les organisateurs du Forum Génération Égalité appelaient à prendre des engagements transformatifs, mesurables et idéalement conçus avec d'autres parties prenantes. Ils devaient refléter les principes des coalitions d'action : leadership et transformations féministes et intersectionnelles.

L'ensemble des contributions est estimé à 40 milliards de dollars à la clôture du Forum. Il convient de noter qu'une marge d'erreur existe dans le calcul du montant total et régional des engagements.

- Protéger la vie des femmes : lutter contre les violences basées sur le genre (VBG)

« On ne naît pas femme, mais on en meurt⁹³ ». Les violences basées sur le genre (VBG) se produisent chaque jour. Les femmes sont victimes de VBG, quel que soit leur pays, milieu social, domaine professionnel ou niveau d'éducation. Dans l'espace privé comme dans la sphère publique, les femmes subissent des violences, des agressions ou du harcèlement, et

93 Collage féministe en protestation et en mémoire des victimes d'un double féminicide lesbophobe ayant eu lieu en août 2021

dénoncent un système de pouvoir indifférent, ainsi qu'une justice incapable de les prévenir et d'en punir les auteurs. L'ampleur réelle du phénomène est difficile à estimer, car seulement moins de 40 % des femmes portent plainte ou demandent de l'aide, les autres étant inquiètes des répercussions ou supposant l'inutilité d'une telle démarche. Selon l'ONU, près d'une femme sur trois dans le monde est victime de violence⁹⁴. Lors de la pandémie de coronavirus, les appels aux lignes d'assistance ont augmenté drastiquement dans certains pays (+ 25 % en Argentine, + 30 % en France, + 33 % à Singapour)⁹⁵.

Ces violences sont multiples, la VBG n'est pas seulement physique. Une étude de l'Union interparlementaire (UIP) estime que 82 % des femmes parlementaires interviewées, provenant de cinq régions du monde différentes, ont déjà subi des intimidations psychologiques au cours de leur mandat⁹⁶. Au sein de l'Union européenne, une femme sur 10 déclare avoir été victime de cyberharcèlement au moins une fois dans sa vie, dès l'âge de 15 ans⁹⁷.

Ces données exposent la prégnance des VBG, mais aussi leur banalité. La culture du viol minimise et normalise les actes violents, et fait le procès de la victime et non de l'agresseur, qui reste souvent impuni. Il est trop souvent supposé que les violences sont infligées aux femmes dans l'espace public, par des inconnus, et qu'elles impliquent des blessures physiques ou des armes. Pourtant, la chercheuse Noémie Renard démontre que les trois quarts des viols sont commis par un membre de la famille, un conjoint ou un ex-conjoint ; 11 % seraient perpétrés sous menace d'une

94 Nations unies, « Une femme sur trois dans le monde est victime de violence physique ou sexuelle », <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1091282>

95 ONU Femmes, « Covid-19 and Ending Violence Against Women and Girls », <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls>

96 Union interparlementaire, organisation mondiale des parlements des États souverains, « Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires », Bulletin thématique, octobre 2016, <http://archive.ipu.org/pdf/publications/issuesbrief-f.pdf>

97 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, « Violence à l'égard des femmes : une enquête à l'échelle de l'UE », https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2014-vaw-survey-at-a-glance-oct14_fr.pdf

arme, 10 % des victimes subissent des blessures physiques⁹⁸.

Compte tenu de la persistance des VBG et de son exacerbation lors de la pandémie du Covid-19, la première coalition d'action du FGE a été dédiée à ce sujet. Globalement, les engagements formulés, au nombre de 415 pour cette coalition, reposent sur plusieurs stratégies :

- **Introduire/promulguer des lois et des plans d'action pour mettre fin aux VBG, fondés sur des données probantes.** C'est le cas du Kenya, qui a annoncé un plan national, à hauteur de 2,8 millions de dollars, afin de renforcer la législation existante sur la VBG et d'éradiquer les normes sociales et culturelles qui propagent les VBG, y compris les mariages forcés et les mutilations génitales féminines. Les OSC ont rappelé l'importance de ratifier les conventions internationales existantes pour éliminer ce fléau.
- **Développer des politiques de prévention et des services de qualités pour les survivantes de VBG, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, et accroître le financement d'organisations autonomes dirigées par des filles et des femmes qui luttent contre la VBG.** Les OSC ont plaidé pour un travail d'éducation et de sensibilisation des jeunes et surtout des hommes sur la VBG, ainsi que pour des lieux de travail sûrs, exempts de toute forme de violence et de harcèlement. L'Islande, en collaboration avec ONU femmes, mettra en œuvre un vaste projet pour contrer les stéréotypes sexistes nuisibles, adressé aux hommes et aux garçons. Les sujets abordés seront le consentement, la violence sexuelle et sexuelle, la masculinité nocive, la violence sur Internet, etc. La Fondation Ford allouera 260 millions de dollars à des organisations défendant les droits des femmes pour que des infrastructures adéquates soient créées. L'Allemagne fournira toute une série de services d'accompagnement pour les survivantes (soins de santé, ou encore support légal), en particulier dans les zones de conflits.

L'analyse des engagements permet d'observer que le point central de

98 Renard Noémie, *En finir avec la culture du viol*, Les Petits Matins, 2018

la coalition semble être la violence sexuelle et physique, au détriment des autres typologies (verbales, économiques, psychologiques), qui sont également très ancrées dans nos sociétés, mais plus subtiles et donc parfois plus difficiles à combattre. De plus, certain.e.s participant.e.s du Forum ont regretté le manque d'attention à l'égard des femmes et des filles réfugiées et/ou déplacées, ou encore la tendance à considérer les femmes comme un groupe homogène, alors que certaines sont plus exposées à la VBG que d'autres (par exemple les femmes racisées, celles travaillant dans les services à la personne). Les besoins des personnes transgenres n'ont pas été spécialement pris en compte, ni les violences qu'elles subissent directement, comme les thérapies de conversion forcées.

Enfin, nombreux sont les engagements qui manquent d'innovation, contrairement à ce qui avait été demandé par la société civile. Citons l'exemple de la Belgique, qui vise à renforcer son cadre normatif par un plan national contre la VBG et par l'intégration de l'approche intégrée de l'égalité femmes-hommes dans l'ensemble de ses politiques publiques. Or, plusieurs de ces actions étaient déjà prévues : un plan d'action national contre la VBG avait été annoncé en décembre 2020, une loi intégrant la dimension de genre dans les politiques publiques existe déjà depuis 2007⁹⁹.

99 Le soir, « La Belgique, à petits pas contre la violence de genre », juin 2021, <https://www.lesoir.be/381590/article/2021-06-30/la-belgique-petits-pas-contre-la-violence-de-genre>

Les acteurs impliqués dans la coalition sur les VBG et leurs engagements financiers

Acteurs

Gouvernements : Islande, Kenya, Royaume-Uni, Paraguay

Organisations internationales : Commission européenne

Agences de l'ONU : ONU Femmes, OMS

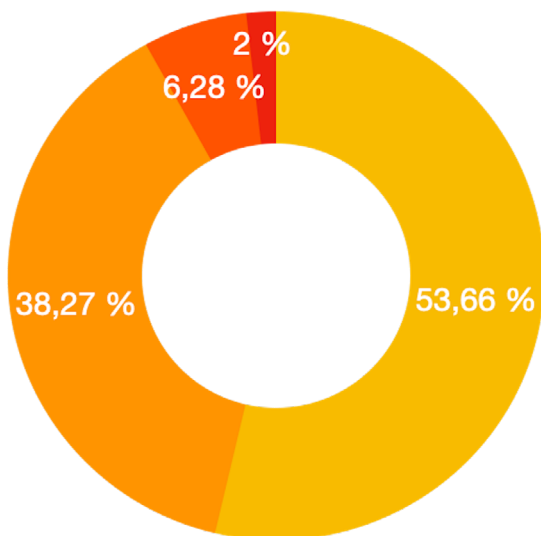
Organisations de la société civile : Breakthrough, Outright, Abaad, Lobby européen des femmes, Safe cities and safe public spaces

Organisations philanthropiques : Ford Foundation

Organisations dirigées par des jeunes : Las ninas lideran, Youth advocacy through partnerships and networks

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

Nombre et montants des engagements
par continent, tous acteurs confondus



- Europe (158) : 6 533 724 779 \$
- Amériques (122) : 4 659 443 979 \$
- Afrique (149) : 764 836 418 \$
- Asie (27) : 217 289 594 \$
- Moyen-Orient (2) : 152 \$
- Australie (2) : 0 \$

Montant total : 12 175 294 922 \$

• Renforcer les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR)

« Les DSSR regroupent sous un même intitulé un ensemble de notions différentes mais complémentaires. Il s'agit de lier une approche sanitaire à une approche de liberté à travers l'accès à un certain nombre de droits. Les DSSR comprennent donc respectivement la santé sexuelle,

la santé reproductive, les droits sexuels, ainsi que les droits reproductifs¹⁰⁰». Les droits et la santé sexuels et reproductifs, malgré leur importance capitale pour la vie des femmes, ont bien failli ne pas figurer à l'agenda du FGE, car jugés trop clivants. Cette crainte de compromettre le Forum tout entier était principalement due à l'opposition de l'administration Trump, au pouvoir lors de la préparation du Forum¹⁰¹. Se passer du soutien des États-Unis aurait relevé d'une manœuvre diplomatique particulièrement complexe. C'était sans compter sur la mobilisation de la société civile pour exiger de la France l'inclusion de cette thématique. La France s'est finalement déclarée « championne » de cette coalition d'action, risquant de voir les oppositions onusiennes se renouveler au sein du Forum, mais se rangeant du côté de l'intérêt des femmes.

Les premières définitions envisageaient ces droits au sens strict des termes, à savoir la contraception, la maternité et la prévention des maladies ainsi que des infections sexuellement transmissibles. Or, les conceptions récentes des DSSR ont vocation à considérer une approche positive de ces droits, à savoir « une santé sexuelle et reproductive qui comprend un état de bien-être physique, affectif, mental et social, concernant tous les aspects de la sexualité et de la reproduction, et non pas seulement l'absence de maladie, de dysfonctionnement ou d'infirmité¹⁰² ». C'est cette approche positive des DSSR qui a été retenue et promue lors des discussions, et qui reconnaît le rôle joué par les relations sexuelles comme des sources de plaisir, l'importance de la promotion de la confiance et de la communication dans le domaine des DSSR pour permettre aux femmes et aux filles de développer une meilleure estime de soi et de développer leur bien-être général.

100 Clavaud A., Clavière J., Rouach D., Minet A., Gorge S., Padis M.-O., « Pour la liberté de disposer. Promouvoir et garantir l'accès aux droits et à la santé sexuels et reproductifs des femmes en Afrique subsaharienne », Fondation Jean-Jaurès, Terra Nova, juin 2021, <https://www.jean-jaures.org/publication/pour-la-liberte-de-disposer-de-son-corps/>

101 Le gouvernement Biden a été institué en janvier 2021 dernier

102 Lancet - Guttmacher Commission on DSSR, « Accelerate progress—sexual and reproductive health and rights for all: report of the Guttmacher–Lancet Commission », 9 mai 2018, <https://www.thelancet.com/commissions/sexual-and-reproductive-health-and-rights>

Le financement des DSSR est capital pour la réalisation de l'égalité des genres, car il s'agit de droits fondamentaux permettant aux femmes de disposer librement de leur corps et de s'émanciper de logiques sociales contraignantes¹⁰³. Un exemple concret est celui des grossesses non désirées, et de leur augmentation à la suite de la pandémie du Covid-19. Un rapport de l'UNFPA (Fonds des Nations unies pour la population) publié en mars dernier constate qu'en 2020, la pandémie du Covid-19 a empêché des femmes et des filles de bénéficier d'un accès aux moyens de contraception, ce qui a mené à près de 1,4 million de grossesses non désirées à travers le monde¹⁰⁴.

Les engagements formulés dans la coalition des DSSR répondent aux quatre actions principales suivantes :

- **Développer une éducation complète à la sexualité** et supprimer les obstacles juridiques et politiques qui empêchent les adolescentes enceintes et les mères adolescentes de rester ou de retourner à l'école¹⁰⁵. On peut notamment citer l'Allemagne qui concentre ses engagements sur l'autonomie des filles et des femmes dans la réalisation des DSSR, avec comme point d'orgue l'accès à une éducation complète à la sexualité et un financement pour les plannings familiaux priorisant la santé maternelle. Dans cet effort, l'Allemagne s'associe à la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) à hauteur de 15 millions d'euros et à l'UNFPA avec une contribution chiffrée à 40 millions d'euros.

103 Focus 2030, « Genre, droits et santé sexuels et reproductifs : quelle place dans l'aide publique au développement ? », mai 2021, https://focus2030.org/IMG/pdf/note_analyse_n5_genre_dssr_focus_2030.pdf

104 UNFPA, Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage, avril 2020, <https://www.unfpa.org/fr/node/24179>

105 Forum Génération Égalité, « Manuel des coalitions d'action », 28 juin 2021, https://static1.squarespace.com/static/609d99c149adb21f3531ff37/t/60db448913054d0fa1c5782e/1624982667677/CA_Manuel%2Bdes%2Bengagements+-+updated+28+June.pdf

- **Accroître la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité et la qualité des services complets d'avortement et de contraception.** Favoriser la mise en œuvre des collaborations innovantes entre la société civile, les services de santé des secteurs privé et public et les organisations philanthropiques afin de concevoir et de fournir des plateformes virtuelles permettant l'accès à des informations et à des conseils gratuits en matière de DSSR aux adolescent.e.s¹⁰⁶. L'engagement de la Finlande se chiffre à 25 millions de dollars répartis sur cinq ans entre 2021 et 2026, et sera utilisé lors de la coopération au développement de la Finlande à travers le biais de partenariats pour l'éducation sexuelle avec la société civile. Cette approche s'inscrit dans leur politique étrangère féministe¹⁰⁷. Ou encore, la Suisse qui s'engage également avec l'organisme « Co-Impact », une organisation philanthropique mondiale qui agit dans les pays du Sud, à dédier 500 millions de dollars lors des cinq prochaines années pour subsidier « des organisations et des initiatives locales, principalement dirigées par des femmes, dans les pays du Sud, afin d'apporter des changements durables à grande échelle aux systèmes¹⁰⁸ ».
- **Accroître la prise de décision en matière de DSSR et de liberté de disposer de son corps.** Encourager la création d'un réseau d'organisations menées par des femmes, d'avocat.e.s féministes et de jeunes femmes dirigeantes afin d'assurer un dialogue avec les responsables religieux de la communauté (principalement des hommes), qui prennent ensuite des engagements publics et s'expriment en faveur de la transformation des normes de genre pour promouvoir la liberté de disposer de son corps et les DSSR

106 Ibid. 106

107 Centre for Feminist Foreign Policy, « What is Feminist Foreign Policy? », <https://centre-forfeministforeignpolicy.org/feminist-foreign-policy>

108 Carte des engagements, FGE, <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

des filles et des femmes¹⁰⁹.

- **Renforcer les organisations et les réseaux de filles, de femmes et de féministes pour promouvoir et protéger la liberté de disposer de son corps et les DSSR.** Cette action en synergie avec la coalition d'action sur les mouvements et le leadership féministes entend élargir l'espace civique, éliminer les obstacles à l'action féministe et renforcer les mouvements et les organisations au service des jeunes et dirigés par des adolescent.e.s d'ici 2026¹¹⁰. Lors du Forum, il a également été question d'opérer des partenariats transgénérationnels pour faire entendre les voix des jeunes lors des panels, notamment celui intitulé *Mon corps est le mien*¹¹¹ avec des activistes engagé.e.s dans des mouvements pour le droit à la détermination de son corps. L'attention a aussi été portée sur les femmes marginalisées, notamment celles porteuses d'un handicap dont il ne faut pas négliger les besoins spécifiques engendrés par l'intersection entre le handicap et les DSSR.

Les engagements financiers promis en faveur des DSSR viennent principalement des pays du Nord, et plus particulièrement d'Europe. Finlande, Allemagne, Belgique et Suisse figurent parmi les gouvernements qui ont promis de financer les DSSR. Les financements allemands sont prévus dans le cadre d'accords de coopération, visant donc à être alloués à l'étranger, mais les engagements ne précisent pas toujours à destination de quel État. Un des engagements financiers qui se démarquent parmi la coalition provient de la Belgique qui s'engage à soutenir l'Europe et l'Asie centrale avec une contribution de 42,8 millions de dollars, dont 36 millions de dollars dédiés aux ressources de l'UNFPA afin de garantir

109 Forum Génération Égalité, « Manuel des coalitions d'action », 28 juin 2021, https://static1.squarespace.com/static/609d99c149adb21f3531ff37/t/60db448913054d0fa1c5782e/1624982667677/CA_Manuel%2Bdes%2Bengagements+-+updated+28+June.pdf

110 Ibid.

111 Forum Génération Égalité, « Panel: My Body is My Own », juillet 2021, https://www.youtube.com/watch?v=nF5pujy_rTI

des ressources stables, flexibles et prévisibles en vue de la réalisation de son Plan stratégique pour la période de 2021 à 2024. La Belgique financera aussi l'agence onusienne de défense des droits de l'enfance, l'UNICEF, à hauteur de 71,4 millions de dollars. La période couverte et la finalité de la somme allouée ne sont pas précisées, mais les sommes promises sont importantes.

Il a été observé l'effort d'inclusion de femmes avec des réalités sociales différentes (jeunes, handicapées, indigènes, réfugiées, entre autres) dans les panels de discussion, reste à voir si leurs revendications seront prises en compte pour permettre l'adaptation des engagements de cette coalition à leurs réalités et besoins spécifiques.

Les acteurs impliqués dans la coalition sur les DSSR et leurs engagements financiers

Acteurs

Gouvernements : Argentine, Burkina Faso, Danemark, France, Macédoine du Nord

Organisations internationales : Global financing facility, World bank group

Agences de l'ONU : United Nations populations fund (UNFPA)

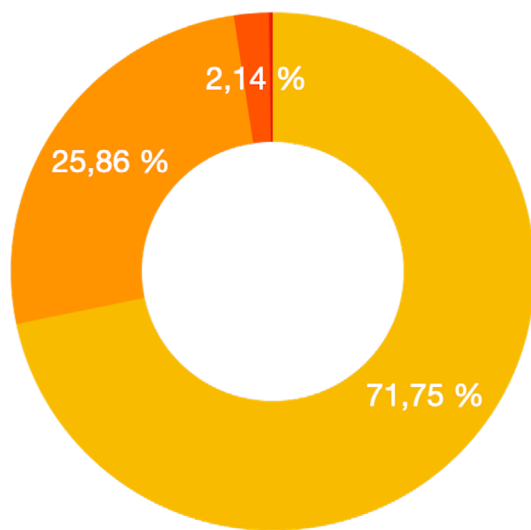
Organisations de la société civile : Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women, (Arrow), Alliance droits et santé, Fundacion para estudio e infestigacion de la mujer, International Planned Parenthood Federation (IPPF), International Women's health coalition

Organisations philanthropiques : Children's investment fund foundation

Organisations dirigées par des jeunes : Youth coalition, El Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas (ECMIA)

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

Nombre et montants des engagements
par continent, tous acteurs confondus



- Amériques (79) : 4 745 209 645 \$
- Europe (59) : 1 710 136 385 \$
- Afrique (54) : 141 849 301 \$
- Asie (21) : 16 089 966 \$
- Océanie (2) : 0 \$

Montant total : 6 613 285 297 \$

- **Consolider la place des femmes dans la vie socio-économique**

La pandémie du Covid-19 menace nos systèmes économiques. Les mesures mises en place par les gouvernements afin de freiner les contaminations ont eu des conséquences genrées évidentes d'un point de vue socio-économique : les femmes sont parmi les catégories les plus affectées par la crise sanitaire, compte tenu d'une ségrégation horizontale du marché du travail qui les voit surreprésentées dans des

emplois à temps partiel, tout comme dans les métiers du *care*, tant en extérieur (dans les hôpitaux, par exemple) qu'en intérieur (tâches domestiques, responsabilités parentales, etc.)¹¹². « Les femmes ont été les plus touchées par cette crise, parce qu'elles partaient de plus loin que les hommes », explique Sandy Torrès, sociologue à l'Observatoire québécois des inégalités.¹¹³ La formule de Simone de Beauvoir, qui affirmait en substance qu'il suffit d'une crise pour remettre les droits des femmes en question, a montré toute sa pertinence dans le contexte de la pandémie.

Cependant, quoique la crise sanitaire ait aggravé les inégalités économiques de genre, il faut souligner que la situation socio-économique des femmes était déjà préoccupante avant : répartition inégale du travail domestique et parental (les femmes y consacrent 3 fois plus de temps que les hommes, selon le département des affaires économiques et sociales de l'ONU¹¹⁴), écarts entre les femmes et les hommes dans la participation au marché du travail (26 % en moyenne, selon l'OIL¹¹⁵), difficulté à concilier vie privée et vie professionnelle, sous-représentation des femmes dans l'entrepreneuriat ou encore dans les carrières STIM, faible inclusion financière...

740 millions de femmes dans le monde travaillent dans l'économie informelle, exposée à l'insécurité sociale et à des conditions de travail

112 Nations unies, « L'impact de la Covid-19 sur les femmes », avril 2020, https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note_de_synthese_-_l'impact_de_la_covid-19_sur_les_femmes_et_les_filles.pdf

113 Jouan Hélène, « Covid-19 : le Canada prône un plan de relance "féministe" », Le Monde, 6 juin 2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/06/covid-9-le-canada-prone-un-plan-de-relance-feministe_6083096_3244.html

114 Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, « Time spent in unpaid work; total work burden; and work-life balance », dernière mise à jour le 8 mars 2021, <https://worlds-women-2020-data-undesa.hub.arcgis.com/apps/6f02cbbfb8d34cb-7806d21f4bd14e826/explore>

115 Organisation internationale du travail, « Fewer women than men will regain employment during the Covid-19 recovery », 19 juillet 2021, https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_813449/lang--en/index.htm

précaires¹¹⁶. Les femmes sont aussi plus susceptibles de tomber dans la pauvreté extrême, de ne pas être scolarisée et ainsi, de ne pas faire partie de la population active.

Dans le cadre du FGE, ces constats ont mené à la création d'une coalition d'action sur la justice et les droits économiques. Au total, 273 engagements ont été annoncés. Globalement, ils s'articulent autour de quatre volets :

- **Garantir aux femmes l'accès aux ressources, surtout la terre, aux services, financiers en particulier, ainsi qu'aux entreprises et aux échanges commerciaux.** Ainsi, P&G's consacrera 10 millions de dollars à l'entrepreneuriat féminin, en partenariat avec ONU femmes mais aussi avec des OSC (comme WEConnect International et Women's Business Enterprise National Council). PayPal s'est engagé à hauteur de 100 millions de dollars pour démocratiser les services financiers et augmenter l'accès des entrepreneures aux micro-prêts. La fondation Bill & Melinda Gates investira 650 millions de dollars dans des programmes axés sur l'autonomisation des femmes. Très saillante aussi, la campagne « Stand for her land » voit la participation de l'Allemagne, de la Banque mondiale, etc., et vise à garantir l'accès à la terre à plus de 10 millions de femmes dans 10 pays d'ici 2031.
- **Promouvoir un marché du travail non-discriminatoire et une économie de soins qui valorise le travail domestique et encourage une division plus équitable.** Le Mexique, avec le soutien d'ONU femmes, a lancé l'Alliance globale pour les soins qui regroupe 39 pays, tout comme de nombreuses organisations de la société civile (ECDAN, Women Deliever) et d'organisations philanthropiques (Ford foundation). Cette initiative prône la reconnaissance, la réduction et la redistribution des tâches domestiques et du care par des politiques publiques pour réconcilier la

116 Organisation internationale du travail, « Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture », 2018, https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_626831/lang--en/index.htm

vie privée et la vie professionnelle, des campagnes de sensibilisation sur le partage des responsabilités, de nouvelles infrastructures du *care*, etc.

- **Investir dans des systèmes économiques plus résistants aux chocs externes, notamment par des plans de relance qui incluent une perspective de genre.** C'est notamment le cas du Canada mais aussi de l'Espagne, qui ont placé au cœur de leurs plans de relance post-pandémie la réintégration des femmes sur le marché du travail.
- **Assurer le travail décent, à la fois dans l'économie formelle et informelle.** Pour ce faire, les OSC ont plaidé pour des mécanismes permettant de collecter des données relatives au genre. Par exemple, Data2X, soutenue par PayPal, créera un microsite pour présenter et surveiller les données sur le genre et les héberger dans un seul endroit, en vue d'une meilleure coordination et de partenariats multi-acteurs et intersectoriels. Nombreuses sont les demandes de ratification de la Convention n°190 de l'OIL, concernant l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, et les appels pour une transition plus rapide entre travail informel et formel.

Dans l'ensemble, on peut souligner la présence de plusieurs engagements multi-acteurs, comme recommandé par la société civile (l'Alliance globale des soins, ou encore la campagne *Stand for her land*). De même, nombreuses sont les tentatives de développer des plans d'action qui touchent à plusieurs coalitions d'action (sur la VBG, ou l'autonomisation et le leadership).

Cependant, le caractère transformatif de certains engagements demandé par la société civile, est assez limité : les plans d'inclusion financière, par exemple, ou en soutien à l'entrepreneuriat féminin, s'inscrivent dans une logique économique néolibérale. Or, d'après plusieurs OSC, dont beaucoup d'organisations de jeunesse, le modèle socio-économique néolibéral a montré son manque de résilience en période de crise, dont les effets pèsent lourdement sur les femmes.

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

Toutefois ces engagements semblent tout de même s'orienter vers une régulation de ce système, au lieu de réfléchir à son dépassement. Si on peut saluer l'implication de beaucoup d'États dans la coalition sur la justice et les droits économiques, en parallèle, les États porteurs d'engagements étaient souvent des pays impliqués dans les questions de genre bien avant le déroulement du FGE, comme la Suède. On peut donc regretter que d'autres États n'aient pas saisi l'occasion de formuler un engagement fort sur les questions socio-économiques, malgré les nombreux appels de la société civile à faire de la cause des femmes une priorité de la relance économique post-pandémie.

Les acteurs impliqués dans la coalition sur la justice et les droits économiques et leurs engagements financiers

Acteurs

Gouvernements : Allemagne, Mexique, Afrique du Sud, Espagne, Suède

Organisations internationales : OCDE, UNCDF

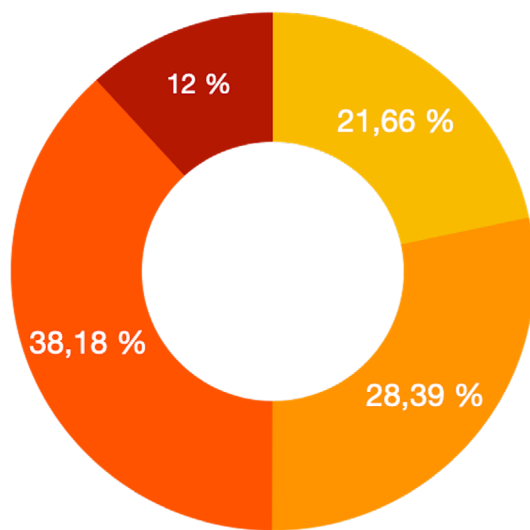
Organisations de la société civile : The African women's development and communication network, Huariou Commission, CARE, WWG FFD, ITU CSI IGB

Organisations philanthropiques : Fondation Gates

Organisations dirigées par des jeunes : ANYAR, Manki Marqua

Secteur privé : PayPal

Nombre et montants des engagements
par continent, tous acteurs confondus



● Europe (84) : 3 534 672 \$
● Amériques (95) : 4 631 964 \$
● Afrique (77) : 6 230 400 \$
● Océanie (1) : 0 \$
● Asie (16) : 1 920 057 \$

Montant total : 16 317 093 \$

- Protéger les femmes face aux crises environnementales et renforcer leur rôle dans la lutte climatique

Le lien entre la justice climatique et l'égalité des genres était absent des débats à Pékin en 1995. Depuis, la question environnementale est devenue une préoccupation omniprésente à travers le monde. Il était donc impératif de l'intégrer à l'action du FGE, en particulier dans la mesure où les femmes et les filles sont « affectées de manière

disproportionnée par le changement climatique¹¹⁷ » et plus encore, celles issues des pays en développement¹¹⁸. De nombreux facteurs expliquent la vulnérabilité¹¹⁹ des femmes face aux crises environnementales, dont leur surreprésentation dans les populations les plus pauvres ou encore leur dépendance accrue aux ressources naturelles¹²⁰. La coalition d'action pour l'action des femmes en matière de justice climatique (AFJC) a reconnu l'inextricable lien entre santé, économie, égalité des genres et protection de l'environnement. Les femmes sont plus touchées par les catastrophes climatiques et l'insécurité alimentaire¹²¹ alors qu'elles disposent d'un accès limité aux ressources naturelles et à la décision environnementale internationale¹²². Malgré une résolution sur l'égalité des sexes dans le contexte des changements climatiques¹²³, Mary Robinson dénonçait le manque de femmes à la COP21 : « quand c'est un monde

117 Harris Kamala, lors de son allocution lors de la 65^e session de la Commission sur la condition de la femme de l'ONU, mars 2021, https://www.youtube.com/watch?v=jAR-5CiFGCy4&t=7141s&ab_channel=Reuters

118 Robinson Mary pour Harvey Fiona, « Les femmes des pays en développement sont parmi les plus vulnérables au changement climatique », The Guardian, 8 décembre 2015, <https://www.theguardian.com/environment/2015/dec/08/cop21-is-too-male-dominated-and-has-male-priorities-says-un-special-envoy>

119 Charges de travail plus lourdes, mortalité plus élevée que celles des hommes. Source : Verona Collantes, spécialiste intergouvernementale d'ONU Femmes, pour Global Citizen, <https://www.globalcitizen.org/en/content/how-climate-change-affects-women/>

120 Osman-Elasha Balgis, ONU, UN Chronicle, « Women...In The Shadow of Climate Change », <https://www.un.org/en/chronicle/article/womenin-shadow-climate-change>

122 Ainsi, en 2019 « après le passage du cyclone Idai au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe, près de 75 000 femmes enceintes n'avaient pas accès à l'eau potable, à l'assainissement ou aux soins de santé reproductive ; elles ont été menacées d'agression sexuelle ». Source : André Urevig, « When it comes to addressing climate change, gender matters », Ensia, 11 septembre 2019, <https://ensia.com/notable/gender-climate-change/>

122 Lors des négociations de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), elles représentaient « 40 % de tous les délégués nationaux des partis et environ 30 % des chefs de délégation en 2018, en moyenne [...] 35 % en Afrique et dans la région Asie-Pacifique », Gender Climate Tracker, « Women's participation statistics in climate diplomacy », Introduction, <https://www.genderclimatetracker.org/node/193>

123 Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Organe subsidiaire de mise en œuvre, Quarante et unième session, Lima, 1^{er} - 8 décembre 2014, Point 16 de l'ordre du jour : Égalité des sexes dans le contexte des changements climatiques, <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/docs/2014/sbi/fre/l43rev01f.pdf>

masculin, vous avez des priorités masculines¹²⁴ ». Leur implication dans l'agriculture est considérable, pourtant, les femmes détiennent moins de 15 % des terres dans le monde¹²⁵. Elles représentent moins d'un tiers du total des étudiants inscrits dans les filières incluant l'approche des emplois verts¹²⁶. Seulement 3 % du financement philanthropique pour l'environnement soutient l'activisme environnemental des femmes et des filles¹²⁷. Les femmes activistes environnementales, particulièrement autochtones¹²⁸, sont victimes de violences, allant de l'intimidation au meurtre¹²⁹. Les femmes enceintes sont également à risque face aux violences environnementales¹³⁰. Les femmes ne sont cependant pas « simplement des victimes impuissantes¹³¹ », leur participation et leaderships « peuvent avoir des effets transformateurs dans leurs pays et leurs communautés¹³² ». Les 113 engagements formulés au sein de la coalition de l'AFJC visent à répondre aux enjeux suivants, d'ici à 2026. Ils reposent sur les stratégies suivantes :

124 Harvey Fiona, « Cop21 is too male dominated and has male priorities, says UN Special Envoy », The Guardian, 8 décembre 2015, <https://www.theguardian.com/environment/2015/dec/08/cop21-is-too-male-dominated-and-has-male-priorities-says-un-special-envoy>

125 Forum Génération Égalité, « La coalition d'action des femmes en faveur de la justice climatique », https://forum.generationequality.org/sites/default/files/2021-06/FACJ_FR.pdf

126 Ibid.

127 Ibid.

128 Nana Darkoa Sekyiamah, Lejla Medanhodzic, Liz Ford, « Remembering women killed fighting for Human rights in 2017 », The Guardian, 29 novembre 2017, <https://www.theguardian.com/global-development/2017/nov/29/remembering-women-killed-fighting-for-human-rights-in-2017>

129 Jamison Ervin, « In defense of nature: women at the forefront », UNDP, 27 novembre 2018, <https://www.undp.org/blog/defense-nature-women-forefront>

130 Ibid.

131 Collantes Verona, spécialiste intergouvernementale d'ONU Femmes, pour Global Citizen, <https://www.globalcitizen.org/en/content/how-climate-change-affects-women/>

132 Ibid.

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

- **La transition vers une économie verte inclusive¹³³, circulaire et régénératrice, reconnaissant l'interdépendance du changement climatique et des questions de justice, protégeant et amplifiant les voix des communautés locales, ainsi que leurs défenseur.e.s.** L'OSC The Creators 2030 UN SDGs Arts & Youth Initiative s'engage à hauteur d'un million de dollars pour mettre en œuvre un plaidoyer et apporter des financements en développant des projets pour les organisations locales qui emploient et sont dirigées par des femmes et soutiennent l'emploi et l'entrepreneuriat pour les jeunes entreprises dans les économies vertes.
- **La participation équitable et significative des femmes et des filles aux décisions à tous les niveaux.** L'OSC Femmes Santé Climat (FSC) française contribue à hauteur de 16 000 dollars à travers un engagement de plaidoyer afin de « maximiser la représentation et l'impact des femmes et des jeunes dans la prise de décision¹³⁴ ».
- **La prise en compte des risques genrés par les institutions financières et les donateurs, des organisations de femmes en tant que partenaires prioritaires. La responsabilisation des financeurs pour soutenir les communautés résilientes et pour investir en intégrant des approches climatiques sensibles au genre et fondées sur les écosystèmes.** Le Fonds international de développement agricole (FIDA), agence spécialisée de l'ONU, s'est engagé à hauteur de 500 millions de dollars d'ici 2024, promettant « d'offrir ses connaissances, ses financements et son

¹³³ Définition par le Programme de l'ONU pour l'Environnement : « Une économie verte inclusive est une économie qui améliore le bien-être humain et construit l'équité sociale tout en réduisant les risques et les pénuries environnementales. Elle est une alternative au modèle économique dominant d'aujourd'hui, qui exacerbe les inégalités [...], déclenche des pénuries de ressources et génère des menaces généralisées pour l'environnement et la santé humaine. Au cours de la dernière décennie, le concept d'économie verte est devenu une priorité stratégique pour de nombreux gouvernements », <https://www.unep.org/fr/node/19231>

¹³⁴ Carte des engagements du FGE, <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

partenariat pour soutenir une action locale et mondiale en faveur d'un changement climatique juste pour les femmes¹³⁵ ». En outre, le FIDA s'est engagé à ce que « 35 % de ses nouveaux projets soient "transformateurs de genre"¹³⁶ ». La Natural Environment Technology In Africa (FEMNET Africa), organisation internationale kényane et système de développement de l'ONU, est spécialisée dans l'économie des ressources naturelles et œuvre dans 50 pays africains. Elle investit 10 millions de dollars afin d'influencer les politiques macroéconomiques et les cadres de lutte contre le changement climatique. Pour ce faire, elle développera l'Académie macroéconomique féministe africaine (AFMA) en vue d'impliquer des jeunes femmes, des femmes leaders politiques et des personnes non binaires en Afrique. L'AFMA va générer un pool de défenseurs analytiques féministes intergénérationnel pour développer un modèle économique alternatif équitable, durable et féministe. FEMNET soutient les jeunes filles innovatrices, les mouvements et les collectifs locaux et s'associe avec des associations de médias féminins pour défendre les DSSR et la ratification et la mise en œuvre de la Convention 190 de l'OIT.

- **L'accès équitable au financement de la lutte contre le réchauffement climatique, aux technologies et connaissances, au contrôle des ressources naturelles pour leur gestion et leur protection, en garantissant les droits humains et l'accès à la propriété foncière.** L'engagement programmatique pour l'Afrique de l'ODJ Girls for Climate Action, organisation de la société civile ougandaise, est financé à hauteur de 140 000 dollars. Il prévoit des programmes de formation locaux des femmes et des filles portant sur le leadership, le plaidoyer climatique et la politique au sein de plus de 100 centres locaux dans les communautés, où les femmes et les filles pourront créer des solutions locales à leurs défis climatiques locaux et des emplois verts pour contribuer à

135 Carte des engagements du FGE, <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

136 *Ibid.*

cet agenda¹³⁷. L'organisation vise à former plus de 1 000 femmes et filles et à étendre ses activités à la région de l'Afrique de l'Est d'ici 2026.

- **Augmenter le pourcentage des flux financiers mondiaux liés au climat, publics et privés investis dans des solutions climatiques équitables pour les femmes, en particulier au niveau local et rural.** Les financements doivent être fondés sur une approche sensible au genre. Ce financement bilatéral et multilatéral doit augmenter de 65 %.
- **Les programmes sensibles au genre devraient s'inspirer des modèles de coopératives communautaires, garantir des de droits fonciers, et la sécurité d'occupation des terres**¹³⁸. L'Institut National des Femmes du Costa Rica (INAMU Costa Rica) vise, d'ici à 2022, à disposer d'un plan d'action national sur les changements climatiques et l'égalité des sexes pour améliorer l'accès des femmes aux financements de projets relatifs à l'environnement et à promouvoir une éducation sensible au genre, ainsi qu'un « leadership efficace des femmes et des filles en tant que gestionnaires des risques dans leurs communautés¹³⁹ ». Cet engagement n'est malheureusement pas financé. L'ODJ Actions Pour La Conservation De La Nature Et Le Développement Communautaire (ACNDC), de la République Démocratique du Congo, s'engage à hauteur de 5 millions de dollars pour un plaidoyer concernant la prise de décision par les femmes et la promotion des investissements gouvernementaux de gestion des

137 Carte des engagements du FGE, <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

138 Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels en charge du contrôle de la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1976, affirme que « quel que soit le régime d'occupation, chaque personne a droit à un certain degré de sécurité qui garantit la protection légale contre l'expulsion, le harcèlement ou autres menaces », ONU Femmes, « Promouvoir la sécurité d'occupation foncière pour les femmes », 27 février 2011, <https://www.endvawnow.org/fr/articles/770-promouvoir-la-scurit-doccupation-foncire-pour-les-femmes.html>

139 Carte des engagements du FGE, <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

ressources naturelles, à tous les niveaux de décentralisation, au moyen de divers outils : calendrier agricole, évaluations d'impacts environnementaux, diagnostic d'occupation et de gestion des terres, etc., afin d'assurer une meilleure gestion des ressources.

- **19 pays devraient démontrer une utilisation accrue des statistiques sur le genre et l'environnement.** Avec le soutien de l'Ambassade de France au Chili et en collaboration avec le programme Eurosocial +, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) investit 150 000 dollars dans la coalition. À travers la publication d'une feuille de route des actions à mettre en œuvre dans sept domaines prioritaires : cadre réglementaire, production de connaissances, données et statistiques, renforcement des capacités, représentation et participation égale, financement, mise en œuvre et responsabilité, la CEPALC identifiera les pratiques prometteuses en synergie avec les axes de la coalition.

Des échanges ont été rendus possibles entre activistes environnementaux et partenaires financiers tels que la Banque mondiale, l'European Bank for reconstruction and development, BNP Paribas, Greengrants, le Green Climate Fund¹⁴⁰. Si l'on peut comprendre une certaine réticence de la part des militant.e.s environnementalistes, il est « indispensable de parler avec les banques¹⁴¹ » pour avancer dans l'égalité des genres. La coalition AFJC a été portée par la société civile, notamment africaine et Sud-américaine (58 engagements sur 113). La seule entreprise du secteur privé à s'être engagée dans la coalition d'action est l'entreprise américaine Mary Kay Inc, à hauteur de 30 000

140 Discussion sur « l'action des femmes en faveur de la justice climatique », FGE, avec Grethel Aguilar, Carlos Alvarado Quesada, Inger Andersen, Joanita Babirye, Kehkashan Basu, Anita Bhatia, Bridget Burns, David Choquenhuanca, Angie Dazé, Olga Djanaeva, Patricia Espinosa, Gilbert F. Hounbo, Mithika Mwenda, Noelene Nabulivou, Naomi Nyamweya, No-hora Quiguntar, Odile Renaud-Basso, Jan Beagle, Suzanne Biegel, Julie Cissé, Laura Cook, Abdul Ghafoor Mohammed, Yannick Glemarec, Jeannette Gurung, Anne Heloise, Raquel Lagunas, Regan Pritzker, Maria Reyes, Mary Robinson, 2 juillet 2021

141 Entretien avec Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international d'Equipop et membre du Haut Conseil à l'Égalité mené le 28 octobre 2021.

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

dollars, portant les deux seuls engagements de type financier. Les sociétés philanthropiques française, suisse, kényane et américaine, ont apporté un soutien discret, comparé à celui offert aux autres coalitions. Les acteurs gouvernementaux étaient particulièrement absents : seuls l'Équateur, le Nigéria, les Pays-Bas, la Belgique, le Royaume-Uni étaient présents. Ils ont certes présenté des projets intéressants, mais n'ont malheureusement pas financé leurs engagements. La coalition AFJC a permis de réunir des acteurs de la transition verte sans parvenir à mobiliser les financements nécessaires afin de surmonter les obstacles identifiés.

Les acteurs impliqués dans la coalition sur l'AFJC et leurs engagements financiers

Acteurs

Gouvernements : Costa Rica, Maldives

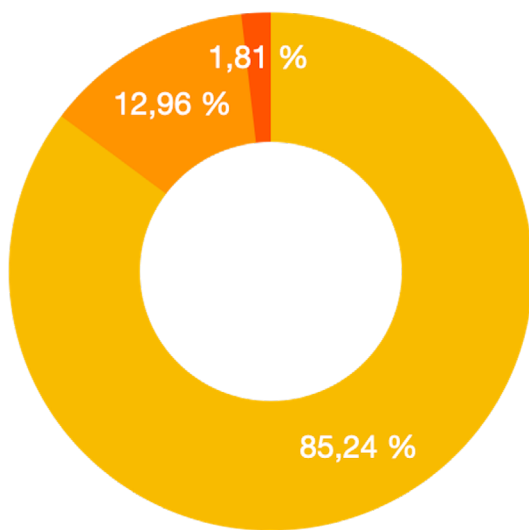
Organisations internationales : IUCN, OCDE

Agences de l'ONU : UNDP, UN environnement, UN Framework convention on climate change, LIFAD

Organisations de la société civile : Girls for climate, Green hope, Tejiendo

Organisations philanthropiques : Global greengrants fund

Nombre et montants des engagements
par continent, tous acteurs confondus



- Europe (39) : 1 011 416 000 \$
- Amériques (41) : 153 725 000 \$
- Afrique (29) : 21 431 200 \$
- Australie (1) : 0 \$
- Asie (3) : 1 350 \$

Montant total : 1 186 573 550 \$

- Soutenir la place des femmes dans la technologie et l'innovation

Le terme « technologies de l'information et de la communication » (TIC) comprend les outils modernes de partage des connaissances et de communication utilisés dans l'ère du numérique, tels qu'Internet, les ordinateurs, etc. Force est de constater que l'innovation et la technologie ne profitent pas aux femmes et aux hommes de manière égale. Cet écart entre les genres entrave les efforts visant à atteindre l'égalité des sexes et empêche les femmes de devenir à la fois des développeuses et

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

des consommatrices des technologies qui répondent à leurs besoins. À l'échelle mondiale, les femmes ont 21 % moins de chances que les hommes¹⁴² de posséder un téléphone mobile. Les femmes y sont sous-représentées : elles ne représentent que 30 % des salariées et seulement 18 % des managers¹⁴³.

Selon Hamadoun Touré, secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications, les TIC facilitent l'accès à l'éducation et à la formation des filles et des femmes et améliorent leur accès aux services de santé et leur participation dans l'économie et dans la société civile, c'est pourquoi ils sont primordiaux¹⁴⁴. Il est de plus indéniable qu'une implication plus active des femmes tout au long du cycle de vie de l'innovation notamment technologique aboutira à des résultats accrus en matière de développement et d'autonomisation des femmes. Les innovations technologiques permettent de leur donner une voix et de rompre leur isolement géographique, social, économique et politique. Exclues du secteur de la technologie, elles risquent en effet d'être confrontées à l'impossibilité de voir leur condition évoluer¹⁴⁵. Repenser l'accès à Internet pour les femmes et les jeunes filles, alors qu'elles demeurent les premières victimes de l'exclusion digitale, est donc indispensable.

Au sein de la coalition technologies et innovation au service de l'égalité femmes-hommes, 186 engagements ont été annoncés, pour contribuer à quatre principales actions :

142 Women's WorldWide Web (W4), « Nouvelles technologies : outils indispensables à la mise en réseau et l'émancipation des filles et des femmes », <https://www.w4.org/fr/nouvelles-technologies-pour-emancipation-des-femmes/>

143 Lambert Chloé, « Forum Génération Égalité : Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes », 50-50 Magazine, 6 juillet 2021, <https://www.50-50magazine.fr/2021/07/06/forum-generation-egalite-les-technologies-et-linnovation-au-service-de-egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes/>

144 ONU Femmes, « Génération Égalité 56 », <https://www.onufemmes.fr/nos-actualites/2021/6/24/generation-egalite-56>

145 Touré Hamadoun, Secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications (International Telecommunication Union), <https://www.50-50magazine.fr/2021/07/06/forum-generation-egalite-les-technologies-et-linnovation-au-service-de-egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes/>

- **Comblent l'écart femmes-hommes en matière d'accès et de compétences numériques** en investissant dans la création d'environnements d'apprentissage sûrs, respectueux de l'égalité des genres et bien équipés pour permettre aux filles et aux femmes d'accéder à la technologie numérique et de la développer. Il est impératif d'éliminer les stéréotypes et les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes qui limitent le développement de compétences et l'apprentissage des nouvelles technologies par les femmes et des filles, ainsi que leur utilisation des appareils numériques¹⁴⁶. L'OSC française Women's WorldWide Web (W4) s'engage à hauteur de 3 millions de dollars, en partenariat avec EQUALS, l'UIT, GSMA et Ernst & Young, afin de permettre à un million de femmes et de jeunes filles d'accéder à une formation gratuite et sexospécifique aux technologies de l'information d'ici à 2026, grâce au programme « Her Digital Skills ». Le Fonds e-Duc du gouvernement espagnol s'engage à hauteur de 4 800 000 dollars pour réduire la fracture numérique dans l'éducation au sein des pays partenaires de la coopération espagnole. La Finlande allouera 80 millions d'euros au cours des cinq prochaines années à des activités à l'intersection de la technologie et de l'innovation et de l'égalité des genres dans le cadre de sa coopération au développement. Ces actions seront permises par de multiples partenariats, avec l'UN Global Pulse Finland, le Fonds d'innovation de l'Unicef et l'UNOPS Sustainable Investments in Infrastructure and Innovation (S3I).
- **Investir dans la technologie et l'innovation féministe** pour amplifier les opportunités qui identifient des technologies abordables, accessibles, utilisables et durables et offrir des chances équitables à toutes les femmes et les filles. Aux Etats-Unis, la Vijay Computer Academy s'engage à hauteur de 150 000 dollars pour donner aux filles et aux femmes les moyens d'agir par le biais de

¹⁴⁶ Forum Génération Égalité « Manuel des coalitions d'action », 28 juin 2021, https://static1.squarespace.com/static/609d99c149adb21f3531ff37/t/60db448913054d0fa1c5782e/1624982667677/CA_Manuel%2Bdes%2Bengagements+-+updated+28+June.pdf

l'acquisition de compétences numériques et de la formation aux technologies de l'information, afin de réduire la fracture numérique au niveau local¹⁴⁷.

- **Créer des écosystèmes d'innovation inclusifs** afin d'intégrer et d'investir dans un soutien ciblé aux femmes innovatrices et aux entrepreneures pour les aider à développer et à étendre leurs activités. Cela permettra aux filles et aux femmes d'accéder à des modèles et à des mentors afin de briser les stéréotypes et de transformer la culture de l'innovation¹⁴⁸. La Belgique, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne et la Suède ont formé l'équipe Digital for Development (D4D). Ensemble, ces pays ont lancé l'initiative D4D Hub, une plateforme stratégique multipartite qui vise à renforcer les partenariats numériques et à stimuler les investissements conjoints entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et du voisinage oriental. Le D4D Hub permettra ainsi de réduire les fossés numériques entre les genres¹⁴⁹.
- **Prévenir et éliminer la violence basée sur le genre et la discrimination en ligne en renforçant le cadre juridique.** L'association nigérienne « De Doronos-Jay Limited » s'engage à hauteur de 20 millions de dollars afin de sensibiliser et de prévenir les actions menant à la violence en ligne basée sur le genre. Un autre engagement non financé est présenté par le ministère de l'Industrie de haute technologie de l'Arménie, qui appelle tous les États à tirer les leçons de la crise du Covid-19 en matière d'accès aux technologies. Ce pays souhaite proposer une offre flexible de formation, facilitant la qualification et la reconversion professionnelle et garantissant l'indépendance économique des femmes. Les représentants de l'Arménie se sont dit prêts à créer

¹⁴⁷ Ibid. 146

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ Ibid.

un cadre juridique approprié et à investir financièrement en la matière. On peut enfin citer l'OSC #ShePersisted Global, qui a développé une initiative américaine transnationale visant à lutter contre la désinformation genrée et les attaques en ligne contre les femmes en politique.

Il persiste encore de fortes discriminations à l'encontre de certaines femmes situées dans des zones géographiques éloignées et avec peu, voire pas du tout, de connexion internet. Cette dimension a été soulignée lors des débats. Mais l'on peut regretter que certains sujets n'aient pas été abordés, tel que le coût élevé de la connectivité, dont résulte un manque d'accès aux technologies, aux connaissances techniques, à l'autonomie et aux infrastructures adéquates qui empêchent de nombreuses femmes de tirer un plein bénéfice de l'utilisation des technologies numériques et mobiles et d'Internet.

Aussi, peu d'attention a été consacrée à la liberté d'expression des femmes : même si, dans l'ensemble, Internet a permis de leur donner la parole, nombreuses sont les femmes qui ne peuvent pas s'exprimer librement à cause des orientations politiques et/ou religieuses de leur pays, comme au Myanmar ou en Biélorussie. Or, promouvoir l'égalité femmes-hommes c'est aussi tenir compte de ces considérations sociopolitiques pouvant limiter et contraindre certaines personnes dans l'expression de leurs droits et libertés fondamentales. Les personnes à mobilité réduite n'ont pas non plus été visées par des actions pouvant les aider directement afin de prendre en compte leurs situations pour leur assurer une pleine utilisation des nouvelles technologies.

On peut critiquer le silence concernant les discriminations en ligne que subissent la communauté LGBTI+. La Finlande est l'un des rares États à s'être engagé en ce sens, visant à atteindre 85 % de tous les nouveaux programmes financés par l'APD afin d'assurer la promotion de l'utilisation de l'innovation et de la technologie pour résoudre les problèmes d'inégalités femmes-hommes.

Les acteurs impliqués dans la coalition sur la technologie et l'innovation et leurs engagements financiers

Acteurs

Gouvernements : Arménie, Chili, Finlande, Rwanda, Tunisie

Agences de l'ONU : ONU Femmes, UNFPA, UNDP, UNICEF

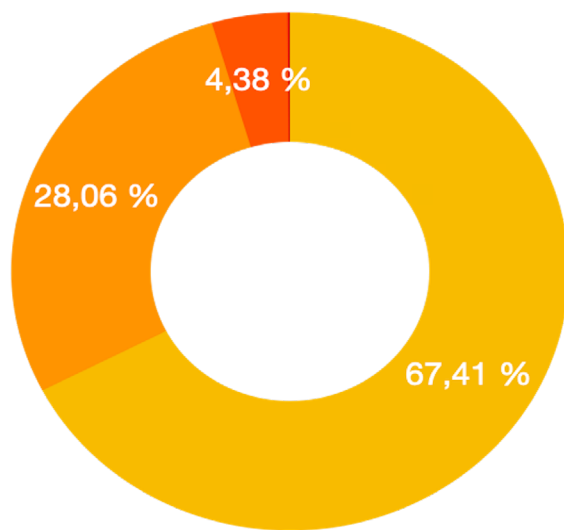
Organisations de la société civile : A+ Alliance, Global Fund For Women, Social Builder,

Organisation dirigée par les jeunes : Digital Grassroots

Entreprises : Microsoft, Salesforce, Social Builder

Organisations philanthropiques : Fondation Rockefeller

Nombre et montants des engagements
par continent, tous acteurs confondus



- Europe (78) : 713 770 000 \$
- Amériques (62) : 297 077 346 \$
- Afrique (46) : 46 379 215 \$
- Moyen-Orient (1) : 1 000 000 \$
- Asie (5) : 611 350 \$

Montant total : 1 058 837 911 \$

- Pérenniser le leadership des femmes et des organisations féministes

« Un quart n'est pas l'égalité¹⁵⁰ ». Dans son discours, la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, a dénoncé le fait que « partout dans le monde, les femmes sont cantonnées à un petit

¹⁵⁰ ONU Info, « Au Forum Génération Égalité à Paris, l'ONU plaide pour une redistribution du pouvoir », 30 juin 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1099372>

espace¹⁵¹ ». Elle a noté que les femmes représentent un quart de tous les managers, parlementaires, négociateurs sur le changement climatique et « moins d'un quart de ceux qui négocient des accords de paix¹⁵² ».

Cette critique est ancienne puisque dans sa Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne de 1791, Olympe de Gouges clamait : « la femme a le droit de monter à l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune¹⁵³ ». La participation pleine et effective des femmes à la vie en société est une condition de l'égalité des genres. Pourtant, cette égalité n'est pas atteinte dans de nombreux domaines et secteurs dans lesquels les femmes demeurent sous-représentées. Au sein des instances décisionnelles des États, seulement 22 pays ont à leur tête une femme chef d'État ou de gouvernement pour l'année 2021¹⁵⁴. Pour la même année, dans seulement 13 pays 50 % ou plus des postes ministériels étaient occupés par des femmes¹⁵⁵. S'agissant des portefeuilles ministériels attribués à des femmes, ils se concentrent majoritairement sur trois domaines : l'environnement, les affaires sociales et celles liées à la famille, l'enfance et la jeunesse ainsi que le soin aux personnes âgées et en situation de handicap¹⁵⁶. Au niveau mondial, les femmes ne représentent que 25,5 % de la composition des parlements¹⁵⁷. Le secteur privé n'est pas épargné par ce phénomène puisque seulement 18 % des entreprises sont dirigées par des femmes au niveau mondial¹⁵⁸. De plus, environ une entreprise sur huit reconnaît avoir un conseil

151 *Ibid.* 151

152 *Ibid.*

153 Morin-Rotureau Évelyne éd., *Combats de femmes 1789-1799. La Révolution exclut les citoyennes*. Autrement, 2003, pp. 223-226.

154 Union interparlementaire, Carte « Femmes en politiques : 2021 », 2021, <https://www.ipu.org/fr/femmes-politique-2021>

155 *Ibid.*

156 *Ibid.*

157 *Ibid.*

158 World Economic Forum, « Global Gender Gap Report 2020 », 2020, <https://www.weforum.org/reports/gender-gap-2020-report-100-years-pay-equality>

d'administration entièrement masculin¹⁵⁹ Aussi, les financements des organisations internationales et des États dédiés directement aux organisations de la société civile féministe demeurent sous financés. À titre d'exemple, le budget mondial de l'aide bilatérale destinée à l'égalité homme-femme et à l'autonomisation des femmes de l'OCDE estimé à 24 milliards de dollars, ne comprend qu'un financement direct aux organisations de la société civile féministe inférieur à 500 millions de dollars pour l'année 2012¹⁶⁰.

Le Forum Génération Égalité a donc dédié l'une de ses coalitions d'action à la thématique des « Mouvements et le leadership féministes pour l'égalité des genres ». Dans ce cadre, les mouvements féministes désignent l'ensemble des initiatives émanant de la société civile ou d'autres acteurs favorisant l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. S'agissant de la notion de leadership dit « féministe » ou « des femmes », le terme ne fait pas consensus et interroge. D'un côté, il est question de vanter les mérites particuliers des femmes dirigeantes qui auraient notamment mieux géré la crise sanitaire à titre d'exemple. Mais cette vision du leadership ne serait qu'une fois de plus une manière stéréotypée de voir les femmes que l'on limite à certaines qualités prédéfinies. Comme l'explique la chercheuse Sarah Saint-Michel, « le leadership n'a pas de sexe¹⁶¹ ». Ainsi, à travers cette coalition, le Forum Génération Égalité entend faire bénéficier aux leaders, aux mouvements et aux organisations féministes dans toute leur diversité, des ressources et du soutien nécessaire pour devenir durable afin de faire progresser l'égalité des genres, la paix et les droits humains

159 Organisation Internationale du Travail, Rapport « Women in Business and Management : the business case for change », 2019, https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_700953/lang--en/index.htm

160 OCDE, Rapport « Des ambitions aux résultats : Concrétiser les engagements en matière d'égalité homme femme dans les institutions des pays donateurs », 2012, https://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement/FRE_From_ambition_to_results.pdf

161 Saint-Michel, Sarah, « Le genre et le leadership. L'importance d'introduire les traits de personnalité des leaders. », Revue internationale de psychosociologie, vol.VXI, no. 40, 2010, pp. 181-201, https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RIPS_040_0181&contenu=resume

à l'horizon 2026. Les objectifs annoncés de celle-ci reposent sur quatre axes centraux :

- **Financer et soutenir les activistes, les organisations, les fonds et mouvements féministes dans leur diversité.** C'est notamment le travail qu'entreprend l'Organisation internationale de la Francophonie à travers son programme de financement « La Francophonie avec elles » qui finance 48 projets des organisations de la société civile œuvrant pour aider les femmes impactées par le Covid-19. Au Canada, le gouvernement s'engage à maintenir son financement historique aux organisations de femmes notamment issues des minorités : les femmes autochtones, les femmes en situation de handicap ainsi que la communauté LGBTI+. Cette promesse de financement s'élève à 528 600 000 dollars. La société civile canadienne semble tout aussi investie sur la question puisque l'Equality Fund promet un financement à hauteur de 90 millions de dollars en soutien aux mouvements féministes sur une période de cinq ans.
- **Promouvoir, élargir et protéger l'espace civique dans le cadre des processus d'action, de mobilisation, mis en place par les organisations féministes.** Afin de rendre cet espace civique plus sain, certains États comme la Serbie se penchent sur une gouvernance sensible au genre comprenant des campagnes de sensibilisation et des subventions aux organisations de la société civile féministes, à hauteur de 500 000 dollars. Certaines organisations de la société civile n'hésitent pas à émettre des promesses de financements importantes, à l'image de l'organisation indienne Milaan Be The Change qui entend créer des espaces de mobilisations pour les leaders et jeunes féministes à hauteur de 1,5 millions de dollars.
- **Renforcer et promouvoir la participation, le leadership et le pouvoir de décision des femmes, des filles, et des personnes non-binaires, dans toute leur diversité.** Ce renforcement permettant une participation pleine et effective de tous.te.s mobilisa les différents acteurs et notamment les organisations

issus de la jeunesse. L'organisation canadienne Futureshot Factory a promis 29 000 dollars afin de renforcer les capacités des jeunes filles dans le domaine des mathématiques, des sciences et de l'ingénierie où les femmes sont sous-représentées. Des thématiques moins consensuelles ont été abordées par la société civile, notamment celles des travailleuses du sexe pour laquelle la Kiambu Sex Workers Association, organisation kényane engage 200 000 dollars. L'Espagne a annoncé mettre en place le « Fonds elles + » pour le leadership des femmes et leur participation à la vie publique avec un budget de 1,2 millions de dollars.

- **Renforcer les capacités des adolescentes et jeunes leaders féministes, de leurs mouvements et de leurs organisations.** Plusieurs organisations internationales telles que Plan International se sont engagées au sein de la coalition ainsi que des États tels que l'Irlande s'associant à Plan International et Purposeful afin de lancer un « Fonds pour les filles » de 900 000 dollars.

Au total, la coalition d'action sur les mouvements et leadership féministes s'est engagée à hauteur de 2,9 millions de dollars¹⁶² avec des investissements considérables de la part de certains gouvernements tels que ceux du Canada, d'Espagne, du Nigéria et d'Irlande. En dehors de l'absence des pays du Moyen-Orient, de ceux du Maghreb ainsi que le faible engagement des pays asiatiques, il faut noter l'étonnante absence d'engagement de la part du gouvernement rwandais qui s'est pourtant distingué comme un modèle de leadership féminin, notamment au sein du secteur politique et spécifiquement au sein de son parlement qui possède le plus grand taux de femme (61,3 %)¹⁶³.

Le secteur philanthropique s'est également pleinement engagé pour le leadership des femmes et le soutien aux organisations féministes, notamment la Fondation Bill & Melinda Gates avec un engagement de 100

¹⁶² Calcul réalisé à partir des engagements de financement annoncés par les acteurs sur la carte des engagements du Forum, <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

¹⁶³ Union interparlementaire, Carte « Femmes en politiques : 2021 », 2021, <https://www.ipu.org/fr/femmes-politique-2021>

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

millions de dollars, s'ajoutant à l'engagement du même montant d'un des champions philanthropiques de la coalition, l'Open Society Foundation.

Plusieurs autres engagements marquants sont à noter du côté des ONG tels que ceux de Plan International qui met en place plusieurs fonds spécifiques, tout comme la convention de financement entre Care France et l'AFD qui promet 2,8 millions d'euros pour les mouvements féministes en Afrique¹⁶⁴. Toutefois, il n'en demeure pas moins que beaucoup d'engagements pris au sein de cette coalition d'action demeurent non chiffrés.

Les acteurs impliqués dans la coalition sur le leadership et leurs engagements financiers

Acteurs

Gouvernements : Canada, Malawi, Pays-Bas

Organisations internationales : Union interparlementaire (UIP), United Cities and Local governments (UCLG), Women Political Leaders

Agences de l'ONU : UN Human rights

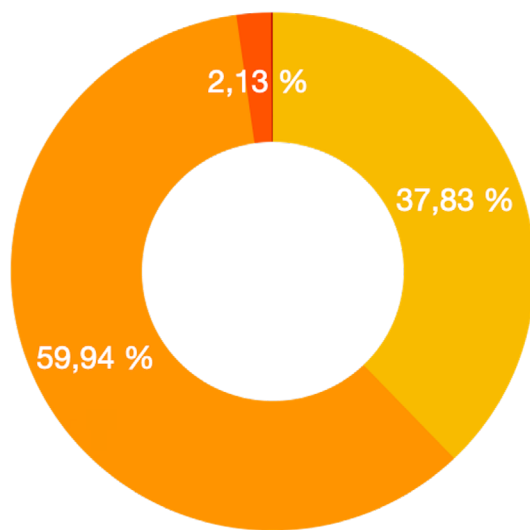
Organisations dirigées par des jeunes : Young Feminists Europe

Organisations philanthropiques : Open Society Foundations

Secteur privé : Gucci

¹⁶⁴ Agence française de développement, « l'AFD et Care France s'engagent pour l'égalité femmes-hommes avec un projet de renforcement des mouvements féministes et le leadership des femmes en Afrique », juin 2021, <https://www.afd.fr/fr/actualites/communiquede-presse/afd-et-care-france-egalite-femmes-hommes-mouvements-feministes-et-leadership-femmes-afrique>

Nombre et montants des engagements
par continent, tous acteurs confondus



- Europe (29) : 1 104 072 541 \$
- Amériques (38) : 1 749 461 141 \$
- Afrique (47) : 62 170 480 \$
- Océanie : 16 932 000 \$
- Asie (11) : 2 935 350 \$

Montant total : 2 918 639 512 \$

B. Présences retentissantes et absences remarquées : les limites d'un forum multi-acteurs

- Les États et la société civile : une implication divergente au FGE

Au sein du Forum Génération Égalité, les États, acteurs traditionnels de la diplomatie et du multilatéralisme, se sont tournés vers la société civile. De manière générale, les États recourent énormément à son expertise et à son savoir technique lors de l'élaboration et de la mise en place des politiques publiques, y compris les politiques en lien avec le genre¹⁶⁵. Même si les interactions entre la société civile et les pouvoirs publics sont fréquentes, les intérêts de ces acteurs demeurent souvent divergents. Les OSC, par exemple, reprochent aux États luttant pour l'égalité des genres de ne pas élever suffisamment la voix envers les pays réfractaires aux sollicitations féministes. Parallèlement, les États sont souvent réticents à l'adoption de sanctions à l'égard des acteurs étatiques qui portent atteinte aux droits des femmes, au nom de la stabilité internationale, commerciale, financière, etc. La société civile dénonce également l'absence, voire l'interdiction, par certains États tels que la Hongrie ou encore la Roumanie, d'enseignements sur l'identité de genre, l'orientation sexuelle et les théories féministes.

En outre, les organisations de la société civile doivent pallier les carences des États en matière d'égalité des genres, tout comme dans d'autres domaines. Grâce à leur présence sur le terrain et leur dimension associative, les OSC sont en mesure d'identifier plus rapidement les besoins des femmes, de fournir de l'assistance en cas de crise humanitaire, d'influencer l'agenda international par des campagnes de mobilisation ou des actions médiatiques, etc. La visibilité de la société civile s'est de plus en plus accrue, ce qui remet en cause la centralité des États dans l'action

165 Chambers Simone et Kopstein Jeffrey, « Civil Society and the State », Oxford Handbooks, 2009, <https://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199548439.001.0001/oxfordhb-9780199548439-e-20>

publique, qui deviennent ainsi des intervenants parmi tant d'autres. Le jeu diplomatique en est bouleversé : au FGE, les États ne peuvent plus se limiter à consulter les OSC pour mettre en place les décisions adoptées, mais doivent les inclure aux discussions en amont.

La société civile exige un dialogue « régulier¹⁶⁶ » avec les institutions, au-delà de rendez-vous ponctuels. Elle demeure toutefois sceptique à l'idée de voir se concrétiser des avancées ambitieuses, dans la mesure où ce Forum réunit des États qui n'ont pas la même volonté à établir une égalité des genres. Tous les pays étaient invités à rejoindre cet événement majeur, à condition de prendre des engagements forts mais nombre d'entre-eux, désintéressés de la cause, se sont abstenus¹⁶⁷. Ce désintérêt est lourd de conséquences dans la participation des États au Forum : ils étaient 189 à Pékin, contre 68 au FGE¹⁶⁸.

Un déséquilibre géographique important résulte de cette absence de certains États, malgré une volonté de montrer une collusion collective, certaines régions du monde ne se sont pas engagées¹⁶⁹. La Chine, l'Irak, la Turquie, la Lituanie, le Brésil étaient parmi les absents, uniquement représentés – au demeurant, faiblement – par leur société civile. Les pays et la société civile du continent américain étaient présent au nombre de vingt, que ce soit d'Amérique du Nord, Centrale et du Sud, et ils ont chacun présenté des engagements¹⁷⁰. En Europe, la plupart des pays

166 Collectif Générations Féministes, Communiqué de presse, juillet 2021, <https://generationsfeministes.org/wp-content/uploads/2021/07/CP-Forum-Ge%CC%81ne%CC%81ra-tion-E%CC%81galite%CC%81-.pdf>

167 Le soir, « Le Forum sur les droits des femmes exige du concret », juin 2020, <https://plus.lesoir.be/381592/article/2021-06-30/le-forum-sur-les-droits-des-femmes-exige-du-concret>

168 Ibid.

169 Bing Parcon, de l'ONG Women's Global Network for Reproductive Rights (WGNRR), lors du débriefing féministe informel du 26 juillet 2021, organisé par Outright, CREA et AWID.

170 Les pays concernés sont : Le Canada, les États-Unis, le Mexique, le Guatemala, le Panama, la République dominicaine, le Honduras, la Martinique, la Colombie, Trinité-et-Tobago, le Venezuela, Sainte-Lucie, l'équateur, le Costa Rica, le Brésil, le Pérou, l'Uruguay, l'Argentine, et le Chili.

membres de l'Union européenne (20 sur 27) ont répondu présents¹⁷¹, mais ils n'ont pas été les seuls à présenter des engagements, car ils ont été rejoints par d'autres pays du continent européen¹⁷². L'Afrique était également largement représentée lors du Forum avec une trentaine de pays qui ont répondu à l'appel de cet événement¹⁷³. Quant aux pays du Moyen-Orient, ils étaient quatre et uniquement représentés par la société civile¹⁷⁴. La mise à l'agenda des questions de genre dans les pays arabes s'avère encore difficile, car elles demeurent taboues et peinent à susciter l'enthousiasme des citoyen.ne.s, y compris des jeunes filles¹⁷⁵. La région de l'Asie était principalement, mais pas uniquement, représentée par la société civile avec quatorze pays ayant répondu à l'appel¹⁷⁶. Enfin, l'Indonésie-Océanie était également principalement représentée par la société civile avec cinq pays¹⁷⁷.

Selon les régions, l'implication des OSC est assez contrastée, certaines étant plus actives que d'autres. On peut s'interroger sur les raisons de ce désintérêt d'une partie de la société civile vis-à-vis d'un forum tel que le

171 Les pays de l'Union européenne non concernés sont la Hongrie, la Croatie, la République tchèque, la Slovénie, la Slovaquie, la Lettonie.

172 Les pays européens présents au FGE sont : l'Islande, l'Irlande, le Royaume-Uni, la Suède, la Norvège, la Finlande, les Pays-Bas, la Lituanie, la Pologne, le Danemark, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la France, la Suisse, l'Autriche, l'Ukraine, la Moldavie, la Roumanie, la Serbie, l'Albanie, la Macédoine du Nord, l'Italie, Andorre, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie et la Géorgie.

173 Les pays du continent africain : le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Mauritanie, le Mali, le Sénégal, le Sierra Leone, la Guinée, le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso, le Nigeria, le Cameroun, la Guinée Équatoriale, la RDC, le Soudan, l'Éthiopie, le Rwanda, le Burundi, le Kenya, la Somalie, la Tanzanie, le Malawi, le Mozambique, le Zimbabwe, Madagascar, l'Afrique du Sud.

174 Les pays du Moyen-Orient présents au FGE : les Émirats arabes unis, l'Irak, l'Arménie et la Palestine.

175 Entretien avec Virginie Poupeney, experte freelance en genre et développement mené le 04 octobre 2021.

176 Les pays d'Asie : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Pakistan, l'Inde, le Sri Lanka, le Népal, le Bangladesh, la Mongolie, la Chine, le Japon, la Thaïlande, et le Cambodge.

177 Les pays concernés pour l'Indonésie-Océanie : la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle Guinée, et l'Australie.

FGE. En présentant le Forum comme une guerre déclarée aux régimes antiféministes, ce qui aurait eu comme effet une polarisation plus significative, ce rendez-vous aurait-il gagné en couverture et en soutien de la part de la société civile à travers le monde ?

Si l'on compare les pays disposant des PIB mondiaux les plus importants à ceux qui ont porté les engagements les plus forts au cours du Forum Génération Égalité, plusieurs éléments sont à souligner. Les pays aux PIB les plus élevés du Moyen-Orient sont totalement absents des engagements financiers pris lors du Forum. S'agissant du continent américain, le Canada et les États-Unis sont pleinement investis, notamment les gouvernements et les organismes philanthropiques, tandis qu'au Mexique et au Brésil, les engagements sont plus éparés, principalement en provenance de la société civile. En Europe, les cinq premiers États en termes de PIB ont tous émis des engagements financiers. En Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Kenya se sont pleinement engagés dans plusieurs coalitions, alors que l'Éthiopie et le Ghana demeurent absents, à l'exception des engagements de la part de la société civile ghanéenne. Enfin, du côté de l'Océanie, l'Australie s'est engagée dans des coalitions précises, tandis que la Nouvelle-Zélande n'a pas produit d'engagement. À noter qu'il est primordial de faire la distinction entre engagements des gouvernements et ceux de la société civile qui ne vont pas forcément de pair et peuvent donner une impression faussée d'engagement des États alors qu'il s'agit d'engagements de la société civile uniquement.

- La société civile en tant que moteur du Forum : la jeunesse à l'honneur

Avant le début du Forum Génération Égalité, l'accent semblait déjà porté sur l'importance de placer la jeunesse au centre du processus à travers la mise en place au préalable d'un « Groupe de travail jeunesse » ou « Youth task force » composé de jeunes leaders. Dès la cérémonie d'ouverture du Forum, une jeune activiste prend la parole, invitée à la table du Président hôte, Emmanuel Macron, de la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka et du Secrétaire général

des Nations unies, Antonio Guterres. Shantel Marekera, l'une des 39 leaders du Groupe de travail jeunesse du Forum et fondatrice de la fondation zimbabwéenne Little Dreamers donne le ton d'une réunion mondiale où la jeunesse fait entendre ses revendications devant les décideurs politiques et financiers : « Nous avons fini de parler. Nous avons besoin d'un changement transformateur, d'un changement qui soit visible par tous. Nous voulons que les femmes et les filles remarquent qu'un certain changement est en train de se produire. Nous vous tiendrons responsables de vos engagements.¹⁷⁸ »

Cette jeunesse a su être au rendez-vous de l'égalité des genres, sur l'ensemble des thématiques portées par les six coalitions d'action du Forum Génération Égalité. Issue du monde entier, la jeunesse s'est montrée active et extrêmement diverse lors du Forum Génération Égalité. Les engagements des organisations de jeunes, au nombre de 97, abordent des thèmes bien précis tels que l'importance de la santé mentale, du networking dans les carrières STIM et de la création d'espaces sympathisants LGBTI+. Les 94 organisations dirigées par la jeunesse ont donc exposé leurs revendications spécifiques au sein d'un dialogue intergénérationnel intense, incarné lors de la cérémonie d'ouverture du Forum à Paris entre l'ancienne secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton, l'une des figures clés de la Conférence de Pékin, et la jeune militante chilienne pour le climat, Julieta Martinez, qui s'est exprimée au nom de toutes les jeunes filles qui luttent pour leurs droits et demeurent invisibilisées. Elle a déclaré : « Nous ne pouvons pas nous contenter d'inviter des filles pour la photo ou pour des discours inspirants. Nous devons faire partie de la conversation.¹⁷⁹ » Il faut également noter la présence de jeunes leaders au sein des coalitions d'actions, originaires de pays dont les gouvernements n'ont pris aucun engagement financier. Cela exprime la force d'un activisme jeune, dynamique, pleinement mobilisé pour l'égalité des genres au sein du Forum.

¹⁷⁸ Marekera Shantel, Cérémonie d'ouverture du Forum Génération Égalité, 30 juin 2021.

¹⁷⁹ *Ibid.*

- Le rétrécissement du champ d'action et des libertés des mouvements de défense des droits humains de la société civile

« Auparavant, nous nous battions pour obtenir des droits ; aujourd'hui, nous luttons pour qu'ils ne nous soient pas repris¹⁸⁰ », a déclaré la professeure et activiste brésilienne Cecilia Sardenberg. De nombreux États mettent en œuvre stratégiquement une violence contre les minorités de genre et n'hésitent pas à restreindre leurs droits, ainsi, aucun droit, pas même les droits fondamentaux, ne sont acquis pour les femmes¹⁸¹. Pour Kamala Harris, vice-présidente des États-Unis, l'égalité renforce la démocratie¹⁸². La lutte des défenseuses des droits humains (DDH) en ce sens est cruciale. Elles sont confrontées à des violences et à un retour de bâton « sans précédent, y compris des violences mortelles et des assassinats ciblés¹⁸³ », en particulier dans les régions du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord (MENA) et de l'Asie. L'espace civique vital au combat des DDH pour les droits des femmes se referme rapidement, sous l'influence du conservatisme et de l'extrémisme grandissants. En Afghanistan, les DDH pris.e.s pour cible par les talibans sont contraint.e.s d'entrer dans la clandestinité et vivent sous la menace d'être arrêté.e.s

180 Molyneu Maxine, Dey Adrija, A. C. Gatto Malu et Rowden Holly, « Feminist activism 25 years after Beijing », *Gender & Development*, 2020, <https://doi.org/10.1080/13552074.2020.1750140>

181 Nous avons déjà cité la quasi-interdiction de l'avortement en Pologne, le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul, citons encore la situation actuelle en Afghanistan, où les femmes se voient progressivement retirés tous leurs droits à la participation à la vie sociale, économique et politique. Source : France 24, « Avec le retour des talibans, quel avenir pour les femmes et les fillettes en Afghanistan ? », 16 août 2021, <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20210816-avec-le-retour-des-taliban-quel-avenir-pour-les-femmes-et-les-fillettes-en-afghanistan>

182 Discours de Kamala Harris, Vice-présidente des États-Unis d'Amérique, lors de la cérémonie d'ouverture du Forum

183 Discussion « Défendre et revendiquer les droits des femmes dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique et d'extrémisme croissant », le 30 juin 2021 à 11h40 sur la plateforme du FGE, avec Zubaida Akbar (Afghanistan), Razan El Moghrabi (Libye), Shiva Nazar Ahari (Iran), Marilyn Tadros (Égypte)

et/ou torturé.e.s¹⁸⁴. Employant les réseaux sociaux pour dénoncer des États dictatoriaux, les DDH s'efforcent d'utiliser des brèches dans leur contrôle accru pour continuer leur combat. « Nous luttons pour notre survie¹⁸⁵ », déclare Shiva Nazar Ahari, une militante iranienne des droits humains, emprisonnée à plusieurs reprises par le gouvernement iranien.

La menace pesant sur les DDH et les mouvements de femmes causée par les structures patriarcales est souvent justifiée « au nom de valeurs familiales, de religion, de sécurité nationale, de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ou même pour mettre en avant la promotion de la paix¹⁸⁶ ». En novembre 2020, les autorités égyptiennes ont placé en détention provisoire plusieurs DDH, accusé.e.s d'avoir rejoint des groupes terroristes et de diffuser des informations fausses et dangereuses pour la sûreté publique et les intérêts de l'Égypte¹⁸⁷. Des faits analogues ont été rapportés en Iran, où en novembre 2019 des activistes, avocat.e.s et DDH, qui manifestaient pacifiquement, ont été arrêté.e.s, sous prétexte de non-respect de l'ordre et de la sécurité¹⁸⁸. Dans les États autoritaires qui subissent des sanctions économiques de la part des institutions étatiques ou internationales, les militant.e.s sont soumis.e.s à une condition économique largement dégradée. Il.elle.s risquent des peines de prison à l'issue de procès inéquitables, des exécutions extra-judiciaires et s'inquiètent des répercussions pour

184 Amnesty international, « Afghanistan : comment les talibans s'attaquent aux droits humains », septembre 2021, <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/afghanistan-comment-les-talibans-attaquent-droits-humains>

185 Shiva Nazar Ahari, Discussion « Défendre et revendiquer les droits des femmes dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique et d'extrémisme croissant », le 30 juin 2021 à 11h40 sur la plateforme du FGE

186 Discussion « Défendre et revendiquer les droits des femmes dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique et d'extrémisme croissant », le 30 juin 2021 à 11h40 sur la plateforme du FGE, avec Zubaida Akbar (Afghanistan), Razan El Moghrabi (Libye), Shiva Nazar Ahari (Iran), Marilyn Tadros (Égypte)

187 Sallon Hélène, « En Egypte, une nouvelle offensive contre la société civile », Le Monde, novembre 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/20/en-egypte-une-nouvelle-offensive-contre-la-societe-civile_6060473_3210.html

188 Human rights Watch, « Iran: Relentless Repression of Dissent », janvier 2021, <https://www.hrw.org/news/2021/01/13/iran-relentless-repression-dissent>

leur famille. Les DDH sont coutumier.ère.s des discours de haine à leur encontre ainsi que des menaces de mort. Les plateformes et espaces en ligne, dont les réseaux sociaux, cruciaux pour sensibiliser et mobiliser le grand public, sont aussi le lieu de multiples violences. À ce propos, Razan El Moghrabi, militante féministe libyenne, dénonce de nouvelles stratégies étatiques de persécutions envers les militantes : nouvelles lois, campagnes de diffamation, exclusion, marginalisation, publication de détails personnels, surveillance accrue grâce à l'utilisation de technologies importées d'Europe et des États-Unis¹⁸⁹, par exemple, la technologie de Raven¹⁹⁰ ou le logiciel Pegasus¹⁹¹, qui visent les données personnelles des DDH au profit d'un ciblage pour certains États.

- Le secteur privé : bailleur de fonds incontournable à l'influence inquiétante

Le secteur privé est l'un des protagonistes du FGE, grâce à son investissement financier massif dans les différentes coalitions d'action et ses engagements pris en faveur de l'égalité des genres. L'exemple de la Fondation Bill & Melinda Gates, qui s'est engagée à hauteur de 2,1 milliards de dollars pour le leadership des femmes, la santé reproductive et l'autonomisation économique, est édifiant. La Fondation investit depuis vingt ans dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités de santé, de genre, ou encore économiques via de nombreuses ONG et associations d'intérêt général telles qu'Equipop, Technoserve, Farm

189 Discussion « Défendre et revendiquer les droits des femmes dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique et d'extrémisme croissant », le 30 juin 2021 à 11h40 sur la plateforme du FGE, avec Zubaida Akbar (Afghanistan), Razan El Moghrabi (Libye), Shiva Nazar Ahari (Iran), Marlyn Tadros (Egypte).

190 Schectman Joel et Bing Christopher, « Ex-U.S. intel operatives admit hacking American networks for UAE », REUTERS, 15 septembre 2021, <https://www.reuters.com/world/us/american-hacker-mercenaries-face-us-charges-work-uae-2021-09-14/>

191 Nations unies, ONU Info, « Pegasus : des lois conformes aux droits de l'homme sont nécessaires pour réglementer les logiciels espions », 20 juillet 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/07/1100402#:~:text=La%20cheffe%20des%20droits%20de,journalistes%20et%20des%20responsables%20politiques.>

Concern International, FANRPAN¹⁹², qui travaillent dans des domaines comme la santé globale, l'assistance au développement et l'aide d'urgence. Pourtant, l'ONG CNCD-11.11.11, impliquée dans la coopération au développement et la solidarité internationale, critique le fonctionnement de la Fondation, jugée trop ancrée dans des logiques d'entreprise et active en particulier dans la distribution de médicaments dans les pays du Sud, ce qui bénéficierait surtout aux maisons pharmaceutiques¹⁹³.

Le rôle grandissant du secteur privé suscite, en effet, des inquiétudes, tant de la part des États que de la société civile. Par son pouvoir financier, il entre directement en concurrence avec les États. En revanche, il n'est pas, par définition, garant de l'intérêt général, mais poursuit un objectif de profit. Selon Nicolas Rainaud, co-responsable plaidoyer international de l'ONG Equipop, le recours au secteur privé tend à déresponsabiliser les acteurs étatiques face aux citoyen.ne.s alors qu'il demeure du rôle des pouvoirs publics de financer des répertoires d'action en faveur de l'égalité des genres¹⁹⁴. Les OSC mettent en valeur aussi le risque de *pinkwashing* et/ou de féminisme *washing*, puisque de nombreuses entreprises et multinationales cherchent à se créer une image soucieuse de l'égalité dans un objectif purement marchand¹⁹⁵. Cependant, Nicolas Rainaud, estime qu'il demeure primordial d'inclure le secteur privé dans les discussions. L'inclusion financière des femmes doit passer par les banques, les intégrer à l'action pour l'égalité est donc indispensable. En outre, les entreprises privées ou encore les fondations peuvent grandement contribuer à l'agenda de l'égalité, grâce à leurs moyens financiers et d'influence. En outre, elles se sont montrées fiables lorsqu'il

192 Bill et Melinda Gates Foundation, « Committed grants database », Gates Foundation <https://www.gatesfoundation.org/about/committed-grants>

193 Pollet Jean-François, « La Fondation Gates ou la charité (mal) ordonnée », CNCD 11.11.11, mars 2014, <https://www.cncd.be/La-Fondation-Gates-ou-la-charite>

194 Entretien avec Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international d'Equipop et membre du Haut Conseil à l'Égalité, le 28 octobre 2021

195 Bouanchaud Cécile, « Le terme de *pinkwashing* revêt une dimension négative, avec l'idée d'hypocrisie des marques », Le Monde, 26 juin 2021, https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/06/26/le-terme-de-pinkwashing-revet-une-dimension-negative-avec-l-idee-d-hypocrisie-des-marques_6085781_3224.html

s'agissait de tenir les promesses avancées : chez Equipop, les bailleurs issus du secteur privé permettent une grande liberté dans la conduite des projets qu'ils financent¹⁹⁶. Par ailleurs, les États, aussi volontaires soient-ils dans leurs engagements, sont soumis à de plus lourdes contraintes budgétaires et financières, ce qui peut compromettre leur engagement financier effectif.

La faible représentation des entreprises multinationales au Forum, comparée au nombre d'entre elles qui se clament féministes et vantent leur action en faveur de l'égalité des genres à travers des chartes notamment, a été soulignée lors d'un entretien avec Fabrice Ferrier, directeur de Focus 2030. Même si les entreprises multinationales ne doivent pas être directement impliquées dans la gouvernance des institutions étatiques, elles auraient dû se battre pour être présentes, car leur contribution à la réalisation de l'égalité des genres est indispensable¹⁹⁷.

Trois exemples d'initiatives prises par les acteurs en présence

Organisations internationales

Fonds Malala (UNESCO)

Fournir au moins 20 milliards de dollars de financement aux activistes féministes pour l'éducation des filles.

ONU Femmes (sur initiative du gouvernement mexicain)

Étendre l'Alliance mondiale pour les soins (plus de 39 États).

FIDA

500 millions de dollars pour la promotion de la justice climatique et le genre.

196 Entretien avec Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international d'Equipop et membre du Haut Conseil à l'Égalité, mené le 28 octobre 2021

197 Entretien mené avec Fabrice Ferrier, directeur général de Focus 2030, et Caroline de Crémoux, chargée de programmes pour Focus 2030, le 21 octobre 2021."

■ Quels engagements pour transformer la vie des femmes ?

États

Kenya

Créer une stratégie nationale et allouer des ressources pour prévenir et répondre à la violence sexiste.

Canada

Investir dans des systèmes de soins au profit des femmes et des filles.

Géorgie

Mener une réforme législative sur la définition juridique du viol.

Organisations philanthropiques

Open Society Foundation

Consacrer au moins 100 millions de dollars sur 5 ans au financement de la mobilisation et du leadership politiques féministes.

Fondation Ford

420 millions de dollars pour lutter contre les menaces qui pèsent sur les droits des femmes en raison du Covid-19.

Children's Investment Fund Foundation

500 millions de dollars pour les DSSR.

Organisations de la société civile

Raise Your Voice Sainte-Lucie

Collaborer avec des ONG des Caraïbes pour plaider en faveur de la reconnaissance de la communauté des LGBTI+ et pour entreprendre une réforme législative à l'échelle de la région afin de minimiser les discriminations.

Data2X soutenue par PayPal

Créer un microsite pour présenter et analyser les données sur le genre et les héberger sur un seul support.

Equality Fund

90 millions de dollars pour soutenir le leadership et les mouvements féministes.

Entreprises du secteur privé

P&G

- Faire progresser la justice économique et les droits des femmes à travers sa chaîne de valeur mondiale en allouant 10 milliards de dollars à des entreprises détenues et dirigées par des femmes d'ici à 2025.
- Créer un partenariat sur 3 ans avec l'ONG Promundo pour lutter contre la VBG.

PayPal

100 millions de dollars pour promouvoir l'émancipation économique des femmes.

Les engagements n'étaient pas que financiers, mais aussi politiques, de plaider et programmatiques. Les projets de conventions internationales ou leurs ratifications ont reçu le soutien de divers acteurs et ont fait l'objet d'un travail intense de plaider par des organisations de la société

civile et des institutions internationales. Ces organisations et institutions encouragent les États à les ratifier¹⁹⁸. La Convention n° 190 sur la violence et le harcèlement de l'Organisation Internationale du Travail, adoptée en 2019 et entrée en vigueur récemment le 25 juin 2021¹⁹⁹, fait l'objet d'un tel plaidoyer. La création d'une convention internationale pour une lutte internationale contre les violences sexuelles lors des conflits²⁰⁰, est plébiscitée par Denis Mukwege, gynécologue et militant des droits humains congolais²⁰¹.

Enfin, certains États ont présenté des projets de réformes politiques (la création d'organismes spécifiques pour lutter contre la VBG en Afrique du Sud), judiciaires (la Géorgie et la définition pénale du viol), ainsi que des plans économiques ou sociaux (alliance des soins mexicaine). Des organisations de la société civile ou philanthropiques se sont engagées à intensifier leur plaidoyer auprès des pouvoirs publics.

Pour conclure sur les engagements annoncés lors du FGE, il apparaît que le montant total des engagements formulés représente environ 36 milliards de dollars²⁰², un montant proche de celui annoncé par ONU Femmes. La coalition portant sur les droits socio-économiques arrive en tête des coalitions les plus financées, suivie par celles sur les DSSR,

198 La ratification désigne l'acte international par lequel un État indique son consentement à être lié par un traité ou une convention internationale.

199 La Convention C190 – Convention (n° 190) de l'Organisation Internationale du Travail sur la violence et le harcèlement, adoptée en 2019 et entrée en vigueur le 25 juin 2021, n'a été ratifiée que par huit États. Source : https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/?p=NORMLEX-PUB:11300:0::NO::PI1300_INSTRUMENT_ID:3999810

200 Cette convention n'existe pas, mais ces crimes sont a priori punissables en application du droit de Genève et sanctionnés par le traité instituant la Cour pénale internationale, ratifiés par un large nombre d'États.

201 Denis Mukwege est médecin gynécologue en République Démocratique du Congo et Prix Nobel de la paix en 2018. Source: Le Monde, « Denis Mukwege, prix Nobel de la paix: "Il faut une convention internationale pour éliminer l'usage du viol comme arme de guerre" », 30 juin 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/30/denis-mukwege-il-faut-une-convention-internationale-pour-eliminer-l-usage-du-viol-comme-arme-de-guerre_6086289_3212.html

202 Il faut prendre en compte la marge d'erreur existante au vu des informations disponibles au sujet des engagements financiers pris lors du Forum Génération Égalité.

la VBG, le leadership féministe, l'action des féministes en faveur de la justice climatique et enfin les technologies et l'innovation au service de l'égalité des genres. La coalition portant sur les DSE représente les droits les plus consensuels, même lorsque des États sont hostiles à l'avancée des droits des femmes, peu s'opposent frontalement à l'autonomisation économique des femmes. En effet, cette autonomisation permet, notamment, une augmentation du PIB national de nombreux États²⁰³. En revanche, on ne peut en dire de même pour les DSSR, même s'ils sont au cœur de la deuxième coalition la plus financée, ils demeurent parmi les droits les plus combattus sur le plan international. Au niveau régional, les engagements sont largement financés par le continent américain, suivent le continent européen et l'Afrique. Le continent asiatique, le Moyen-Orient, ainsi que l'Océanie se sont comparativement largement moins mobilisés que les autres régions.

203 Groupe des Nations unies pour le développement durable, « Égalité des genres et autonomisation des femmes », 2021, <https://unsdg.un.org/fr/2030-agenda/universal-values/gender-equality-and-womens-empowerment>

Partie III. Entre effets d'annonce et réalité : que peut-on attendre de l'après Forum Génération Égalité ?

Peu après la fin de son mandat de huit ans en tant que Directrice exécutive d'ONU Femmes²⁰⁴, Phumzile Mlambo-Ngcuka a regretté le manque de ressources dédiées à la lutte contre les inégalités de genre, reconnaissant que les gouvernements seuls ne pouvaient résoudre celui-ci²⁰⁵. Le Plan Mondial d'Accélération pour l'égalité femmes-hommes pour les cinq années à venir a été financé à hauteur de 40 milliards de dollars, dont « 21 milliards issus des gouvernements, 13 milliards du secteur privé, 4,5 milliards provenant de fondations et 1,3 milliard d'organisations internationales ou régionales²⁰⁶ ». À cet égard, le FGE a partiellement réussi à réunir les acteur.ice.s capables de financer et de mobiliser leur capacité de plaidoyer pour faire avancer l'agenda de l'égalité des genres. Le FGE était-il vraiment le sommet international féministe transformateur attendu depuis 26 ans ? Des incertitudes persistent.

204 Le secrétaire général de l'ONU A. Guterres a nommé la jordanienne Sima Sami Bahous à cette position le 13 septembre dernier, Nations unies, « Le Secrétaire général nomme Mme Sima Sami Bahous, de la Jordanie, Directrice exécutive d'ONU-Femmes », 13 septembre 2021, <https://www.un.org/press/fr/2021/sga2062.doc.htm-0>

205 AP, « UN Women hopes to promote gender equality, see more female leaders in 5 years with \$40bn », Economic Times, 20 août 2021, https://economictimes.indiatimes.com/magazines/panache/un-women-hopes-to-promote-gender-equality-see-more-female-leaders-in-5-years-with-40-bn/articleshow/85483373.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst

206 ONU Femmes France « Retour sur le Forum Génération Égalité », Actualités, 12 juillet 2021, <https://www.onufemmes.fr/nos-actualites/2021/7/12/retour-sur-le-forum-generation-egalite>

A. Transformer les volontés politiques en actes : l'indispensable suivi des engagements

Tenter d'analyser les conséquences et les retombées des engagements dans le futur est un exercice complexe. Déclaratoires, non innovants, confus, un nombre significatif des engagements annoncés lors du Forum pourraient être difficiles à budgétiser et donc à mettre en œuvre. Ceux budgétisés peuvent quant à eux se révéler difficilement atteignables par les pays concernés. La société civile craint que les 40 milliards de dollars²⁰⁷ ne soient pas suffisants, dans un premier temps, pour surmonter les effets de la crise sanitaire et dans un second temps pour atteindre l'égalité des genres. Les acteurs étatiques au FGE sont trop peu nombreux pour que leurs actions ne puissent bénéficier à tou.te.s : 68 États ont participé au Forum, sur 193 constituant la société étatique internationale. Par ailleurs, les budgets de tous les États du monde sont grevés d'une dette alourdie par les conséquences du Covid-19²⁰⁸, un argument invoqué par certains pays afin de reléguer la lutte pour l'égalité des genres au second plan²⁰⁹.

40 milliards de dollars, est-ce une somme dérisoire au vu des défis en matière d'égalité des genres dans le monde ? Pour Fabrice Ferrier ce n'est pas le cas : « 40 milliards de dollars constituent une somme importante. Décaisser autant d'argent est extrêmement complexe (...) 40 milliards de dollars, c'est sensiblement un tiers de toute l'aide au développement dans le monde, pour financer six coalitions d'actions visant à réaliser l'égalité des genres²¹⁰ ». À titre

207 Wodon Quentin, De La Brière Bénédicte, « Unrealized Potential: The cost of gender equality : The High Cost of Gender Inequality in Earnings », Global Partnership, 2018, <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/2018-05-the-cost-of-gender-inequality.pdf>

208 Jones Marc, « Le COVID-19 a alourdi la dette mondiale de 24.000 milliards de dollars en 2020, selon l'IIF », La Tribune, 17 février 2021, <https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KBN2AH2IO/le-covid-19-a-alourdi-la-dette-mondiale-de-24-000-milliards-de-dollars-en-2020-selon-l-iif.html>

209 Représentante de FEMNET, réseau de développement et de communication des femmes africaines lors du webinaire de l'ONU Femmes « 76th UNGA – Convening on the Action Coalitions Future and Five-Year Journey », 29 septembre 2021.

210 Entretien mené avec Fabrice Ferrier, directeur général de Focus 2030, et Caroline de Crémoux, chargée de programmes pour Focus 2030, le 21 octobre 2021."

de comparaison, le fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, fondé sur l'objectif précis de diviser par deux le nombre de malades, est doté de 14 milliards de dollars sur trois ans²¹¹.

Par ailleurs, les alternances gouvernementales pourraient jouer un rôle dans le maintien ou non de ces engagements. À titre d'exemple, les États-Unis sous Donald Trump s'opposaient à toute discussion internationale en matière de DSSR, mais l'investiture de l'administration de Joe Biden a permis la participation des États-Unis au Forum et permettra sans doute la prise d'engagements futurs, et surtout leur concrétisation, sur cette thématique. La France a annoncé l'allocation de 100 millions d'euros pour promouvoir les DSSR, mais il demeure impossible de savoir si ce soutien sera maintenu par un.e président.e nouvellement élu.e en 2022.

Certains engagements ont été définis ainsi que budgétisés, comme le plan de relance du Canada (30 milliards de dollars canadiens sur cinq ans pour financer les services de garde d'enfants, 601,3 millions de dollars canadiens sur cinq ans pour la lutte contre la VBG)²¹². Des objectifs qualitatifs et quantitatifs ont donc été présentés (nombre de femmes bénéficiaires, temporalité de la mise en œuvre) et une évaluation des effets du programme sera prévue.

Les investissements et les actions promises s'appliqueront à des niveaux d'action différents, au niveau local, national, régional ou global. Sur le plan régional, en Afrique, l'OSC Mouvement Mondial Des Femmes Leaders Panafricaines alliées à « d'autres organisations », travaillera au renforcement des droits de la femme et sur le rôle crucial du travail décent pour une reprise équitable et durable. Elle s'engagera dans un projet de développement sur le redressement des effets du Covid-19 sur les femmes en Afrique. Se fondant « sur les droits humains y compris

211 *Ibid.* 211

212 Gouvernement du Canada, « Le gouvernement du Canada dévoile les noms des organismes bénéficiaires du Fonds de réponse et de relance féministes 100 millions de dollars », juillet 2021, <https://www.canada.ca/fr/femmes-egalite-genres/nouvelles/2021/07/le-gouvernement-du-canada-devoile-les-noms-des-organismes-beneficiaires-du-fonds-de-reponse-et-de-relance-feministes-100millions-de-dollars.html>

les droits fondamentaux au travail et orienté vers la promotion et la protection des droits humain », ce projet œuvrera pour que ces droits « soient intégrés dans les politiques et les stratégies adoptées par les parties prenantes pour sortir de la crise²¹³ ».

Parfois transversaux, certains engagements adressent des jeux communs à plusieurs coalitions d'action et plusieurs régions du monde. C'est le cas de l'OCDE, qui s'engage à soutenir les gouvernements, les entreprises privées, les organisations philanthropiques et les autres parties prenantes, par des analyses factuelles et des données sur le genre, permettant des analyses comparatives au niveau international, afin d'améliorer l'élaboration et le suivi des politiques²¹⁴. L'on note que cet engagement, non chiffré, concerne quatre coalitions d'action : les VBG, l'action des femmes pour la justice climatique, les technologies et le leadership féministe. Cet engagement est en outre particulièrement flou, ne contenant pas d'objectifs quantitatifs ou qualitatifs.

Des alliances interétatiques prometteuses ont été présentées, telles que celle entre les gouvernements du Burkina Faso, du Bénin, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Togo pour développer des engagements communs liés à l'éducation complète à la sexualité, bien qu'elle soit nommée « éducation à la vie familiale » pour des raisons de tabous sociétaux, à la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, et à la poursuite du changement juridique et social pour mettre fin à la violence sexiste, y compris les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants. Bien qu'il ne soit pas financé, cet engagement présente un intérêt : celui d'un partenariat régional, qui permet une cohérence entre les différentes politiques nationales des États impliqués.

Certains États ont été très actifs dans une ou plusieurs coalitions données, au détriment d'autres. Le Canada est ainsi très impliqué dans la coalition pour lutter contre les violences basées sur le genre, mais

213 Carte des engagements du Forum, <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

214 *Ibid.*

n'a pas formulé d'engagement pour la coalition de l'action des femmes pour la justice climatique, malgré sa forte implication dans la diplomatie environnementale internationale. Les projets canadiens dans cette dernière ont été formulés par la société civile. Cette coalition prend en compte des préoccupations relativement nouvelles dans la société civile internationale et ses liens avec l'égalité des genres en font une thématique capitale pour l'avenir commun. En conséquence, l'absence criante de certains États au sein de la coalition ne permet pas de la considérer comme pleinement soutenue.

Par ailleurs, toutes les coalitions d'action n'ont pas reçu le même soutien, que ce soit en termes de montant financier, du nombre d'engagements ou d'acteur.ice.s impliqué.e.s. Certaines coalitions semblent délaissées, les coalitions de l'AFJC et des technologies sont largement moins financées, et des acteur.ice.s clés y sont absents, comme la Chine et l'Australie. Enfin, l'engagement de contribution à hauteur de 1 % du PIB de chaque État n'a pas été atteint, malgré la forte recommandation de la société civile. Le PIB mondial pour l'année 2019 atteignait les 84 966 milliards de dollars²¹⁵. En application de cette recommandation, le financement de l'égalité des genres à 1 % du PIB mondial représenterait près de 84,9 milliards de dollars, soit bien loin des 40 milliards annoncés lors du FGE.

Le montant qui sera versé n'est pas toujours défini dans les engagements, ou encore le nombre ou l'identité des bénéficiaires : associations, femmes, une catégorie de femmes, l'ensemble de la population ? Ces objectifs seront-ils chiffrés à l'avenir ? D'autres engagements sont au contraire particulièrement précis, c'est le cas de l'action promise dans la coalition des VBG par la Fondation Kering, une organisation philanthropique, qui souhaite « consolider son soutien aux associations spécialisées ainsi qu'aux associations de terrain qui travaillent avec les jeunes et soutiennent l'insertion économique des femmes survivantes. Au cours des trois prochaines années, la Fondation Kering s'engage à poursuivre son appui à six organisations nationales spécialistes des violences conjugales et

215 Banque Mondiale, Graphique : PIB mondiaux depuis 2010, <https://donnees.banque-mondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD>

six fonds pour les femmes pour un total de 1,7 millions d'euros²¹⁶ ». Cependant, il convient de noter que cet engagement présente en réalité des travaux et partenariats antérieurs, ne revêtant ainsi pas de caractère innovant.

Lorsque l'objectif est déterminé, les moyens mis en œuvre pour y parvenir manquent parfois. S'ils sont chiffrés, les engagements ne déterminent pas toujours le montant alloué et/ou la coalition concernée. Parfois des engagements apparaissent largement financés, mais les actions à mener ne sont pas précisées. En témoigne l'engagement programmatique du gouvernement salvadorien, dont le ministère de l'éducation, de la science et de la technologie apporte un soutien à hauteur de 323 723 dollars mais dans un but relativement vague : « partager les bonnes pratiques du Salvador en matière de transformation technologique et d'innovation et l'impact de cette évolution sur la réduction de la fracture numérique entre les sexes dans le domaine de l'éducation²¹⁷ ». Ces projets, l'identité de leurs acteurs, leurs conditions d'application, notamment concernant l'attribution des fonds, sera-t-elle précisée par la suite ? Nous ne sommes pas en mesure, pour l'instant, de répondre à ces interrogations, pourtant déterminantes pour la réalisation des engagements pris lors du FGE.

216 Carte des engagements du FGE, <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

217 *Ibid.*

B. L'absence de redevabilité : l'obstacle majeur à l'effectivité des promesses du FGE

ONU Femmes, dans son rôle de secrétariat des coalitions d'action du FGE, doit produire un rapport annuel qui suivra la mise en œuvre des engagements pour 2023, soit à mi-parcours du calendrier de mise en œuvre des engagements. En octobre 2021, soit quatre mois après la tenue du Forum Génération Égalité, le mécanisme de redevabilité d'ONU Femmes n'a pas encore été présenté. Il était prévu que ce plan fasse l'objet d'un événement en marge de la 76^e Assemblée Générale de l'ONU²¹⁸, qui s'est tenue du 14 au 30 septembre dernier. Présenter le cadre de redevabilité du FGE après l'événement n'apparaît pas « tout à fait logique²¹⁹ », selon Nicolas Rainaud, les engagements présentés devant être pensés selon les critères repris dans le cadre de redevabilité. Le 29 septembre 2021, une réunion sur l'avenir et le parcours quinquennal des coalitions d'action était organisée par ONU Femmes²²⁰. Lors de cette réunion, les porteur.euse.s d'engagements des coalitions d'action étaient invité.e.s à partager leur vision de la redevabilité qui devrait être instituée : inclusive, transformative, intergénérationnelle. L'objectif des coalitions d'action du Forum est de « changer la vie des femmes et des filles²²¹ » et parce que les droits des femmes sont fondamentaux, la redevabilité des acteurs qui s'engagent à les promouvoir doit être rigoureusement définie et appliquée.

218 ONU Femmes France « Retour sur le Forum Génération Égalité », 12 juillet 2021, <https://www.onufemmes.fr/nos-actualites/2021/7/12/retour-sur-le-forum-generation-egalite>

219 Entretien avec Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international d'Equipop et membre du Haut Conseil à l'Égalité, mené le 28 octobre 2021.

220 ONU Femmes Webinaire « 76th UNGA – Convening on the Action Coalitions Future and Five-Year Journey », 29 septembre 2021

221 *Ibid.*

- Les mécanismes de redevabilité onusiens : comment fonctionnent-ils ?

Des mécanismes de redevabilité sont généralement instaurés pour faire respecter les obligations internationales contenues dans les traités onusiens. Pour Ban Ki Moon, ancien Secrétaire général des Nations unies, « les normes élevées, la confiance dans l'humanité et l'espoir en l'avenir exprimés dans les instruments des Nations unies relatifs aux droits de la personne exigent la mise en place de mécanismes robustes de redevabilité pour assurer la réalisation de ces droits²²² ».

Les définitions de la redevabilité varient. Elles renvoient souvent au fait de rendre-compte, d'être responsable. En revanche, les différentes approches, horizontales, verticales ou intégratives de la redevabilité, reflètent une variété de responsabilités. Envers qui, dans quelles conditions et sur quelle temporalité ? La redevabilité est un enjeu de confiance : « les détenteurs du pouvoir "rendent compte" de l'emploi qu'ils ont fait de la confiance placée en eux par le public et des deniers de l'État²²³ ».

Dans un modèle triangulaire de l'autorisation, l'évaluation et la correction, les décideurs politiques donnent des directives et des ressources au fournisseur du service public, examinent son action, et le sanctionnent éventuellement. Le public, lui, manifeste sa satisfaction ou son insatisfaction à travers sa participation au processus électoral et ses actions de lobbying. La redevabilité s'exerce sur chacun des acteurs. La redevabilité a également une dimension verticale et horizontale. Alors

222 Ban Ki Moon, ex-Secrétaire général des Nations unies, UNIFEM Fonds de développement des Nations unies pour la femme « Les progrès des femmes à travers le monde 2008/2009 – Qui est responsable envers les femmes ? – Genre et redevabilité », 2008, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4a0977a42>

223 UNIFEM Fonds de développement des Nations unies pour la femme « Les progrès des femmes à travers le monde 2008/2009 – Qui est responsable envers les femmes ? – Genre et redevabilité », 2008 <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4a0977a42>

que le public élit les institutions détenant les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, ces trois pouvoirs sont responsables les uns devant les autres. Les rapports de l'administration publique et les audits publics leur permettent d'évaluer réciproquement leurs actions. Dans le cadre du FGE, que penser du fait qu'ONU Femmes présente un modèle de redevabilité concernant les engagements que l'organisation a elle-même plébiscitée ? Il est bel et bien prévu que le cadre de redevabilité soit mis en place par ONU Femmes.

- **L'évaluation des engagements : une étape indispensable pour une redevabilité concrète**

Au cœur de la redevabilité se trouve le suivi-évaluation de tous les engagements, financiers ou non, annoncés lors du Forum ONU Femmes. Il est sensible à la bonne évaluation des programmes visant à l'égalité des genres. Son Bureau indépendant d'évaluation²²⁴ (BIE) a publié en 2015 un manuel permettant aux parties prenantes de tels programmes de conduire une évaluation des projets sensible au genre de mi-parcours et finale²²⁵. Il doit s'agir d'une évaluation conduite de manière systématique et impartiale répondant à des objectifs et à des indicateurs clairement mesurables²²⁶. L'évaluation menée doit étudier à quel point le genre et les relations de pouvoir, causes structurelles des inégalités entre les femmes et les hommes, sont impactés à la suite d'une intervention en utilisant un processus inclusif, participatif et respectueux de toutes les parties prenantes (donateurs, bénéficiaires, etc.). L'évaluation elle-même contribue à la réalisation de l'égalité des genres : elle promeut la responsabilisation des États membres et le respect des engagements vis-à-vis de l'égalité des

224 Le BIE rend compte directement à la Directrice exécutive d'ONU Femmes en vue de sauvegarder son indépendance de gestion et de mener ses travaux en toute impartialité. Il est composé de spécialistes de l'évaluation basés à la fois au niveau du siège et dans les bureaux régionaux.

225 BIE, « Gestion des évaluations sensibles au genre – Manuel d'évaluation », 2015, <https://static1.squarespace.com/static/5c78efe065019f922db505cb/t/5c840135e5e5f02ba2e63a68/1552154945339/UN-Women-Evaluation-Handbook-fr.pdf>

226 *Ibid.*

genres, tout comme des droits humains. L'évaluation sensible au genre renforce la cohésion sociale et la communication entre toutes les parties prenantes (participant.e.s, gestionnaires de programme, évaluateur.e.s), y compris la société civile, en s'efforçant d'impliquer les citoyen.ne.s dans le processus d'évaluation.

Le problème majeur posé par le fait qu'ONU Femmes soit à l'origine du modèle de redevabilité du FGE tient dans ce que l'agence onusienne est composée et financée par les États membres des Nations unies²²⁷. Ainsi, les obstacles onusiens liés à l'hostilité vis-à-vis des droits des femmes connus depuis 26 ans risquent de se renouveler. C'est pour cette raison que la société civile militait pour qu'un véritable rôle de pilotage dans ce mécanisme de redevabilité soit garanti. Si ONU Femmes ne peut déployer des méthodes de pression sur les États membres et les entreprises privées concernant les engagements pris, la société civile a un rôle crucial à jouer en la matière.

Le « *double-counting*²²⁸ » constitue un autre obstacle à l'efficacité concrète du FGE. 40 milliards de dollars en faveur de l'égalité des genres semble être une impulsion financière substantielle, mais cela dépend en réalité des modalités de distribution de ce montant. Si l'argent est véritablement versé là où il est le plus nécessaire, à savoir dans les pays en voie de développement, et au bénéfice des communautés les plus défavorisées, cette distribution sera satisfaisante. Dans le cas contraire, l'objectif transformateur du Forum ne sera pas atteint. Il a été défini que les investissements promis par les acteurs du FGE soient additionnels : les bailleurs ne doivent pas « recycler » des sommes déjà allouées à des organismes nationaux ou internationaux, au risque de promettre une somme deux fois²²⁹.

Le format même du Forum comporte des difficultés au regard du modèle de redevabilité envisagé. Fabrice Ferrier rappelle que les États

227 Entretien mené avec Fabrice Ferrier, directeur général de Focus 2030, et Caroline de Crémoux, chargée de programmes pour Focus 2030, le 21 octobre 2021."

228 *Ibid.*

229 *Ibid.*

volontaires au FGE n'ont pas pour habitude de travailler ensemble, ni d'ailleurs de fonder collectivement leur action sur la réalisation de l'égalité des genres²³⁰. Pendant deux ans, une entité onusienne, sans mandat, a créé le FGE de toutes pièces, mais aucun des modèles préétablis au sein de l'ONU ne peut purement et simplement s'appliquer au Forum. En effet, au sein de l'ONU, la règle est claire : une nation, une voix. Au Forum, une partie de ses membres s'est focalisée sur l'égalité des genres. C'était « courageux, agile et pertinent politiquement²³¹ ». Cependant, il paraît inconcevable de donner la même force, la même voix, à une organisation de la société civile qu'à un État, en raison de leur différent pouvoir d'influence et d'impact. La variété des acteurs, issus du secteur privé, de la philanthropie, de la société civile ou garants de l'intérêt général, a le bénéfice d'avoir permis un Forum inclusif, au risque peut-être de sur-complexifier le mode de décision. Le choix de confier à moins d'acteurs la mission de qualifier les indicateurs d'évaluation pertinents (montants, nombre de personnes, reporting annuel...) aurait certes permis plus d'efficacité. Le format du FGE est inédit, il en ira donc de même pour son modèle de redevabilité : tout est à créer. Fixer un cadre et des indicateurs d'activité fondés sur les résultats sont des exercices complexes. La société civile a demandé que soient présentés des mécanismes de redevabilité clairs depuis un an et demi, sans réponse pour l'heure. À ce titre, le contact privilégié devant répondre à ces questions semblait être le secrétariat du FGE²³². Ce dernier a répondu que la tâche de définir ce cadre ne lui incombait pas, les questions de gouvernance, de redevabilité, de suivi des engagements relèveront bien du siège de l'ONU à New York aux États-Unis.

230 Entretien mené avec Fabrice Ferrier, directeur général de Focus 2030, et Caroline de Crémoux, chargée de programmes pour Focus 2030, le 21 octobre 2021."

231 *Ibid.*

232 *Ibid.*

- Les recommandations de la société civile pour la redevabilité

Il est impossible d'instaurer des mécanismes contraignants dans le cadre du FGE. Ce Forum, bien qu'organisé sous l'égide d'ONU Femmes, n'est pas un sommet onusien à proprement parler. Les promesses d'investissements ont été formulées sur le fondement de la volonté des acteurs. En cas d'inexécution des engagements pris – à savoir, l'absence de versement des fonds ou l'échec des actions – il paraît *a priori* difficile d'envisager des sanctions. Le mécanisme de redevabilité ne sera donc pas soumis à des sanctions, mais la société civile a formulé ses attentes quant à son contenu. Les organisations de la société civile demandent unanimement des mécanismes de responsabilité « intégrés, clairs, transparents, solides²³³ ». ONE, ONG de plaidoyer étasunienne qui lutte contre l'extrême pauvreté, suggère de s'inspirer du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO)²³⁴, un vaste partenariat multilatéral comprenant des États, des gouvernements locaux et des OSC, qui travaillent ensemble sur des plans d'action divers (santé, éducation, gouvernance numérique, etc.)²³⁵. Autre proposition intéressante, formulée par un groupe de travail de la société civile en amont du FGE, consiste en trois recommandations principales : « assurer une responsabilité fondée sur des principes ; permettre aux jeunes femmes, aux filles et aux personnes de genre non conforme dans toute leur diversité de diriger ; développer de manière participative un mécanisme de suivi imbriqué, indépendant et durable des résultats et des processus du FGE²³⁶ ». Les dialogues ont

233 Ahumada Claudia, « Repenser la responsabilité d'un point de vue féministe et de la jeunesse », IPPF, 2021, [https://www.ippfamr.org/sites/ippfamr/files/2021-07/French Repenser la responsabilite%CC%81.pdf](https://www.ippfamr.org/sites/ippfamr/files/2021-07/French%20Repenser%20la%20responsabilite%CC%81.pdf)

234 Legault Elise, « Des progrès, pas des promesses : Un mécanisme de redevabilité pour l'égalité des genres », ONE, 4 juin 2019, <https://www.one.org/canada/fr/blog/des-progres-pas-des-promesses-un-mecanisme-de-redevabilite-pour-egalite-des-genres/>

235 PGO, « Présentation », <https://www.opengovpartnership.org/fr/about/approach/>

236 Ahumada Claudia, « Repenser la responsabilité d'un point de vue féministe et de la jeunesse », IPPF, 2021, <https://www.ippfamr.org/sites/ippfamr/files/2021-07/French Repenser la responsabilite%CC%81.pdf>

également fait ressortir un souhait que les « rôles différenciés²³⁷ » des gouvernements, organisations de la société civile, mouvements féministes, réseaux et organisations de jeunes, agences onusiennes et secteur privé, se traduisent par des « responsabilités différenciées²³⁸ ».

Un mécanisme de redevabilité, fondé sur l'étude des impacts des engagements est ainsi indispensable à la crédibilité du Forum et des engagements. Selon Sarah Hendricks, Directrice de programme au sein de la division politique et intergouvernementale d'ONU Femmes, « le trajet dynamique des coalitions d'action a commencé avec une réflexion profonde sur le manque de progrès et de résultats du programme de Pékin, qui les a amenés à réfléchir à des coalitions d'action. Maintenant, nous sommes dans le moment du voyage devant assurer un cadre pour la redevabilité²³⁹ ». L'épineuse question de la redevabilité peut être posée ainsi : qui est responsable des droits des femmes que le FGE s'est donné pour mission de défendre ?

L'idée de définir un cadre de redevabilité par coalition d'action semble avoir été retenue²⁴⁰. Cette modalité permettrait d'adapter la redevabilité au plus près des engagements, une évaluation de l'impact des promesses là où elles doivent se réaliser. Ceci paraît pertinent, notamment lorsque l'engagement est émis par un État et vise à s'appliquer sur son territoire national. Cette redevabilité par coalition d'action ajoute cependant une strate de complexité à l'ensemble du schéma. Ce modèle a cependant parfois fait ses preuves par le passé, notamment en matière de santé

237 Legault Elise, « Des progrès, pas des promesses : Un mécanisme de redevabilité pour l'égalité des genres », ONE, 4 juin 2019, <https://www.one.org/canada/fr/blog/des-progres-pas-des-promesses-un-mecanisme-de-redevabilite-pour-legalite-des-genres/>

238 Ahumada Claudia, « Repenser la responsabilité d'un point de vue féministe et de la jeunesse », IPPF, 2021, [https://www.ippfamr.org/sites/ippfamr/files/2021-07/French Repenser la responsabilite%CC%81.pdf](https://www.ippfamr.org/sites/ippfamr/files/2021-07/French%20Repenser%20la%20responsabilite%CC%81.pdf)

239 ONU Femmes Webinaire « 76th UNGA – Convening on the Action Coalitions Future and Five Year Journey », 29 septembre 2021

240 Entretien mené avec Fabrice Ferrier, directeur général de Focus 2030, et Caroline de Crémoux, chargée de programmes pour Focus 2030, le 21 octobre 2021.'

materno-infantile²⁴¹. L'initiative du fonds Muskoka, mis en œuvre par l'Agence française de développement (AFD), en est un exemple²⁴².

- Les limites du format du FGE : le renforcement du schisme géopolitique et le risque d'instrumentalisation de l'égalité des genres

Ce sommet était-il la traduction d'une vraie volonté de changement, ou bien le reflet d'un opportunisme politique ? Les deux thèses peuvent être appuyées. Les acteur.ice.s rassemblé.e.s au FGE possèdent des divergences d'opinions et de visions. En témoigne l'absence de certaines problématiques à l'agenda des panels de discussion, telles que la prostitution, ou encore la situation des femmes immigrées sans papiers. La crainte de divisions a probablement poussé les organisateur.ice.s du FGE à limiter les sujets jugés clivants, face au risque d'affaiblir l'image d'unité des progressistes. Force est de constater que le Forum a tout de même réussi à susciter l'adhésion d'États dans lesquels la situation des femmes est particulièrement précaire, tels que le Burkina Faso ou encore le Mexique. Le but est bien de créer un effet de levier, permettant de renforcer la coopération, à l'avenir, en faveur des droits des femmes et des filles.

« Le nouveau multilatéralisme que nous devons construire aujourd'hui sera sans doute jugé sur notre capacité à promouvoir et défendre,

241 *Ibid.*

242 Ce fonds présente des similitudes avec le FGE, dans son format, puisqu'il fut créé à la suite du G8 en 2010, réunion tout aussi informelle que le Forum, à l'appel du Canada. Il est similaire également dans son but, dans le cadre de la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il fut donc décidé de mobiliser collectivement les fonds nécessaires pour y parvenir, sur cinq ans. Certes, seuls sept pays participaient à cette initiative, mais l'efficacité du modèle est saluée, les promesses ont été tenues. Un accord avait été trouvé sur le mode de calcul en fonction de l'objectif à atteindre : la méthodologie différenciait les financements accordés à des projets visant à réduire directement la mortalité maternelle et infantile, des initiatives y contribuant partiellement ou indirectement. Les ONG avaient alors exigé – et obtenu – une évaluation de la redevabilité annuelle, dans chaque pays hôte du G8.

ensemble, les droits des femmes et des filles²⁴³ », a déclaré le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Les enjeux sous-tendant ce nouveau multilatéralisme sont complexes. Si s'extraire des contraintes onusiennes permet d'avancer sur les droits des femmes, l'on peut craindre que le format et la stratégie du FGE ne présentent des risques. En effet, ce format bénéficie également aux États hostiles à l'égalité des genres. Exclus de fait, ils ne freinent certes plus les avancées possibles entre les États coopérants, mais au sein de l'ONU, la seule organisation de négociation rassemblant l'immense majorité des États du monde, le progrès reste impossible. Les décisions prises lors du FGE sont ainsi privées de caractère général. Avec le FGE, l'on assiste à une (re)mobilisation à deux vitesses : d'un côté, ceux qui avancent, de l'autre, ceux qui refusent de s'engager.

Le format inclusif du sommet lui confère certes une importante légitimité, mais par là même, les États continuent de se déresponsabiliser de la cause féministe. La société civile regrette d'ailleurs de n'avoir pas été plus intégrée dans le processus, leur rôle étant primordial dans la lutte pour l'égalité des genres. Son conseil est consultatif, et non pas décisionnaire. Il faut souligner l'incohérence à créer un format inclusif sans pour autant inclure les acteur.ice.s et les expert.e.s les plus actif.ive.s, à la hauteur de leur implication. Sous-financée, la société civile ne possède pas de pouvoir de mobilisation suffisant²⁴⁴ pour refuser purement et simplement ce statut. Les désaccords entre les organisations féministes fragilisent d'autant plus le bloc féministe. En effet, les mouvements féministes sont complexes tant ils évoluent rapidement, du fait du nombre toujours croissant de citoyen.n.es sensibilisé.e.s à l'égalité des genres. Cette tendance a un impact sur les mouvements militants, qui sont internationaux, divers et parfois opposés : intersectionnels ou non, radicaux ou libéraux,

243 ONU Info, « Le Forum Génération égalité au Mexique se conclut par de nouveaux engagements en faveur de l'égalité des sexes », 1^{er} avril 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/04/1093172#:~:text=%C2%AB%20Le%20nouveau%20multilat%C3%A9ralisme%20que%20nous,%2C%20Jean%20Yves%20Le%20Drian>.

244 Entretien avec Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international d'Equipop et membre du Haut Conseil à l'Égalité, mené le 28 octobre 2021

décoloniaux ou universalistes, etc. Les États réfractaires à l'égalité des genres usent de ces oppositions, les caricaturent et les diabolisent. Force est de constater qu'après 26 ans sans sommet international sur l'égalité des genres, une mobilisation intense de la société civile aurait permis d'accroître la pression sur les chefs d'États et de gouvernements en faveur d'un véritable changement. L'absence de culture internationale au sein du mouvement féministe, la dépolitisation croissante de multiples enjeux sous l'effet de l'ultra-libéralisme poussant au désengagement accru des pouvoirs publics, ou encore le désenchantement des citoyen.ne.s vis-à-vis du multilatéralisme actuel²⁴⁵ constituent autant de facteurs pour contribuer à expliquer les faiblesses de la mobilisation autour du FGE.

La tenue du FGE peut également servir à des fins électorales. En ce sens, pour assurer la redevabilité des porteurs d'engagements au Forum, « il faut en faire un enjeu diplomatique et électif²⁴⁶ », puisqu'une redevabilité efficace est strictement liée à l'introduction de sanctions ou à l'organisation d'élections. À moins d'un an de l'élection présidentielle en France, Emmanuel Macron a tout intérêt à mettre en valeur son bilan féministe. En réponse à l'importance grandissante des enjeux d'égalité en France, la rhétorique du gouvernement français consiste à dire que ce mandat a permis bien plus d'avancées que tous les autres précédents – avancées toutefois loin d'être à la hauteur du plaidoyer porté par la France sur la lutte pour les droits des femmes et l'égalité des genres. Par ailleurs, la participation au FGE d'États interdisant l'homosexualité ou ne luttant pas contre les violences basées sur le genre envers les femmes et les filles au niveau national, ne saurait témoigner d'un véritable engagement pour l'égalité des genres.

Le réel investissement de la diplomatie française, de ses réseaux diplomatiques dans le monde en amont du FGE, est salué par les membres

245 Nations unies, « Sondage ONU 75 : la santé, le climat et le multilatéralisme en tête des priorités des citoyens du monde », janvier 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/01/1086162>

246 Entretien avec Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international d'Equipop et membre du Haut Conseil à l'Égalité, mené le 28 octobre 2021

de la société civile. Cependant, les OSC soulèvent un problème de taille : le manque apparent de continuité du pilotage politique français vis-à-vis du FGE. Selon les éléments connus pour l'heure, la France n'est pas partie prenante en tant que gouvernement au sein du groupe consultatif mis en place par ONU Femmes pour assurer la redevabilité, alors même qu'elle co-présidait le Forum. Par ailleurs, le secrétariat du FGE français n'existe plus formellement depuis le mois de septembre, il n'a pas été reconduit. Le manque de ressources humaines est évoqué comme pouvant expliquer cet apparent désengagement rapide. Doit-on y voir un manque de volonté politique ?

Le FGE était un pari « nécessaire mais insuffisant²⁴⁷ ». Cependant, force est de constater que la diplomatie française s'est attelée à la tâche. On peut espérer voir ce pilotage français se poursuivre auquel cas le FGE demeurerait un « acte abstrait²⁴⁸ ». La société civile féministe dans son ensemble craint que le FGE n'ait été le lieu que de discours masquant des politiques nationales délétères pour les femmes et servant à défaire leur inquiétude concernant les blocages onusiens.

247 Entretien avec Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international d'Equipop et membre du Haut Conseil à l'Égalité, mené le 28 octobre 2021

248 *Ibid.*

Conclusion

Il semble évident que la particularité du contexte sanitaire, politique et institutionnel dans lequel s'est inscrit le Forum Génération Égalité n'a pas facilité sa mise en place. Peu médiatisé, ce grand rendez-vous mondial de l'égalité des genres, misant sur une approche multipartite et multisectorielle, se veut être l'expression d'un multilatéralisme renouvelé. De manière disparate, les six coalitions d'action du Forum ont fait émerger des engagements révélateurs d'une montée en puissance du secteur privé et du secteur philanthropique. Cependant, aucune des voix des parties prenantes au FGE n'a été unanime. La représentation pleine et entière de chaque secteur, public et privé, n'a su véritablement se concrétiser, malgré un large appel à la mobilisation par les réseaux diplomatiques français et mexicains. Les 40 milliards de dollars de promesses d'engagements financiers, montant inédit investi dans la lutte pour l'égalité des genres, restent hétérogènes dans leur chiffrage, et la réelle difficulté réside dans l'enjeu de redevabilité de ces engagements pour lesquels aucun plan n'a encore été établi par ONU Femmes.

Le format hybride de ce Forum, onusien sans l'être, aura ainsi pu mettre en évidence un monde à deux vitesses où des États s'engagent pleinement et où d'autres demeurent aux abonnés absents, tels ceux des régions asiatiques et du Moyen-Orient. De même, l'intergénérationnalité, concept phare de ce Forum, a permis d'allier les féministes d'hier et de demain dans la limite des sujets relativement consensuels. Ainsi, l'intersectionnalité, la prostitution et les problématiques LGBTI+ n'ont pas pu trouver de fenêtre de dialogue dans les débats et engagements.

À l'instar de la Conférence et du Programme d'action de Pékin, le plus important ne sera pas le Forum en lui-même, mais l'après Forum Génération Égalité : les promesses se matérialiseront-elles ? Nul doute que la société civile et particulièrement la jeunesse observeront de très près la mise en œuvre réelle des engagements pris lors du Forum, comme l'exprime la jeune militante zambienne Yande Banda : « Vous dites

■ Conclusion

que vous allez construire un futur transformateur en matière de genre, nous disons : montrez-nous !²⁴⁹ »

²⁴⁹ Propos extraits de la cérémonie d'ouverture du Forum Génération Égalité, 30 juin 2021.

Bibliographie

Ouvrages

Bereni Laure et al., *Introduction aux études sur le genre* (3^e éd.), De Boeck Sup, 2020.

Charhon Francis, *Vive la philanthropie !*, Cherche Midi, 2016.

Morin-Rotureau Évelyne éd., *Combats de femmes 1789-1799. La Révolution exclut les citoyennes*. Autrement, 2003, pp. 223-226.

Renard Noémie, *En finir avec la culture du viol*, Les Petits Matins, 2018.

Articles

Ahumada Claudia, « Repenser la responsabilité d'un point de vue féministe et de la jeunesse », Social Media Report | QI « Recommandations pour un Forum Génération Égalité transformateur », 2021, https://www.ippfamr.org/sites/ippfamr/files/2021-07/French_Repenser_la_responsabilite%CC%81.pdf

Amnesty international, « Afghanistan : comment les talibans s'attaquent aux droits humains », septembre 2021, <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/afghanistan-comment-les-talibans-attaquent-droits-humains>

Amnesty International, Communiqué de presse « Mexique. Les autorités ont eu recours à une force illégale et des violences sexuelles pour faire taire des femmes qui manifestaient contre les violences liées au genre », 3 mars 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/03/mexico-autoridades-usaron-violencia-sexual-para-silenciar-mujeres/>

André Urevig, « When it comes to addressing climate change, gender

matters », Ensia, 11 septembre 2019, <https://ensia.com/notable/gender-climate-change/>

Anne Revillard, « Féminisme d'État : constructions de l'objet », 2006, <https://annerevillard.files.wordpress.com/2012/01/revillard-2006-fc3a9minisme-detat-doc-de-travail.pdf>

AP, « UN Women hopes to promote gender equality, see more female leaders in 5 years with \$40bn », Economic Times, 20 août 2021, https://economictimes.indiatimes.com/magazines/panache/un-women-hopes-to-promote-gender-equality-see-more-female-leaders-in-5-years-with-40-bn/articleshow/85483373.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst

Barroux Rémi, « Offensive des pays conservateurs sur les droits des femmes en Europe et dans le monde », Le Monde, 8 mars 2014 https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/03/08/offensive-des-pays-conservateurs-sur-les-droits-des-femmes-en-europe-et-dans-le-monde_4379864_3244.html

BBC News, « Feminicidios en México Arussi Unda, de Las Brujas del Mar: "El machismo y la impunidad hacen la mezcla perfecta en donde se odia a las mujeres y no pasa nada" », 3 février 2021, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-55885880>

Borger Julian, Ford Liz, « Revealed: the fringe rightwing group changing the UN agenda on abortion rights », The Guardian, 16 mai 2019, <https://www.theguardian.com/global-development/2019/may/16/cfam-right-wing-white-house-anti-abortion-un>

Bouanchaud Cécile, « Le terme de *pinkwashing* revêt une dimension négative, avec l'idée d'hypocrisie des marques », Le Monde, 26 juin 2021, https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/06/26/le-terme-de-pinkwashing-revet-une-dimension-negative-avec-l-idee-d-hypocrisie-des-marques_6085781_3224.html

Chambers Simone et Kopstein Jeffrey, « Civil Society and the

State », Oxford Handbooks, 2009, <https://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199548439.001.0001/oxfordhb-9780199548439-e-20>

Collantes Verona, spécialiste intergouvernementale d'ONU Femmes, « Understanding Why Climate Change Impacts Women More Than Men », Global Citizen, 5 mars 2020, <https://www.globalcitizen.org/en/content/how-climate-change-affects-women/>

Cottais Camille, « Le féminisme libéral », Institut du Genre en Géopolitique, 21 octobre 2020, <https://igg-geo.org/wp-content/uploads/2021/03/FT-le-fe%CC%81minisme-libe%CC%81ral-Camille-Cottais-IGG.pdf>

Djamshidi Ava, Philipponnat Véronique, Werner Dorothee, « Exclusif Féminicides, Égalité, première dame, crop top : Macron répond », Elle, 1^{er} juillet 2021, <https://www.elle.fr/Societe/News/Emmanuel-Macron-son-entretien-exclusif-avec-ELLE-3934484>

Focus 2030, « Première étape du Forum Génération Égalité au Mexique : Conclusions et premiers engagements », Actualités, 30 avril 2021, <https://focus2030.org/Premiere-etape-du-Forum-Generation-Egaleite-au-Mexique-conclusions-et-premiers>

France 24 avec AFP, « Chili : une Indienne mapuche élue présidente de l'Assemblée constituante », 4 juillet 2021, <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20210704-chili-une-assembl%C3%A9e-h%C3%A9t%C3%A9rog%C3%A8ne-se-met-au-travail-pour-%C3%A9laborer-une-nouvelle-constitution>

France 24 avec AFP, « L'Argentine autorise officiellement l'IVG, le Chili ouvre à son tour le débat », 15 janvier 2021, <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20210115-l-argentine-autorise-officiellement-l-ivg-le-chili-ouvre-%C3%A0-son-tour-le-d%C3%A9bat>

France 24, « Avec le retour des talibans, quel avenir pour les femmes et les fillettes en Afghanistan ? », 16 août 2021, <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20210816-avec-le-retour-des-taliban-quel-avenir>

[pour-les-femmes-et-les-fillette-en-afghanistan](#)

Harvey Fiona, « Cop21 is too male dominated and has male priorities, says UN Special Envoy », The Guardian, 8 décembre 2015, <https://www.theguardian.com/environment/2015/dec/08/cop21-is-too-male-dominated-and-has-male-priorities-says-un-special-envoy>

Hélène Sallon, « En Égypte, une nouvelle offensive contre la société civile », Le Monde, novembre 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/20/en-egypte-une-nouvelle-offensive-contre-la-societe-civile_6060473_3210.html

Human rights Watch, « Iran: Relentless Repression of Dissent », janvier 2021, <https://www.hrw.org/news/2021/01/13/iran-relentless-repression-dissent>

Iwaniuk Jakub, « En Pologne, la quasi-interdiction de l'avortement entre en vigueur sur fond de manifestations », Le Monde, 31 janvier 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/01/31/en-pologne-la-quasi-interdiction-de-l-avortement-est-entree-en-vigueur-sur-fond-de-manifestations_6068302_3210.html

Jamison Ervin, « In defense of nature: women at the forefront », UNDP, 27 novembre 2018, <https://www.undp.org/blog/defense-nature-women-forefront>

Jones Marc, « Le COVID-19 a alourdi la dette mondiale de 24.000 milliards de dollars en 2020, selon l'IIF », La Tribune, Reuters, 17 février 2021, <https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KBN2AH2IO/le-covid-19-a-alourdi-la-dette-mondiale-de-24-000-milliards-de-dollars-en-2020-selon-l-iif.html>

Jouan Hélène, Le Monde, « Covid-19 : le Canada prône un plan de relance "féministe" », 6 juin 2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/06/covid-9-le-canada-prone-un-plan-de-relance-feministe_6083096_3244.html

Lambert Chloé, « Forum Génération Égalité : Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes », 50-50 Magazine, 6 juillet 2021, <https://www.50-50magazine.fr/2021/07/06/forum-generation-egalite-les-technologies-et-linnovation-au-service-de-legalite-entre-les-femmes-et-les-hommes/>

Le Monde avec AFP, « Féminicides : 102 femmes tuées en 2020 selon un nouveau rapport, des mesures annoncées », 1^{er} août 2021, https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/08/01/feminicides-102-femmes-tuees-en-2020-selon-un-nouveau-rapport-des-mesures-annoncees_6090247_3224.html

Le Monde, « Denis Mukwege, prix Nobel de la paix : « Il faut une convention internationale pour éliminer l'usage du viol comme arme de guerre » », 30 juin 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/30/denis-mukwege-il-faut-une-convention-internationale-pour-eliminer-l-usage-du-viol-comme-arme-de-guerre_6086289_3212.html

Le Piver Léah, « Mutilations génitales féminines : victoire au Soudan et état des lieux d'une protection complexe », GSI Consulting, 7 mai 2020, <http://www.gsi-consulting.fr/2020/05/07/mutilations-genitales-feminines-victoire-au-soudan-et-etat-des-lieux-dune-protection-complexe/>

Le soir, « La Belgique, à petits pas contre la violence de genre », juin 2021, <https://www.lesoir.be/381590/article/2021-06-30/la-belgique-petits-pas-contre-la-violence-de-genre>

Le soir, « Le Forum sur les droits des femmes exige du concret », juin 2020, <https://plus.lesoir.be/381592/article/2021-06-30/le-forum-sur-les-droits-des-femmes-exige-du-concret>

Legault Élise, « Des progrès, pas des promesses : Un mécanisme de redevabilité pour l'égalité des genres », ONE, 4 juin 2019, <https://www.one.org/canada/fr/blog/des-progres-pas-des-promesses-un-mecanisme-de-redevabilite-pour-legalite-des-genres/>

Mayanja Rachel, « Les conflits armés et les femmes – la résolution 1325 du Conseil de sécurité : 10 ans d'existence », <https://www.un.org/fr/chronicle/article/les-conflits-armes-et-le-femmes-la-resolution-1325-du-conseil-de-securite-dix-ans-dexistence>

Nana Darkoa Sekyjaham, Lejla Medanhodzic, Liz Ford, « Remembering women killed fighting for Human rights in 2017 », The Guardian, 29 novembre 2017, <https://www.theguardian.com/global-development/2017/nov/29/remembering-women-killed-fighting-for-human-rights-in-2017>

Nations unies, ONU Info, « Pegasus : des lois conformes aux droits de l'homme sont nécessaires pour réglementer les logiciels espions », 20 juillet 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/07/1100402#:~:text=La%20cheffe%20des%20droits%20de,journalistes%20et%20des%20responsables%20politiques>.

Nicolas Yveline, « Forum Génération Égalité », Adéquations, juillet 2021, <http://www.adequations.org/spip.php?rubrique433>

Nowicka Wanda, « Forum Génération Égalité : sur le terrain, les contextes varient et les luttes féministes aussi », RFI, 1^{er} juillet 2021, <https://www.rfi.fr/fr/france/20210630-forum-g%C3%A9n%C3%A9ration-%C3%A9galit%C3%A9-sur-le-terrain-les-contextes-varient-et-les-luttes-f%C3%A9ministes-aussi>

ONU Femmes, « L'importance du financement pour les femmes et les filles », <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/financing-for-gender-equality>

Osman-Elasha Balgis, ONU, UN Chronicle, « Women...In The Shadow of Climate Change », <https://www.un.org/en/chronicle/article/womenin-shadow-climate-change>

Oxfam, « Au Forum Génération Égalité, la France rate son rendez-vous avec l'égalité femmes-hommes », 7 juillet 2021, <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/au-forum-generation-egalite-la-france-rate-son-rendez-vous-pour-egalite-femmes-hommes/>

Oxfam, « Covid-19 : La perte de revenus des femmes en 2020 équivaut à la richesse combinée de 98 pays », 29 avril 2021, <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/covid-19-la-perte-de-revenus-des-femmes-en-2020-equivaut-a-la-richesse-combinée-de-98-pays/>

Oxfam, « À Paris, un sommet des Nations unies pour les droits des femmes quasiment passé sous silence », 6 juillet 2021, <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/tribune-a-paris-un-sommet-des-nations-unies-pour-les-droits-des-femmes-quasiment-passe-sous-silence/>

Piotr Smolar, « La Diplomatie féministe, un concept en devenir », Le Monde, 17 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/17/la-diplomatie-feministe-un-concept-en-devenir_6060106_3210.html

Pollet Jean-François, « La Fondation Gates ou la charité (mal) ordonnée », CNCD 11.11.11, mars 2014 , <https://www.cncd.be/La-Fondation-Gates-ou-la-charite>

Robinson Mary pour Harvey Fiona, « Les femmes des pays en développement sont parmi les plus vulnérables au changement climatique », The Guardian, 8 décembre 2015, https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RIPS_040_0181&contenu=resume

Saint-Michel Sarah, « Le genre et le leadership. L'importance d'introduire les traits de personnalité des leaders. », Revue internationale de psychosociologie, vol. XVI, no. 40, 2010, pp. 181-201, https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RIPS_040_0181&contenu=resume

Schectman Joel et Bing Christopher, « Ex-U.S. intel operatives admit hacking American networks for UAE », Reuters, 15 septembre 2021, <https://www.reuters.com/world/us/american-hacker-mercenaries-face-us-charges-work-uae-2021-09-14/>

Slate, « Emmanuel Macron, les féministes du monde entier vous

regardent », 23 juin 2021, <http://www.slate.fr/story/211169/tribune-emmanuel-macron-les-feministes-du-monde-entier-vous-regardent-egalites-lgbt>

Té-Léssia Assoko Joël, « Rapport sur le développement humain en Afrique », Jeune Afrique, 29 août 2016, <https://www.jeuneafrique.com/352684/societe/pnud-disparites-de-genre-coutent-95-milliards-de-dollars-an-a-lafrique-subsaharienne>

UNESCO, « Plus de 11 millions de filles pourraient ne pas retourner à l'école après la crise de la Covid-19 », <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse/girlseducation#:~:text=11%20millions..caus%C3%A9%20par%20la%20COVID%2D19.&text=Pour%20de%20nombreuses%20filles%2C%20l.est%20une%20bou%C3%A9%20de%20sauvetage>.

Vos Coralie, « Des politiques étrangères "féministes" qui manquent parfois de cohérence », Centre national de coopération au développement, 1^{er} mars 2021, <https://www.cncd.be/des-politiques-etran-geres-etrangeres-feministes-manquent-coherence>

Sites et pages web

Agence française de développement, « l'AFD et Care France s'engagent pour l'égalité femmes-hommes avec un projet de renforcement des mouvements féministes et le leadership des femmes en Afrique », 23 juin 2021, <https://www.afd.fr/fr/actualites/communiqu-e-de-presse/afd-et-care-france-egalite-femmes-hommes-mouvements-feministes-et-leadership-femmes-afrique>

Amnesty International, Communiqué de presse « Mexique. Les autorités ont eu recours à une force illégale et des violences sexuelles pour faire taire des femmes qui manifestaient contre les violences liées au genre », 3 mars 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/03/mexico-autoridades-usaron-violencia-sexual-para-silenciar-mujeres/>

Banque Mondiale, « Graphique : PIB mondiaux depuis 2010 », <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

Bill et Melinda Gates Foundation, « Committed grants database », <https://www.gatesfoundation.org/about/committed-grants>

Centers for diseases control and prevention, « Terminology », <https://www.cdc.gov/healthyyouth/terminology/sexual-and-gender-identity-terms.htm>

Centre de recherche et d'information socio-politiques, « Secteur privé », <https://www.vocabulairepolitique.be/secteur-prive/>

Centre de recherche et d'information socio-politiques, « Société civile », <https://www.vocabulairepolitique.be/societe-civile/>

Collectif Générations Féministes, « Communiqué de presse », juillet 2021, <https://generationsfeministes.org/wp-content/uploads/2021/07/CP-Forum-Ge%CC%81ne%CC%81ration-E%CC%81galite%CC%81-.pdf>

Commission Nationale Consultative des droits de l'Homme (CNC-DH), « Femmes Paix et Sécurité », <https://www.cncdh.fr/fr/dossiers-the-matiques/femmes-paix-et-securite>

ONU, « Communiqué de presse – Fier de la parité à l'ONU, M. Guterres voit la différence dans la qualité des décisions et la capacité de mettre l'égalité des genres au centre des politiques », 30 juin 2021, <https://www.un.org/press/fr/2021/sghsm20805.doc.htm>

Conseil de l'Europe, « Discrimination systémique », <https://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/systemic-discrimination>

Forum Génération Égalité, « La coalition d'action des femmes en faveur de la justice climatique », https://forum.generationequality.org/sites/default/files/2021-06/FACJ_FR.pdf

Forum Génération Égalité, « Carte des engagements du FGE », <https://forumgenerationegalite.fr/page-map>

Forum Génération Égalité, « Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire (FPS-AH) », <https://forum.generationequality.org/fr/pacte-sur-les-femmes-la-paix-la-securite-et-laction-humanitaire-fps-ah>

Gender Climate Tracker, « Women's participation statistics in climate diplomacy, Introduction », <https://www.genderclimatetracker.org/node/193#:~:text=At%20the%20United%20Nations%20Framework,Delegations%20in%202018%2C%20on%20average.>

Gouvernement du Canada, « Le gouvernement du Canada dévoile les noms des organismes bénéficiaires du Fonds de réponse et de relance féministes 100 millions de dollars », juillet 2021, <https://www.canada.ca/fr/femmes-egalite-genres/nouvelles/2021/07/le-gouvernement-du-canada-devoile-les-noms-des-organismes-beneficiaires-du-fonds-de-reponse-et-de-relance-feministes-100millions-de-dollars.html>

Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, « Écart salarial », https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/emploi/ecart_salarial

Nations unies, « Le régime de la responsabilité des organisations internationales exige une définition préalable de la notion d'"organisation internationale" » AG/J/402, communiqué de presse, 27 octobre 2003, <https://www.un.org/press/fr/2003/AGJ402.doc.htm>

Nations unies, « Le Secrétaire général nomme Mme Sima Sami Bahous, de la Jordanie, Directrice exécutive d'ONU-Femmes », 13 septembre 2021, <https://www.un.org/press/fr/2021/sga2062.doc.htm-0>

Nations unies, « Sondage ONU 75 : la santé, le climat et le multilatéralisme en tête des priorités des citoyens du monde », 8 janvier 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/01/1086162>

ONU Femmes France, « Retour sur le Forum Génération Égalité », 12 juillet 2021, <https://www.onufemmes.fr/nos-actualites/2021/7/12/re-tour-sur-le-forum-generation-egalite>

ONU Femmes, « Génération Égalité », <https://www.unwomen.org/fr/>

digital-library/publications/2019/05/generation-equality

ONU Femmes, « L'abrogation de la loi sur le viol par le parlement libanais marque un jour historique pour les femmes du pays », 18 août 2017, <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2017/8/news-lebanon-parliament-repeals-rape-law>

ONU Femmes, « Les femmes, la paix et la sécurité », <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/peace-and-security>

ONU Femmes, « Promouvoir la sécurité d'occupation foncière pour les femmes », 27 février 2011, <https://www.endvawnow.org/fr/articles/770-promouvoir-la-scurit-doccupation-foncire-pour-les-femmes.html>

ONU Femmes, Nouvelles, « Covid-19 : Seul un pays sur huit à travers le monde a mis en place des mesures visant à atténuer l'incidence économique et sociale de la crise sur les femmes et les filles, selon de nouvelles données », 28 septembre 2021, <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2020/9/press-release-launch-of-covid-19-global-gender-response-tracker>

ONU Info, « Au Forum Génération Égalité à Paris, l'ONU plaide pour une redistribution du pouvoir », 30 juin 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1099372>

ONU Info, « Le Forum Génération égalité au Mexique se conclut par de nouveaux engagements en faveur de l'égalité des sexes », 1^{er} avril 2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/04/1093172#:~:text=%C2%AB%20Le%20nouveau%20multilat%C3%A9ralisme%20que%20nous,%2C%20Jean%20Yves%20Le%20Drian>

PGO, « Présentation », <https://www.opengovpartnership.org/fr/about/approach/>

Plateforme du FGE, « Le groupe consultatif de la société civile auprès du groupe central », <https://forum.generationequality.org/fr/le-groupe->

[consultatif-de-la-societe-civile-aupres-du-groupe-central](#)

Programme de l'ONU pour l'Environnement « About Green Economy », <https://www.unep.org/fr/node/19231>

Programme du Forum Génération Égalité, https://forumgenerationegalite.fr/sites/default/files/2021-06/FGE_Programme_FR.pdf

Touré Hamadoun, Secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications International Telecommunication Union, <https://www.itu.int/en/osg/speeches/Pages/2014-04-15-fr.aspx>

Women's WorldWide Web (W4), « Nouvelles technologies : outils indispensables à la mise en réseau et l'émancipation des filles et des femmes », <https://www.w4.org/fr/nouvelles-technologies-pour-emancipation-des-femmes/>

WPS HA Compact, Liste des signataires du Pacte, <https://wpshacom-pact.org/current-compact-signatories/>

Rapports, mémoires & thèses

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, « Violence à l'égard des femmes : une enquête à l'échelle de l'UE », https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2014-vaw-survey-at-a-glance-oct14_fr.pdf

Analyse comparative, « Policy brief: Comparative Analysis of Feminist Foreign Policies », International Women's Development Agency (IWDA), 2020 <https://iwda.org.au/resource/policy-brief-comparative-analysis-of-feminist-foreign-policies/>

BIE, « Gestion des évaluations sensibles au genre – Manuel d'évaluation », 2015, <https://static1.squarespace.com/static/5c78efe065019f922db505cb/t/5c840135e5e5f02ba2e63a68/1552154945339/UN-Women-Evaluation-Handbook-fr.pdf>

Clavaud A., Clavière J., Rouach D., Minet A., Gorge S., Padis M.-O.,

« Pour la liberté de disposer. Promouvoir et garantir l'accès aux droits et à la santé sexuels et reproductifs des femmes en Afrique subsaharienne », Fondation Jean-Jaurès, Terra Nova, juin 2021, <https://www.jean-jaures.org/publication/pour-la-liberte-de-disposer-de-son-corps/>

Clavaud Amandine, Rouach Déborah, « Le droit à l'avortement : un combat sans fin pour garantir la liberté de disposer de son corps », Fondation Jean Jaurès, septembre 2021, <https://www.jean-jaures.org/publication/le-droit-a-lavortement-un-combat-sans-fin-pour-garantir-la-liberte-de-disposer-de-son-corps/>

Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, « Time spent in unpaid work; total work burden; and work-life balance », dernière mise à jour le 8 mars 2021, <https://worlds-women-2020-data-undesa.hub.arcgis.com/apps/6f02cbbfb8d34cb7806d21f4bd14e826/explore>

Focus 2030 et Women Deliver, 2021, Rapport « Les aspirations citoyennes en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le monde : une volonté de changement », <https://focus2030.org/sondage-international-genre>

Focus 2030, « Genre, droits et santé sexuels et reproductifs : quelle place dans l'aide publique au développement ? », mai 2021, https://focus2030.org/IMG/pdf/note_analyse_n5_genre_dssr_focus_2030.pdf

Focus 2030, « Recensement des bases de données sur les inégalités de genre dans le monde », Faits et Chiffres, 31 mai 2021, <https://focus2030.org/Recensement-des-bases-de-donnees-sur-les-inegalites-de-genre-dans-le-monde>

Fondation des femmes, « L'impact du Covid-19 sur l'emploi des femmes », mars 2021, https://fondationdesfemmes.org/fdf-content/uploads/2021/06/rapport-fdf-2021_impact-du-covid-sur-lemploi-des-femmes.pdf

Forum économique mondial, « L'égalité femmes-hommes recule d'une génération à cause de la pandémie, selon une nouvelle étude », 31 mars

2021, <https://fr.weforum.org/press/2021/03/l-egalite-femmes-hommes-recule-dune-generation-a-cause-de-la-pandemie-selon-une-nouvelle-etude/>

Forum Génération Égalité, « Manuel des coalitions d'action », 28 juin 2021, https://static1.squarespace.com/static/609d99c149adb21f3531ff37/t/60db448913054d0fa1c5782e/1624982667677/CA_Manuel%2B-des%2Bengagements+-+updated+28+June.pdf

Ganzfried Miriam, Mémoire d'étude « Le Genre comme ressource politique en Suisse : la perception de l'élite politique », Unité Interdisciplinaire d'Études genre, Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève, 2009, https://www.unige.ch/etudes-genre/files/7214/0316/9719/Miriam_Ganzfried_Memoire_Master.pdf

Groupe des Nations unies pour le développement Durable, « Égalité des genres et autonomisation des femmes », 2021, <https://unsdg.un.org/fr/2030-agenda/universal-values/gender-equality-and-womens-empowerment>

Lancet-Guttmacher Commission on DSSR, « Accelerate progress—sexual and reproductive health and rights for all: report of the Guttmacher–Lancet Commission », 9 mai 2018, <https://www.thelancet.com/commissions/sexual-and-reproductive-health-and-rights>

Martine Lévy, « Le féminisme d'État en France – 1965-1985 : 20 ans de prise en charge institutionnelle de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes », Institut des Sciences Politiques de Paris, Thèse soutenue en 1988, <http://www.theses.fr/1988IEPP0009>

Ministère français des affaires étrangères et du développement international, « 2^e plan national d'action de la France – Mise en œuvre des résolutions "Femmes, paix et sécurité" du Conseil de sécurité des Nations unies – 2015-2018 », https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/femmes_paix_et_securite_final_cle81d4f1.pdf

Molyneux Maxine, Dey Adrija, A. C. Gatto Malu et Rowden Holly,

« Feminist activism 25 years after Beijing », Gender & Development, 15 juin 2020, <https://doi.org/10.1080/13552074.2020.1750140>

Nations unies, « L'impact de la Covid-19 sur les femmes », avril 2020, https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note_de_synthese_-_l'impact_de_la_covid-19_sur_les_femmes_et_les_filles.pdf

Nations unies, « Une femme sur trois dans le monde est victime de violence physique ou sexuelle », <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1091282>

OCDE Rapport, « Women at the core of the fight against Covid-19 crisis », 2020, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=127_127000-awfn-qj80me&title=Women-at-the-core-of-the-fight-against-COVID-19-crisis

OCDE, Rapport « Des ambitions aux résultats : concrétiser les engagements en matière d'égalité homme femme dans les institutions des pays donateurs », 2012, https://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement/FRE_From_ambition_to_results.pdf

OECD Dac Network On Gender Equality (Gendernet), « Aid Focussed on Gender Equality and Women's Empowerment: A snapshot of current funding and trends over time in support of the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action », 2020, <https://www.oecd.org/development/gender-development/Aid-Focussed-on-Gender-Equality-and-Women-s-Empowerment-2020.pdf>

ONU Femmes, « Covid-19 and Ending Violence Against Women and Girls », <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls>

Organisation internationale du travail, « Fewer women than men will regain employment during the Covid-19 recovery », 19 juillet 2021, https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_813449/lang--en/index.htm

Organisation internationale du travail, « Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture », 2018, https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_626831/lang--en/index.htm

Organisation Internationale du Travail, Rapport « Women in Business and Management: the business case for change », 2019, https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_700953/lang--en/index.htm

Programme des Nations unies pour le Développement, « Près de 90 % des hommes/femmes dans le monde ont des préjugés envers les femmes », 5 mars 2020, https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/news-centre/news/2020/Gender_Social_Norms_Index_2020.html

Rapport « L'égalité des genres et les droits humains à l'eau et à l'assainissement », Rapporteur spécial, Léo Heller, page 7, https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Water/10anniversary/Gender_FR.pdf

Sénat français, Rapport d'information « L'égalité femmes-hommes, un enjeu fondamental de solidarité internationale », 4 mai 2021, <http://www.senat.fr/notice-rapport/2020/r20-550-notice.html>

UNFPA, « Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage », avril 2020, <https://www.unfpa.org/fr/node/24179>

UNIFEM Fonds de développement des Nations unies pour la femme, « Les progrès des femmes à travers le monde 2008/2009 – Qui est responsable envers les femmes ? – Genre et redevabilité », 2008, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?rel-doc=y&docid=4a0977a42>

Union interparlementaire, Carte « Les femmes en politiques : 2021 », 2021, <https://www.ipu.org/fr/femmes-politique-2021>

Union interparlementaire, Organisation mondiale des parlements des États souverains, « Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires », Bulletin thématique, octobre 2016, <http://ar->

chive.ipu.org/pdf/publications/issuesbrief-f.pdf

Wodon Quentin, De La Brière Bénédicte, « Unrealized Potential: The cost of gender equality : The High Cost of Gender Inequality in Earnings », Global Partnership, 2018, <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/2018-05-the-cost-of-gender-inequality.pdf>

World Economic Forum, « Global Gender Gap Report 2020 », 2020, <https://www.weforum.org/reports/gender-gap-2020-report-100-years-pay-equality>

World Health Organization Europe, « Statement – During COVID-19 pandemic, violence remains preventable, not inevitable », mai 2020, <https://www.euro.who.int/en/about-us/regional-director/statements-and-speeches/2020/statement-during-covid-19-pandemic,-violence-remains-preventable,-not-inevitable>

Conférences et discussions lors du FGE

Débriefing féministe informel du 26 juillet 2021, organisé par Outright, CREA et AWID

Discours de Kamala Harris, Vice-présidente des États-Unis d'Amérique, lors de la cérémonie d'ouverture du Forum

Discussion « Défendre et revendiquer les droits des femmes dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique et d'extrémisme croissant », le 30 juin 2021 à 11 h 40 sur la plateforme du FGE, avec Zubaida Akbar (Afghanistan), Razan El Moghrabi (Libye), Shiva Nazar Ahari (Iran), Marlyn Tadros (Egypte)

Discussion sur « l'action des femmes en faveur de la justice climatique », FGE, avec Grethel Aguilar, Carlos Alvarado Quesada, Inger Andersen, Joanita Babirye, Kehkashan Basu, Anita Bhatia, Bridget Burns, David Choquenhuanca, Angie Dazé, Olga Djanaeva, Patricia Espinosa, Gilbert F. Hounbo, Mithika Mwenda, Noelene Nabulivou, Naomi Nyamweya, Nohora Quiguntar, Odile Renaud-Basso, Jan Beagle, Suzanne Biegel,

■ Bibliographie

Julie Cissé, Laura Cook, Abdul Ghafoor Mohammed, Yannick Glemarec, Jeannette Gurung, Anne Heloise, Raquel Lagunas, Regan Pritzker, Maria Reyes, Mary Robinson, 2 juillet 2021

Marekera Shantel, Cérémonie d'ouverture du Forum Génération Égalité, 30 juin 2021

ONU Femmes Webinaire, « 76th UNGA – Convening on the Action Coalitions Future and Five-Year Journey », 29 septembre 2021

Auditions

Entretien mené avec Fabrice Ferrier, directeur général de Focus 2030, et Caroline de Crémoux, chargée de programmes pour Focus 2030, le 21 octobre 2021.”

Entretien avec Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer international d'Equipop et membre du Haut Conseil à l'Égalité, mené le 28 octobre 2021

Entretien avec Virginie Poupeney, experte freelance en genre et développement mené le 4 octobre 2021

Conventions internationales

Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Organe subsidiaire de mise en œuvre Quarante et unième session, Lima, 1^{er}-8 décembre 2014, Point 16 de l'ordre du jour : Égalité des sexes dans le contexte des changements climatiques, <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/docs/2014/sbi/fre/l43rev01f.pdf>

Résolution 1325 adoptée le 31 octobre 2000 par le Conseil de sécurité de l'ONU, [https://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325\(2000\)-F.pdf](https://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf)

Vidéos

Cérémonie d'ouverture du Forum Génération Égalité, 30 juin 2021, https://www.youtube.com/watch?v=IVIPtqJkc_U

Discours du Président Emmanuel Macron lors de la Cérémonie d'ouverture du Forum, Youtube, https://www.youtube.com/watch?v=IVIPtqJkc_U

Discours d'ouverture du Forum Génération Egalité, Intervention de Phumzile Mlambo-Ngcuka, Paris, juillet 2021, <https://generationequa-lityforum-paris2021.fr/en>

Forum Génération Égalité, « Panel: My Body is My Own », juillet 2021, https://www.youtube.com/watch?v=nF5puij_rTI&ab_channel=Center-forReproductiveRights

Harris Kamala, lors de son allocution lors de la 65^e session de la Commission sur la condition de la femme de l'ONU, mars 2021, https://www.youtube.com/watch?v=jAR5CiFGCy4&t=7141s&ab_channel=Reuters

Melinda Gates lors de la cérémonie d'ouverture du Forum, « On gender equality, women need results over rhetoric », https://www.le-monde.fr/idees/article/2021/06/30/melinda-french-gates-en-matiere-d-egalite-des-sexes-les-femmes-veulent-des-resultats-plutot-que-des-discours_6086391_3232.html

